



Le processus de paix israélo-arabe

- les perspectives d'une réorganisation du Proche-Orient -

Mémoire de géopolitique du Lieutenant-Colonel Scherler

dans le cadre de l'étude dirigée

« Géopolitique du Proche et Moyen-Orient »

Directeur : Ambassadeur Marc BONNEFOUS

Février 2001

Fiche de présentation documentaire

1. Titre du document:

Le processus de paix israélo-arabe

2. Nom du fichier:

GSCHERLW0702.doc

3. Identité de l'auteur:

LCL (Terre, ALL) SCHERLER, Wolfgang

4. Date de rédaction:

07. février 2001

5. Division/groupe:

A6

6. Nature du travail :

Mémoire de géopolitique dans le cadre de l'étude dirigée « Géopolitique du Proche et Moyen-Orient »

7. Synthèse du document:

Cent ans d'affrontements israélo-arabes ont fait du Proche-Orient, après la fin de la confrontation bipolaire des superpuissances, une des poudrières majeures du monde. Depuis le début des négociations de paix à Madrid en 1991, l'espoir d'une restructuration pacifique du Proche-Orient grandit. Mais dans la mesure où le potentiel de menace externe diminue, les fossés entre les identités au sein des sociétés se découvrent. C'est surtout la question palestinienne, problème central de la réconciliation régionale, avec sa composante religieuse et idéologique omniprésente, qui mettra à l'épreuve la cohésion des peuples concernés. Le refus d'un rapprochement entre les populations aggrave encore la situation et pourra, à défaut d'une intervention internationale, faire pencher la balance tant du côté de la paix que celui de scénario catastrophe.

8. Mots clés:

Proche-Orient, conflit israélo-arabe, processus de paix, Palestine, Israël

9. Traduit par:

Service linguistique de la Bundeswehr

Le processus de paix israélo-arabe

- les perspectives d'une réorganisation du Proche-Orient -

Sommaire

Partie I:

Le contexte régional du processus de paix

De la confrontation aux débuts de la coopération

Les intérêts au Proche-Orient

Partie II:

Les déterminants des efforts de paix actuels en Palestine

Le plan de paix américain du 23 décembre 2000

Analyse des champs de conflit

Les conséquences de l'évolution technique sur le processus de paix

Partie III:

Les options de l'évolution future

La Syrie et la question palestinienne dans la diplomatie israélienne

Les structures transnationales au Proche-Orient

Les pires scénarios imaginables

Le processus de paix israélo-arabe

- les perspectives d'une réorganisation du Proche-Orient -

Table des matières

	Page
1. <u>Définition du problème</u>	1
1.1 Délimitation du sujet.....	1
1.2 Plan et but du mémoire.....	4
2. <u>Le contexte régional du processus de paix</u>	5
2.1 De la confrontation aux débuts de la coopération.....	5
2.1.1 La fondation de l'Etat d'Israël et les guerres.....	5
2.1.2 De Camp David à Oslo – les négociations.....	8
2.2 Les intérêts au Proche-Orient.....	13
2.2.1 Le camp arabe.....	13
2.2.2 Israël.....	18
2.2.3 Acteurs choisis non régionaux.....	20
2.3 Résumé provisoire.....	22
3. <u>Les déterminants des efforts de paix actuels en Palestine</u>	25
3.1 Le plan de paix américain du 23 décembre 2000.....	25
3.2 Analyse des champs de conflit.....	26
3.2.1 Le statut de la ville de Jérusalem.....	26
3.2.2 La politique de colonisation israélienne dans les territoires occupés.....	28
3.2.3 Les réfugiés palestiniens.....	30
3.2.4 La répartition de l'eau.....	32
3.2.5 Le traitement des prisonniers et la situation sur le plan des droits de l'homme.....	35
3.2.6 La forme d'une indépendance palestinienne éventuelle.....	36
3.2.7 La garantie de la paix vers l'intérieur.....	40
3.2.7.1 La recherche palestinienne d'une identité étatique.....	40
3.2.7.2 Les courants internes de la société israélienne.....	42
3.3 Les conséquences de l'évolution technique sur le processus de paix.....	45
3.4 Résumé provisoire.....	46
4. <u>Les options de l'évolution future</u>	49
4.1 La Syrie et la question palestinienne dans la diplomatie israélienne.....	49
4.2 Les structures transnationales au Proche-Orient.....	50
4.3 Les pires scénarios imaginables.....	52
5. <u>Conclusion et perspectives</u>	53
6. <u>Appendice</u>	56
6.1 Liste des abréviations.....	56
6.2 Bibliographie.....	57
6.2.1 Ouvrages.....	57
6.2.2 Articles de périodiques.....	57
6.2.3 Articles de presse.....	59
6.2.4 Articles de l'internet.....	60
6.3 Liste des annexes.....	61

1. Définition du problème

1.1 Délimitation du sujet

Il y a un peu plus de sept ans, le 13 septembre 1993, la reconnaissance mutuelle d'Israël et de l'Organisation de libération de la Palestine, symbolisée par la poignée de main du Premier ministre israélien Rabin et du chef de l'O.L.P. Arafat devant la Maison Blanche à Washington, marqua un tournant historique dans l'évolution du conflit israélo-arabe. Après la conclusion du traité de paix entre l'Etat hébreu et l'Egypte en 1979 et les négociations de Madrid en 1991, la porte semblait ouverte à la coopération pour résoudre un conflit séculaire au Proche-Orient. Un conflit qui, vu ses implications économiques et nucléaires, polarise comme aucun autre la littérature et l'opinion publique du fait que la religion, l'histoire et la lutte pour l'existence y sont fatalement liées l'une à l'autre¹. Face à cette polarisation, l'emploi de termes tels que « Proche- » ou « Moyen-Orient » ou « monde arabe » donne lieu à des controverses politiques, en fonction de la nationalité, de l'ethnie ou de l'appartenance religieuse d'une personne². Il convient donc de souligner, dès le début de ce mémoire, que l'emploi des termes cités ci-dessus sert uniquement à une présentation neutre des faits.

Pour traiter un sujet si délicat, il faut d'abord définir les termes centraux que sont la « Palestine » et le « conflit au Proche-Orient ». Dans ce mémoire, le premier terme désigne la zone géographique comprenant l'actuel Etat israélien et les territoires occupés, la notion d'« occupé » traduisant le statut sur le plan du droit international. Le deuxième terme comprend deux volets : d'une part, le conflit israélo-arabe et de l'autre, la prétention du peuple palestinien sur la majeure partie des territoires occupés³ pour y fonder une collectivité palestinienne souveraine.

La complexité géopolitique tient au fait que d'autres facteurs que l'interaction marquée des deux volets précités sont en l'occurrence à prendre en compte. En ce qui concerne les intérêts arabes sur le plan régional, ce sont surtout l'invasion du Koweït par l'Irak et la deuxième guerre du Golfe qui ont mis en évidence les effets directs de la lutte pour la suprématie dans le golfe Persique sur le potentiel de crise au Proche-Orient. Ces deux champs de tensions prédominants dans cette région se répercutent, tout comme les intérêts d'acteurs extérieurs, sur le processus de paix israélo-arabe, dont le problème essentiel reste la question palestinienne. Alors qu'au niveau international, on a remporté des succès importants dans le cadre de négociations concernant les questions territoriales (Traité de paix entre Israël et la Jordanie de 1994) ou qu'une solution paisible aux querelles s'esquissait (Syrie, Liban), la question palestinienne recelait toujours un potentiel explosif réel : deux populations en croissance rapide appartenant à des cultures

¹ « Là où Dieu et la foi s'amalgament avec le pays et la légitimité, l'enfer est plus proche que le ciel ». JOFFE, Josef, « Heilloses Land », Die Zeit, http://www.zeit.de/2000/43/Politik/200043_1.leiter.html.

² PERTHES, Volker, Regionale Dynamiken im Nahen und Mittleren Osten und die Grenzen externen Einflusses, Ebenhausen; SWP, 1999, p. 7.

³ Cisjordanie, Jérusalem-Est et la bande de Gaza. BECK, Martin, « Der israelisch-arabische Friedensprozess », Aus Politik und Zeitgeschichte, B 18/96, avril 1996, p. 3.

différentes, formulent leurs revendications territoriales fondées sur des droits historiques respectifs dans une zone limitée à ressources restreintes⁴.

Dès 1993, lors des conférences débutant secrètement dans la capitale norvégienne d'Oslo avant la proclamation officielle de Washington, les négociateurs se voyaient obligés de s'orienter sur ce qui était faisable. Considérant le processus de paix d'Oslo⁵ d'abord comme une solution intermédiaire permettant d'établir un climat de confiance mutuelle, on voulait renvoyer les points particulièrement litigieux à plus tard, à savoir :

- la revendication d'un Etat palestinien indépendant ayant pour capitale Jérusalem-Est formulée par le chef de l'O.L.P. Arafat ou
- le retour des réfugiés palestiniens et en conséquence le retrait des Israéliens des territoires occupés.

Ces deux points devaient être traités lors des pourparlers portant sur le statut définitif des territoires palestiniens⁶.

C'est cette mise entre parenthèses des points clés qui est à l'origine de la perception divergente du processus de paix. Alors que ses partisans considéraient Oslo comme une possibilité d'établir une paix d'envergure dans une région secouée par la guerre, ses opposants réprovaient une base de négociations qu'ils estimaient asymétrique pour les raisons suivantes: les Israéliens, en signant l'accord intérimaire, n'auraient couru aucun risque sinon la reconnaissance du droit palestinien à l'existence, mais ils auraient obtenu en contrepartie la fin de leur quarantaine géographique au Proche-Orient⁷. Pour les Palestiniens, par contre, la reconnaissance d'Israël équivaldrait à une capitulation, si le règlement des points litigieux essentiels était renvoyé à des négociations nébuleuses sur le statut définitif. Edward W. Said parle même de la « cimentation » d'une perpétuelle soumission au régime hébreu⁸.

Nonobstant l'opinion personnelle du commentateur, il en découle, pour des raisons rationnelles et conceptuelles, une certaine instabilité du processus de paix d'Oslo, censé être l'élément essentiel du système de paix israélo-arabe. Si l'on y ajoute la composante religieuse historique

⁴ VEIT, Winfried, « Der Nahe Osten auf dem Weg zum Frieden », Internationale Politik und Gesellschaft, 2, 2000, p. 133.

⁵ Par l'expression de « processus de paix d'Oslo » la littérature rend hommage au lieu de départ des efforts israélo-palestiniens pour obtenir un consensus et subsume sous cette expression l'ensemble des accords conclus dans la suite.

⁶ RIES, Matthias, Oslo – Tor zum Frieden in Nahost?, Idstein; Meinhardt Text und Design, mai 2000, p. 219. Une autre preuve en est la déclaration du chef de la délégation israélienne, le Premier ministre Peres, décrivant l'impossibilité de présenter une carte matérialisant les futures frontières en Palestine en raison des points litigieux restés en suspens. On a donc établi, en compensation, un calendrier prévoyant dans un premier lieu l'autonomie palestinienne suivie de conférences sur les points clés. AWWAD, Emad, « Jérusalem et le règlement de la question palestinienne », Défense Nationale, 51, 1995, p. 113.

⁷ LERCH, Wolfgang Günter, « Eisiger Frieden », Frankfurter Allgemeine Zeitung, 03.03.1999, p. 9.

⁸ SAID, auteur palestinien vivant en exil aux Etats-Unis, était membre du Conseil national palestinien de 1977 à 1999. SAID, Edward W., « Le risque d'une perpétuelle soumission », Le Monde diplomatique, Manière de voir 54, novembre-décembre 2000, p. 10.

omniprésente au Proche-Orient, même un profane peut se faire une idée des contraintes pesant sur une éventuelle réconciliation des Israéliens et Palestiniens et sur l'intégration d'Israël dans une structure régionale. L'interprétation divergente de l'histoire commune des deux peuples dans les cent dernières années en est seulement un exemple parmi d'autres. Les agitateurs des deux côtés ont toujours réussi à torpiller l'avancement des pourparlers. Des colons fanatiques dont l'influence politique dans la Knesset va croissante, rendent plus difficile pour le gouvernement israélien l'octroi de concessions à l'Autorité palestinienne. L'assassinat du Premier ministre israélien Rabin en 1995 par un extrémiste juif montre bien les forces qui menacent de déchirer la société israélienne face aux efforts de paix. Il en est à peu près de même pour la population palestinienne où la diplomatie du chef de l'O.L.P., M. Arafat, orientée vers des négociations est minée par des attentats terroristes commis dans les agglomérations juives par le bras militant du Hamas qui est de mieux en mieux accueilli par la population palestinienne dont les conditions de vie ne s'améliorent pas.

Si les discussions sur le statut définitif des territoires en Palestine débutant en 1999 ont respecté le calendrier arrêté à Oslo, on n'est pas arrivé jusqu'à présent à des résultats concrets. Ce vide a engendré des déceptions et de l'amertume, notamment du côté palestinien. L'euphorie du début, régnant en 1993, dans l'attente de la fondation d'un Etat indépendant a fait place à la colère et au sentiment d'avoir perdu les bases de la coopération commune⁹. Beaucoup estiment insuffisantes les stipulations des accords consécutifs, tout en considérant l'occupation continue des territoires palestiniens comme un manquement au principe « la terre contre la paix » fixé en 1991 à Madrid¹⁰. Globalement, la situation telle qu'elle se présentait en septembre 2000 était une vraie poudrière : il suffisait d'une étincelle pour y mettre le feu. C'est le nouveau Premier ministre et leader du parti israélien de droite Likoud Ariel Sharon¹¹, qui provoque l'incendie en se rendant, le 28 septembre 2000, entouré de forces de sécurité, sur l'esplanade des Mosquées sur le mont du Temple, tout à fait conscient du caractère provocateur de sa visite¹². Il a suffi des appels de M. Arafat pour mobiliser les masses contre les « occupants » israéliens¹³. La nouvelle Intifada servira certainement au dirigeant de l'O.L.P. pour manifester la volonté des Palestiniens à s'affirmer et à faire pression sur la délégation israélienne pour relancer les négociations bloquées.

⁹ ASSEBURG, Muriel, Palästina auf dem Weg zum Staat: Determinanten, Entwicklungen, Szenarien, Ebenhausen ; SWP, avril 1999, p. 7.

¹⁰ BARZEL, Rainer, « Kein Frieden ohne die Völker », Die politische Meinung, 341, avril 1998, p. 40.

¹¹ Ariel Sharon est considéré par les Palestiniens comme le faucon israélien par excellence. Adversaire décidé des accords de Camp David en date de 1978, il refuse toujours la poignée de main à Arafat. De surcroît, il est coresponsable des massacres commis dans les camps de réfugiés palestiniens de SABRA et CHATILA en septembre 1982.

Gewalt in Nahost: Die lebende Provokation: Warum Ariel Sharon den Palästinensern verhasst ist, <http://195.170.124.152/archiv/2000/10/04/ak-po-we-20697.html>.

¹² RAMONET, Ignacio, « Engrenages », Le Monde diplomatique, Manière de voir 54, novembre-décembre 2000, p. 6.

¹³ ELON, Emuna, « Es ist ein religiöser Konflikt, der politische Züge trägt », Die Welt, 19.10.2000, p. 6.

Depuis ces évènements tragiques, la presse ne cesse de compter les victimes des affrontements violents. Au début de ce troisième millénaire où intervient une nouvelle proposition de conciliation présentée par l'administration américaine comme base vers de futures négociations sur un accord fixant le statut définitif, espérons donc que les deux côtés se souviendront des mots d'Aristide Briand : « Pour avoir la paix, il faut la vouloir ... »¹⁴.

1.2 Plan et but du mémoire

Permettez-moi d'abord quelques remarques préliminaires. Le volume de cette étude étant limité, il est impossible de fournir une analyse géopolitique approfondie de l'ensemble des paramètres du processus de paix israélo-arabe. Mon intention est toutefois de mettre en évidence l'interdépendance des facteurs permanents et non permanents de la géopolitique dans le contexte régional du conflit au Proche-Orient en me référant au concept d'A. CHAUPRADES¹⁵. Un autre but visé par ce mémoire est de créer une base de discussion sur « un processus en cours ». Dans ce contexte, il ne s'agit pas de justifier, voire de condamner des actions ou déclarations, mais plutôt d'essayer de fournir une base de discussion.

Ce mémoire tentera de répondre à la problématique posée par les Accords d'Oslo : on est en effet en droit de se demander si les négociations d'Oslo, problème central du processus de paix israélo-arabe, sont le point de départ de la stabilité régionale ou au contraire un facteur déstabilisant pour le Proche-Orient ?

Pour répondre à cette interrogation fondamentale, nous nous attacherons dans un premier temps à étudier les origines historiques du conflit au Proche-Orient et des négociations de paix et à décrire les intérêts déterminants de certains protagonistes choisis.

En second lieu, nous consacrerons notre étude à l'analyse des variables de négociation restantes intervenant dans le cadre de la question palestinienne au regard de la proposition actuelle de l'administration Clinton pour le Proche-Orient. Cette partie mettra en évidence le potentiel de crise persistant, émanant à la fois des points de conflit majeurs et du clivage qui marque tous les camps. Même l'acceptation générale du projet américain par les milieux politiques ne change rien à cette situation.

Enfin, notre dernière partie, prenant appui sur les conclusions précédentes, servira de base à la discussion des perspectives et des résultats envisageables du processus de paix. Elle sera suivie d'un bref résumé.

¹⁴ Aristide BRIAND (1862 – 1932), Président du Conseil.

¹⁵ Plus précisément à son oeuvre « Introduction à l'analyse géopolitique ».

2. Le contexte régional du processus de paix

La connaissance de l'histoire, de la géographie et des relations internationales est indispensable à une approche géopolitique de la matière¹⁶. Le deuxième chapitre est donc consacré à l'analyse des trois aspects cités ci-dessus.

2.1 De la confrontation aux débuts de la coopération

La première partie de ce chapitre est consacrée aux origines du conflit: la proclamation de l'Etat d'Israël, les guerres et les circonstances qui les ont provoquées. Seront étudiés ensuite les pourparlers les plus importants en rapport avec le processus de paix israélo-arabe.

2.1.1 La fondation de l'Etat d'Israël et les guerres

A qui appartient la terre ? Qui était le premier à s'y installer ? Ces deux questions permettent de caractériser le conflit d'antériorité opposant les peuples israélien et palestinien. Les deux côtés fondent leurs prétentions historiques sur des affirmations scientifiquement ambiguës disant que les Palestiniens sont des descendants du peuple primitif des Cananéens et des Philistins mentionnés au XII^e siècle avant J.-C. Il existe du moins une parenté linguistique entre les Palestiniens et les Philistins. La Palestine, théâtre de combats, serait issue du pays des Philistins¹⁷. L'origine du peuple juif prête, elle aussi, à controverse. Le peuple lui-même s'appuie sur les Ecritures de l'Ancien Testament qui constitue cependant un fondement plutôt religieux que scientifique. Des fouilles archéologiques ont donné lieu à des théories selon lesquelles les Israéliens faisaient partie du peuple cananéen et s'esquivaient sur les hauteurs de la Palestine devant l'occupation égyptienne. Dans les documents écrits, les Hébreux apparaissent pour la première fois à l'époque du pharaon Merneptah (1208 av. J.-C.). Il est donc certain que c'est au XIII^e siècle av. J.-C. que le peuple israélien s'installa dans la Terre promise, surtout en Jordanie orientale et en Cisjordanie¹⁸.

L'histoire mouvementée des Juifs qui suivit fut marquée par la destruction de leur deuxième temple de Jérusalem par les troupes de Titus en 70 qui marqua non seulement l'anéantissement de leur Etat, mais aussi le début de leur diaspora¹⁹, même si quelques petites communes restèrent sur place. Depuis, la première motivation de l'activité juive est la prophétie qui promet le retour à « Sion », nom d'une colline de Jérusalem où fut construite une citadelle. Ce terme est devenu synonyme du pays des ancêtres. La volonté de retourner à « Sion » se traduisait dans le souhait formulé à la veille de la fête de Pessah : « L'année prochaine à Jérusalem »²⁰.

¹⁶ CHAUPRADE, A., Introduction à l'analyse géopolitique, Paris ; Ellipses Edition Marketing S.A., 1999, p. 7.

¹⁷ WOLFFSOHN, Michael, Wem gehört das Heilige Land?, München ; Bertelsmann, 1992, pp. 152-158.

¹⁸ JEAN-BAPTISTE, Patrick, « D'Urushalim à la Cité de David », Sciences et Avenir, décembre 2000, pp. 6-7.

¹⁹ La captivité de Babylone (587 av. J.-C.) est parfois qualifiée de première « diaspora » juive. Anonyme, « Gottesstadt, Menschenfluch », Der Spiegel, 23, juin 1996, p. 149.

²⁰ TOPHOVEN, Rolf, « Die Geschichte des jüdischen Staates », Informationen zur politischen Bildung, 247, 1995, p. 5.

Il fallut attendre la fin du XIX^e siècle pour que le sionisme devienne un véritable mouvement politique encouragé par l'antisémitisme croissant en Europe. Ce fut avant tout la Russie qui fut saisie par une vague de pogroms. En 1897, le premier congrès sioniste mondial réuni à Bâle sous la direction du journaliste viennois, Theodor Herzl²¹, proclama, comme d'autres organisations internationales, l'idée de la création d'un Etat juif moderne garanti par le droit international en Palestine. Ce plan prévoyait le respect des « droits culturels et religieux » des autres peuples²². Dans ce sens, la première prise de terrain par des sionistes se déroula paisiblement. L'achat de terres dans la patrie biblique devait permettre d'offrir un refuge aux coreligionnaires persécutés dans le monde entier.

L'intention de créer un Etat juif indépendant finit par mobiliser les Arabes de la région dont le nationalisme émergea presque en même temps que celui des immigrants. Il trouve son origine dans le combat commun avec les Britanniques contre l'occupant turc jusqu'à la fin de la Première Guerre mondiale. Le nationalisme sioniste se heurta donc au nationalisme des Arabes en Palestine. Les attaques se portaient cependant aussi contre l'empire britannique auquel la S.D.N. avait donné le mandat sur cette région en 1922. Elles furent déclenchées par le double jeu que la Grande-Bretagne jouait avec les Juifs et les Arabes. En 1915, le haut-commissaire britannique avait promis aux Arabes entre autres de constituer un grand royaume arabe après la défaite des Turcs. Or, conformément à l'accord Sykes-Picot avec la France, les Britanniques établirent une domination franco-britannique. Simultanément, la déclaration du ministre des Affaires étrangères britannique Balfour publiée en 1917, promit aux Juifs l'établissement d'un foyer national. Son intention était de s'assurer du soutien des Juifs des pays occidentaux pour contrôler le canal de Suez. La citation d'Arthur Koestler « une nation donna à une deuxième la terre d'une troisième » décrit les sentiments de l'époque²³.

Les dernières années du mandat britannique furent marquées par l'anarchie et la terreur. Incapables d'endiguer l'émergence des deux mouvements nationalistes, les Britanniques furent de plus en plus souvent la cible d'actions violentes commises par les deux camps. Traumatisés, ils ramenèrent le drapeau britannique le 14 mai 1948. Le même jour, le leader du mouvement sioniste, David Ben Gourion, proclama à Tel Aviv l'Etat d'Israël²⁴.

Après le rejet par les Arabes du plan de partage adopté le 29 novembre 1947 par l'ONU et stipulant la création d'un Etat juif et d'un Etat palestinien, l'attaque menée par les armées égyptienne, iraquienne, transjordanienne, libanaise et syrienne dans la nuit du 14 mai 1948

²¹ A côté de Herzl, il faut considérer Nathan Birnbaum, qui créa le terme de « sionisme » en 1892, le mouvement russe de Chibat Zion et des auteurs tels que Moses Hess (« Rome et Jérusalem – la dernière question des nationalités », 1862) ou Leon Pinsker (« Auto-émancipation », 1882) comme les pères de l'idée d'une patrie juive en Palestine.
BALKE, Ralf, Israel, München; C.H. Beck, p. 38.

²² LEMARCHAND, Philippe, Israël/Palestine Demain, Editions Complexe, 1996, p. 9.

²³ TOPHOVEN, Rolf, « Die Geschichte des jüdischen Staates », Informationen zur politischen Bildung, 247, 1995, p. 6.

²⁴ HOGREFE, Jürgen, « Das Drama im Gelobten Land », Der Spiegel, 7, 1999, pp. 126-127.

n'était pas vraiment surprenante. Jusqu'aux armistices signés en février 1949, Israël conquiert, dans cette guerre d'indépendance, de nouveaux territoires dépassant le plan de partage, telle que la ville moderne de Jérusalem²⁵. Même si les gouvernements arabes ne reconnaissent ni l'Etat d'Israël ni ses frontières, ils manquaient leur objectif qui était l'anéantissement de l'adversaire juif. La guerre qui avait accompagné la fondation de l'Etat d'Israël et l'Holocauste que les Juifs avaient subi peu avant dans le III^e Reich, sont à l'origine de la conviction juive selon laquelle ils mènent une lutte existentielle permanente, menacés à tout moment de l'anéantissement total. Ce sentiment les rendit aveugles à l'« Al-nakba », la catastrophe subie par les Palestiniens. Plus de 800 000 Arabes se réfugièrent ou furent expulsés pendant la guerre²⁶. Les actions de nettoyage de Deir Jassin le 9 avril 1948, pendant lesquelles 245 habitants dont la moitié des femmes et enfants étaient tués par des milices paramilitaires juives, ont traumatisé les Palestiniens et leurs effets se font encore sentir jusqu'à nos jours²⁷. Les quatre guerres suivantes ont ajouté à l'interprétation israélienne d'une perpétuelle lutte pour la vie ainsi qu'au drame des réfugiés palestiniens.

En 1954, l'Egypte vit l'arrivée au pouvoir de Gamal Abdel Nasser, qui se considérait comme le leader du mouvement panarabe dans la lutte contre Israël. Soutenu par l'U.R.S.S., son allié, il interdit, en 1955, le port d'Eilat aux Israéliens. Il soutenait aussi des commandos palestiniens commettant des attentats à la bombe dans la bande de Gaza. En 1956, Nasser nationalisa la Compagnie du canal de Suez dont 40 % des actions étaient détenues par les Britanniques. L'adhésion de la Jordanie au pacte militaire égypto-syrien conduisit Israël à lancer l'attaque contre l'Egypte le 29 octobre 1956 en accord avec la France et la Grande-Bretagne. Malgré la défaite militaire écrasante, cette guerre de 1956 se soldait pour Nasser par une victoire politique. Sous la pression des Américains et des Soviétiques, Israël, la France et la Grande-Bretagne devaient évacuer le Sinaï où furent stationnées des troupes de l'ONU. Cela signifiait le déclin définitif du système colonial qui fut remplacé par la domination des deux superpuissances²⁸.

A la suite d'un échec militaire au Yémen et sous la pression intérieure de son pays, Nasser appela, après le nouveau blocus d'Eilat en 1967, le monde arabe à la lutte contre Israël afin de confirmer sa position de leader panarabe. Le 5 juin, les forces armées israéliennes lancèrent, sans déclaration de guerre préalable, une attaque préventive contre les armées égyptienne, syrienne et jordanienne et sortirent vainqueur en quelques jours. Le territoire national israélien tripla par la suite (Vieille Ville de Jérusalem, Sinaï, hauteurs du Golan, Cisjordanie, bande de Gaza)²⁹.

²⁵ Voir annexe 1 : Confrontation du plan de partage adopté par les Nations unies en 1947 et du partage réel des territoires en 1949.

²⁶ Anonyme, « Von der Balfour-Deklaration zur Teilautonomie », Frankfurter Allgemeine Zeitung, 13.09.1993, p. 6.

²⁷ KAHN, A.-P., « Der andere Exodus », Focus, 24, juin 1998, pp. 115-117.

²⁸ GUTMANN, Francis, « Le conflit israélo-palestinien », Fondation méditerranéenne d'études stratégiques, 1, 2000, p. 94.

²⁹ Anonyme, « Von der Balfour-Deklaration zur Teilautonomie », Frankfurter Allgemeine Zeitung, 13.09.1993, p. 6. Voir aussi annexe 2 : Les conséquences territoriales de la guerre des Six-Jours.

Devenu puissance d'occupation, Israël devait réunir des moyens considérables pour contrôler les Palestiniens installés dans les territoires conquis. Si la communauté internationale avait légitimé, en 1948, les gains de territoires réalisés par les Israéliens au cours du combat défensif contre les attaquants arabes, elle dénonça l'occupation israélienne pendant la guerre des Six-Jours. Cette guerre aura une autre conséquence importante sur les positions de négociation israéliennes dans le cadre du processus de paix actuel : par l'expansion de ses territoires à la Cisjordanie, Israël était désormais en possession du « berceau de la religion juive »³⁰. Les images montrant des soldats israéliens en prière au mur des Lamentations après la conquête de la Vieille Ville de Jérusalem, furent diffusées dans le monde entier. Des nationalistes et des groupes religieux extrêmes ont rejeté depuis toute cession de ces territoires. De plus, l'expansion du territoire contrôlé dans la profondeur, donna aux Israéliens le sentiment d'être à l'abri d'attaques surprises de la part des pays voisins qui s'étaient vus confrontés à une nouvelle vague de réfugiés palestiniens après 1948.

Le 6 octobre 1973, jour du Yom Kippour (le Grand Pardon), les troupes arabes attaquèrent et infligèrent de lourdes pertes aux forces israéliennes, détruisant en même temps leur réputation d'invincibilité. Parallèlement, les pays exportateurs de pétrole transformaient l'or noir en arme. Ils décrétèrent l'embargo sur les alliés d'Israël tout en réduisant les taux de production pour contraindre les Hébreux au retrait des territoires occupés. Il fallut attendre les livraisons d'armes américaines importantes pour que la guerre prenne un nouveau tournant et que les Egyptiens et Syriens soient prêts à entamer des pourparlers d'armistice³¹.

Si la guerre du Kippour de 1973 peut être considérée comme un traumatisme militaire israélien, les interventions lancées en 1978 et 1982 par les Israéliens pour détruire l'O.L.P. au Liban furent une catastrophe sur le plan de la politique extérieure et intérieure. La mort de plus de 10 000 civils à la suite de l'invasion du 6 juin 1982 souleva des protestations internationales. A cela s'ajoutaient des vagues de manifestations à l'intérieur. Les militaires discutèrent en public sur le sens d'une campagne qui avait manqué son but militaire. Yasser Arafat put se retirer sous la protection de forces internationales afin de poursuivre ensuite la lutte libératrice des Palestiniens depuis Tunis³².

2.1.2 De Camp David à Oslo – les négociations

A la suite de la guerre du Kippour de 1973, quatrième grand conflit au Proche-Orient, le camp arabe réalisa que le « problème » israélien ne pouvait être résolu par des moyens militaires. Conscient de la puissance de l'adversaire juif, réaffirmée en 1973, le chef d'Etat égyptien, Anouar al-Sadate, fut le premier à reconnaître la nécessité de chercher un mode de coexistence³³.

³⁰ KORINMANN, Michel, « Israel, Jordanie, Palestine: trois scénarios israéliens », Herodote, 29-30, 1983, p. 135.

³¹ LEMARCHAND, Philippe, Israël/Palestine Demain, Editions Complexe, 1996, p. 9.

³² HOGREFE, Jürgen, « Das Drama im Gelobten Land », Der Spiegel, 7, 1999, pp. 127-133.

³³ L'objectif poursuivi par les Egyptiens dans la guerre du Kippour n'était pas d'anéantir Israël, mais de créer une base de départ favorable pour aller vers de futures négociations.

En outre, il compta sur l'intervention des deux superpuissances afin de toucher les dividendes d'un éventuel accord de paix, à savoir le retour des territoires perdus en 1967. Ses espoirs se matérialisèrent par la signature de l'accord de paix du 26 mars 1973 à Washington. L'Égypte rentra en possession des gisements pétrolières précieux d'Abu Rudeis au Sinaï. La menace émanant d'une des plus fortes armées arabes étant supprimée, « l'encerclement » militaire d'Israël fut donc rompu et les possibilités d'attaques arabes conjointes furent réduites aux frontières communes avec la Jordanie, la Syrie et le Liban.

Sadate liait la signature du traité de paix citée ci-dessus au règlement de la question palestinienne. Les accords de Camp David en date du 17 septembre 1978 parlent pour la première fois d'un règlement global de la paix au Proche-Orient fondé sur la suppression de l'administration militaire en Cisjordanie et dans la bande de Gaza, remplacée par l'autonomie administrative du peuple palestinien³⁴. Il fallut attendre plus de dix ans pour que de nouvelles négociations officielles soient entamées. Le fait que l'Égypte ait quitté le groupe arabe des États du front était considéré comme une trahison par nombre de pays du monde arabe. Son exclusion de la Ligue arabe pendant plusieurs années et la rupture des relations diplomatiques en furent la conséquence. La position israélienne sur la question de Jérusalem (le 30 juin 1980, le gouvernement israélien déclara la ville capitale éternelle réunifiée d'Israël), la subordination du Golan syrien conquis par Israël sous administration civile israélienne et les interventions au Liban empêchaient toute négociation jusqu'au début des années 90.

A cette époque, deux événements ont bouleversé l'équilibre des forces au Proche-Orient : la deuxième guerre du Golfe et l'effondrement de l'ancienne U.R.S.S. et du bloc de l'Est³⁵. La Russie, subrogée de l'U.R.S.S., cessa de jouer le rôle d'antagoniste bipolaire et de défenseur des positions arabes. Le titre de « patron » n'a pu empêcher que la Russie se retrouva dans la « suite » des Américains au moment de la relance du processus de paix. A la suite de la guerre du Golfe menée contre la coalition des États-Unis et des pays arabes, l'Iraq ne perdit pas seulement une part considérable de son potentiel militaire, mais également sa souveraineté, en raison de contrôles et sanctions internationales. Les États-Unis profitaient de cette situation favorable pour faire avancer la réorganisation régionale au Proche-Orient sans risquer des perturbations par des facteurs extérieurs³⁶.

LEMARCHAND, Philippe, Israël/Palestine Demain, Editions Complexe, 1996, p. 9.

³⁴ AMELANG, Sören, « Der steinige Weg zweier Völker zum friedlichen Zusammenleben », Frankfurter Allgemeine Zeitung, 14.10.2000, p. 3.

³⁵ Dans ce contexte, Volker PERTHES déconseille fortement de surestimer le rôle du conflit Est-Ouest. Celui-ci ne pouvait ni empêcher l'Intifada (1987 à 1993) et son influence sur les sociétés israélienne et palestinienne ni expliquer l'absence d'une solution rapide par voie de négociations après la fin de la bipolarité. PERTHES, Volker Regionale Dynamiken im Nahen und Mittleren Osten und die Grenzen externen Einflusses, Ebenhausen; SWP, 1999, p. 24.

³⁶ ARURI, Naseer, « Oslo's Muddled Peace », Current History, 615, janvier 1998, p. 7.

Le premier round des pourparlers de paix au Proche-Orient débuta le 30 octobre 1991 à Madrid par la séance inaugurale réunissant tous les acteurs du Proche et Moyen-Orient³⁷. Pour rapprocher les positions divergentes, le concept américain prévoyait des négociations bilatérales entre Israël d'un côté et le Liban, la Syrie, la Jordanie et les Palestiniens de l'autre ainsi que la création de groupes de travail multilatéraux. Ce concept englobait donc le conflit au Proche-Orient dans son intégralité. C'est justement l'aspect bilatéral qui convenait le mieux à la partie israélienne. Elle refusait un « tribunal arabe » multinational en raison des occupations de 1967, condamnées par le droit international. Un autre motif de la participation israélienne était, outre la pression massive exercée par le gouvernement américain, le fait de ne plus être le seul allié américain au Proche-Orient après la guerre du Golfe³⁸. Le gouvernement nationaliste de droite refusa toutefois de négocier directement avec l'O.L.P.. La participation palestinienne fut donc limitée, au début des pourparlers, à un groupe intégré dans la délégation jordanienne. En revanche, Israël consentit de respecter le principe de « la terre contre la paix » érigé pour la première fois en 1978 au Camp David³⁹.

La question non réglée sur le plan de la multiplicité des parties liées à la négociation (Israël, la délégation jordano-palestinienne et l'O.L.P. à Tunis) et le problème central de la question palestinienne conduisirent bientôt à un enlèvement des pourparlers à tous les échelons. La Syrie et le Liban finirent par boycotter le début des pourparlers multilatéraux en janvier 1992 à Moscou en alléguant que les Israéliens n'étaient pas prêts à faire des concessions. Il fallut attendre la fin du gouvernement de droite israélien qui se disputait sur la participation aux conférences de Madrid tout en forçant la mise en chantier de colonies de peuplement en Cisjordanie et dans la bande de Gaza pour qu'une coalition dirigée par Yitzhak Rabin arrive au pouvoir. Promettant aux électeurs d'accorder la priorité aux négociations avec les Palestiniens lors des conférences de Madrid pour parvenir à la conclusion d'un accord d'autonomie en un an, le nouveau gouvernement réussit à faire sauter les positions sclérosées⁴⁰.

Les origines de ce tournant remontent à la fin des années 90. En 1987, l'Intifada palestinienne propagea, dans le public international, l'image d'une puissance d'occupation israélienne.

³⁷ HOCH ne cite que les participants aux négociations bilatérales et les puissances protectrices : Israël, Jordanie y compris la délégation palestinienne intégrée, Syrie, Liban, Egypte, États-Unis, Fédération de Russie et la CEE. Observateurs : ONU, Conseil de coopération du Golfe et États du Maghreb.

HOCH, Martin, « Palästina-konflikt: Positionen und Perspektiven im Friedensprozess », *Außenpolitik*, II/93, p. 164.

Beck parle d'Israël et des acteurs du Proche- et Moyen-Orient en général. Est citée en outre la Turquie qui joue un rôle capital dans la distribution de l'eau. La Libye, l'Iraq et l'Iran ne sont pas mentionnés. BECK, Martin, « Der israelisch-arabische Friedensprozess », *Aus Politik und Zeitgeschichte*, B 18/96, avril 1996, p. 3.

³⁸ HOCH, Martin, « Palästina-konflikt: Positionen und Perspektiven im Friedensprozess », *Außenpolitik*, II/93, p. 165.

³⁹ RIES, Matthias, Oslo – Tor zum Frieden in Nahost?, Idstein; Meinhardt Text und Design, mai 2000, p. 61.

⁴⁰ Les négociations multilatérales conduisirent à la constitution des groupes de travail « coopération économique », « environnement », « eau », « réfugiés » et « maîtrise des armements ». RIES, Matthias, Oslo – Tor zum Frieden in Nahost?, Idstein; Meinhardt Text und Design, mai 2000, pp. 42, 45, 291.

L'armée et les services de sécurité israéliens devaient assister à la transition du conflit classique vers une variante de l'insurrection et vers la recherche violente de l'identité palestinienne. Les médias qui faisaient état d'actions menées par des soldats israéliens solidement armés contre des jeunes jetant des pierres faisaient dégénérer encore plus l'image de marque d'Israël. Le seul moyen de faire face aux groupes terroristes agissant depuis les territoires occupés était l'engagement total, ce qui provoquait à chaque fois le mécontentement de la population palestinienne et des mouvements de paix israéliens. De l'autre côté, l'O.L.P. installée à Tunis se trouvait dans une situation quasiment sans issue. Favorable aux agressions iraqiennes dans la crise du Golfe et la deuxième guerre du Golfe, elle se retrouva sans appui. A l'exclusion politique s'ajouta le gel des aides financières⁴¹. En même temps, elle était considérée par le nouveau gouvernement israélien comme le seul garant de la sécurité dans les territoires occupés. Or, la loi israélienne interdit tout contact officiel avec ce garant de la sécurité qui, par conséquent, bloquait l'avancement des négociations par l'intermédiaire du groupe palestinien faisant partie de la délégation jordanienne. Pour sortir de cette situation coincée, il fallut mettre en place, à Oslo, une voie de communication directe, mais pourtant secrète au début, entre les centres décisifs de Tunis et Jérusalem-Ouest⁴².

Le 19 janvier 1993, la loi israélienne interdisant tout contact avec l'O.L.P. fut abrogée par la Knesset. A la surprise de ses voisins arabes, Israël annonça, le 27 août 1993, une percée dans les pourparlers avec l'O.L.P.. Il était évident que quelques mois de pourparlers ne suffisaient pas pour abattre les barrières séparant les deux populations qui résultaient de cinq guerres. Bénéficiant du soutien de la Syrie et de la Jordanie, les deux parties poursuivaient désormais une politique des petits pas vers l'établissement d'un climat de confiance. Une période intérimaire de cinq ans devait permettre de rapprocher les positions⁴³.

L'intention est toujours de profiter de cette période de 5 ans d'intérim pour parvenir, sur la base de la reconnaissance mutuelle du droit à l'existence⁴⁴ et dans le cadre de négociations sur le statut définitif, à un accord sur les questions délicates non résolues (frontières et statut de droit international des territoires palestiniens, statut de la ville de Jérusalem, attitude vis-à-vis des réfugiés palestiniens, politique israélienne concernant les colonies de peuplement, répartition des ressources en eau) entre Israël et l'Autorité palestinienne installée en Cisjordanie et dans la bande de Gaza et munie de droits de souveraineté restreints. Les mesures de confiance consistent à libérer progressivement les prisonniers palestiniens, à abroger les articles de la Charte de

⁴¹ BECK, Martin, « Der israelisch-arabische Friedensprozess », Aus Politik und Zeitgeschichte, B 18/96, avril 1996, pp. 9-10.

⁴² PERES, Shimon, « Die Geburtsstunde des Friedens », Frankfurter Allgemeine Zeitung, 04.12.1993, p. 81.

⁴³ AWWAD, Emad, « L'Etat palestinien ou l'interminable négociation », Défense Nationale, 2, 1999, p. 8. Cela correspond en substance à la proposition formulée dans la lettre soviéto-américaine d'invitation à la conférence de Madrid.
« Lettre soviéto-américaine d'invitation à la conférence de Madrid », Le Monde diplomatique, Manière de voir 54, novembre-décembre 2000, p. 91.

⁴⁴ Echange de lettres entre le président de l'O.L.P. Arafat et le Premier ministre israélien Rabin en date des 9 et 10 septembre 1993.

l'O.L.P. appelant à la guerre contre Israël et à renforcer la coopération dans le domaine de la sécurité. L'Autorité palestinienne n'avait toutefois pas de compétences en matière de politique extérieure (qui était du ressort de l'O.L.P.) et de ressources des territoires palestiniens. Le calendrier du retrait israélien des zones qui passaient ensuite sous le contrôle palestinien et la délimitation des compétences palestiniennes et israéliennes⁴⁵ complétaient le plus grand dénominateur commun convenu par les deux parties à la fin de 1993⁴⁶.

La Jordanie, qui, tout comme l'O.L.P., se retrouva isolée à la suite de l'alliance contractée avec le dictateur iraquien après la guerre du Golfe, traversait de graves crises économiques. Les négociations de paix à Madrid étaient donc l'occasion pour la Jordanie de se joindre à l'alliance arabo-occidentale victorieuse⁴⁷. C'était notamment la perspective de voir récompenser ses efforts par les Etats-Unis et l'U.E. sous forme d'une réduction de l'endettement qui motivait les actions du pays arabe. Parallèlement, Israël et la Jordanie réussissaient à harmoniser leurs positions. Si la maison royale hachémite veut régler la question palestinienne en accord avec Israël, elle doit veiller à ne pas disloquer la structure de la société jordanienne, vu le pourcentage élevé de Palestiniens en Jordanie⁴⁸. Les rapports particuliers entre les deux voisins furent cimentés par la signature de l'accord de paix du 26 octobre 1994 qui surprit beaucoup de pays⁴⁹. Israël parvenait ainsi à consolider sa position au Proche-Orient, la menace d'une guerre menée sur plusieurs fronts étant écartée à jamais par la signature du Premier ministre israélien.

Contrairement à ce succès obtenu à l'échelon intergouvernemental, la mise en œuvre de la « Déclaration de principes sur les arrangements intérimaires d'autogouvernement » du 13 septembre 1993 par les accords qui suivirent⁵⁰, posait des problèmes (voir chapitre 1.1) tout en

⁴⁵ A cet effet, la Cisjordanie et la bande de Gaza sont divisées en zones de statut différent. Les zones de type A sont entièrement contrôlées par les Palestiniens. Les zones de type B passent sous le contrôle conjoint, l'armée israélienne gardant la main mise sur la sécurité. Les zones C restent entièrement sous le contrôle d'Israël. Anonyme, « Proche-Orient, la déchirure : Cartographie – cisjordaniedpl2000.jpg », Le Monde diplomatique, <http://www.monde-diplomatique.fr/cahier/proche-orient/sommaire>, 30.10.2000.

⁴⁶ ASSEBURG, Muriel, *Palästina auf dem Weg zum Staat: Determinanten, Entwicklungen, Szenarien*, Ebenhausen; SWP, avril 1999, pp. 22-23.

⁴⁷ KRÄMER, Gudrun, *Jordanien zwischen Friedensprozess und Liberalisierung*, Ebenhausen; SWP, 1994, pp. 6-7.

⁴⁸ Les pourcentages évoqués dans la littérature pertinente s'élèvent jusqu'à 70 %. VEIT, Winfried, « Der Nahe Osten auf dem Weg zum Frieden », *Internationale Politik und Gesellschaft*, 2, 2000, p. 134.

⁴⁹ STÜRMER, Michael, *Zum Friedensprozess im Nahen Osten: Lage und Logiken*, Ebenhausen; SWP, 1995, p. 8.

Oslo et la réconciliation jordano-israélienne témoignent de la longue histoire des relations secrètes. Avant les pourparlers menés dans la capitale norvégienne, les représentants d'Israël et de l'O.L.P. avaient déjà multiplié leurs rencontres dans les années 70 et 80 pour discuter des solutions possibles. C'est pratiquement la seule explication de l'absence d'une confrontation ouverte entre les forces syriennes et israéliennes. ROULEAU, Eric, « Sept ans pour rien ? », *Le Monde diplomatique*, Manière de voir 54, novembre-décembre 2000, pp. 30-31.

⁵⁰ Les accords d'Oslo comprennent, outre la « Déclaration de principes », les accords qui en découlent : les protocoles de Paris (29 avril 1994), l'accord sur les modalités de l'autonomie à Gaza et Jéricho (4 mai 1994), l'accord sur le transfert partiel des pouvoirs civils (29 août 1994 et 27 août 1995), Accord de Taba (Oslo (ou Oslo II du 24 septembre 1995), Accord d'Hébron (15 janvier 1997), Mémorandum de Wye River (24 octobre 1998), Charm El-Cheik (ou Wye II du 4 septembre 1999), Camp David (11 au 24 juillet 2000).

perturbant les rapports israélo-palestiniens. Des perceptions divergentes des résultats, des retards dans le calendrier, notamment dans la mise en œuvre de l'accord sur le statut définitif, des difficultés pour faire entériner les résultats à l'intérieur, la politique poursuivie de 1996 à 1999 par le gouvernement Likoud en matière de colonies de peuplement et le torpillage des négociations par des actes extrémistes ont ébranlé la confiance des deux côtés. Néanmoins, la nouvelle initiative entreprise par le gouvernement américain le 23 décembre 2000 a fait renaître l'espoir. Par son plan de paix, le président Clinton veut jeter les bases d'un accord définitif entre Israéliens et Palestiniens.

Reste à constater en janvier 2001 que le bilan de Madrid est décevant. Le nombre des victimes à déplorer depuis l'éclatement de nouvelles émeutes palestiniennes dans les territoires occupés a largement dépassé trois cents depuis septembre dernier. Des accords intergouvernementaux avec la Syrie et le Liban font toujours défaut. Face à cette situation apparemment bloquée, il paraît judicieux de rappeler sommairement les intérêts déterminants des acteurs les plus importants.

2.2 Les intérêts au Proche-Orient

Ce chapitre commence par la description de l'acteur arabe, suivie de l'étude du rôle d'Israël au Proche-Orient. La dernière partie est consacrée à l'analyse d'acteurs choisis non régionaux pour présenter l'aspect global du processus de paix.

2.2.1 Le camp arabe

Ce titre peut laisser penser que le Proche- et le Moyen-Orient constituent un bloc homogène. Il suffit de jeter un coup d'œil sur le début du siècle précédent pour infirmer cette hypothèse. Après l'effondrement de l'empire ottoman, la France et la Grande-Bretagne, puissances coloniales, ont réduit à néant le rêve arabe d'un grand empire arabe. Quelque 20 Etats rivalisants virent le jour jusqu'à la fin de la Seconde Guerre mondiale. C'était la tragédie palestinienne et la création de l'Etat juif considéré comme source permanente de désagrément qui constituaient finalement un facteur unificateur invoqué à plusieurs occasions entre autres par la Ligue arabe fondée en 1945⁵¹. La République arabe unie formée en 1958 par l'union de l'Egypte et de la Syrie et dissoute en 1961, était l'expression la plus extrême d'une alliance fondée sur le combat contre Israël. Les échecs subis au cours de cinq guerres ont démontré cependant que les visions panarabes reposaient sur des bases fragiles. L'Egypte fut le premier à quitter ce bloc présumé en 1978 à la suite de Camp David.

Ce fut la deuxième guerre du Golfe avec ses bras de fer interarabes, côte à côte avec la force multinationale, qui révéla, comme aucun autre évènement, de façon marquée les fissures divisant le camp arabe. De plus, le Conseil de coopération du Golfe (C.C.G.) obtenait, en accord avec ses alliés, l'Egypte et la Syrie, que la priorité soit accordée à la souveraineté nationale, reléguant

⁵¹ Les membres fondateurs de la Ligue arabe étaient la Syrie, la Jordanie, l'Iraq, l'Arabie Saoudite, le Liban et le Yémen sous la direction politique de l'Egypte.
Anonyme, « Die Arabische Staatengemeinschaft », Die Konfliktparteien, <http://afs.wu-wien.ac.at/usr/h97d/h9751455/parteien.html>, 22.10.2000.

ainsi au second plan une approche globale englobant toute la région⁵². Un front arabe si amolli permettait finalement aux Palestiniens de s'émanciper à Oslo pour chercher eux-mêmes un accord avec Israël, érodant ainsi un élément fondamental de la perception négative que les Arabes ont d'eux-mêmes, puisque « les pays arabes ne peuvent se montrer plus palestiniens que les Palestiniens »⁵³.

Il en résulte que le camp arabe peut être décrit comme un conglomérat d'intérêts particuliers étatiques et non étatiques. Considérant le seul conflit au Proche-Orient, l'Égypte et la Jordanie se distinguent de la Syrie et du Liban par le facteur discriminant « traité de paix » si l'on procède à une première répartition grossière au niveau des États.

L'Égypte se veut un promoteur actif du processus de paix. Malgré la condamnation par le monde arabe à la suite des accords de Camp David de 1978, fixant le rétablissement de la souveraineté égyptienne sur tout le Sinaï avec le soutien des Américains, le gouvernement égyptien n'a cessé de souligner que, malgré sa politique conciliante visant un accord avec Israël, il défend d'abord les intérêts des Arabes. Protecteur des Palestiniens, le pays sur le Nil pratique une « paix froide » avec le voisin, d'autant plus qu'il veut imposer sa prédominance au Proche-Orient et manifester sa désapprobation face à l'attitude intransigeante des Israéliens dans les négociations. Les rapports israélo-égyptiens se heurtent à des obstacles bureaucratiques et des contrôles frontaliers vexatoires de compatriotes voulant visiter Israël ainsi qu'au refus de tout dialogue de l'élite intellectuelle et aux campagnes de presse anti-israéliennes⁵⁴. Ayant dirigé les destinées arabes au sein de la coalition anti-iraquienne pendant la deuxième guerre du Golfe, le président égyptien Moubarak bénéficie depuis d'aides importantes de la part des États-Unis et des alliés qui ont permis au régime autocratique d'améliorer la situation de ceux qui furent défavorisés par les réformes économiques pour endiguer ainsi l'islamisme émergent.

L'Égypte craint d'être marginalisée au processus de paix d'Oslo face à l'axe Washington-Tel Aviv-Amman⁵⁵. Pour dissiper ces craintes, Hosni Moubarak fait avancer surtout le débat sur le contrôle du potentiel nucléaire israélien. Le dialogue israélo-palestinien entamé dans la capitale norvégienne est toutefois considéré par les dirigeants égyptiens comme le point de départ d'une structure régionale de paix englobant la Turquie, Israël et même l'Iran. Cette structure sera fondée sur les quatre principes suivants : la terre contre la paix, l'établissement d'une sécurité régionale à l'instar européen par le regroupement des intérêts communs, la coexistence des cultures et ethnies à tous les échelons, la répartition équitable des bénéfices et avantages du progrès technique. Une orientation généralement acceptée, appuyée sur le régionalisme, ce qui

⁵² PERTHES, Volker, *Regionale Dynamiken im Nahen und Mittleren Osten und die Grenzen externen Einflusses*, Ebenhausen; SWP, 1999, p. 8.

⁵³ DINER, Dan, « Vor allem ein historischer Kompromiss », *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 14.09.1993, p. 4.

⁵⁴ VEIT, Winfried, « Der Nahe Osten auf dem Weg zum Frieden », *Internationale Politik und Gesellschaft*, 2, 2000, p. 142.

⁵⁵ Anonyme, « Proche-Orient, la déchirure : Présentation – Les négociations israélo-arabes – L'Égypte », *Le Monde diplomatique*, <http://www.monde-diplomatique.fr/cahier/proche-orient/region-egypte>, 21.11.2000.

correspond à l'idée panarabe, et la globalisation, à savoir l'intégration indispensable dans le système international, pourrait accompagner le passage à une ère nouvelle⁵⁶.

C'est la Jordanie qui de tous les Etats arabes, a la plus longue frontière commune avec Israël. Le règlement du problème de l'eau, l'énergie, l'accès à la Méditerranée par le port israélien de Haïfa et la dépendance financière de l'étranger ont conduit l'empire hachémite à s'engager activement en faveur du processus de paix israélo-palestinien.

Les deux plus graves erreurs commises par le roi Hussein sont d'autant plus étonnantes que la diplomatie de ce petit pays désertique est inspirée par le principe de la prudence. En 1967, le roi jordanien chercha la coalition avec Abdel Nasser ce qui devait lui coûter la moitié de son empire, y compris le contrôle des Lieux saints de Jérusalem, à la suite de la guerre des Six-Jours. De plus, des milliers d'activistes de l'O.L.P. cherchent refuge en Jordanie. Le « Septembre noir » de 1970, qui avait pour conséquence la destruction de l'organisation palestinienne, fut le point culminant des tensions politiques intérieures. Ces affrontements pèsent toujours sur les rapports jordano-palestiniens⁵⁷. La deuxième faute politique et économique était le rapprochement avec l'Iraq au début des années 90 dont il était déjà question au chapitre 2.1.2.

Même si les frontières avec la Syrie et l'Arabie Saoudite font parfois l'objet de litiges, la question palestinienne reste le plus grand danger pour l'existence du pays tout en consolidant le partenariat avec Israël, l'ancien adversaire. La création d'une communauté palestinienne, voire la proclamation d'un Etat palestinien aurait des conséquences insoupçonnées sur la Jordanie qui s'ajouteraient à la pression démographique existante. De l'autre côté, la prise du pouvoir jordanien par des milieux fondamentalistes ou palestiniens serait préjudiciable à la position de négociation israélienne envers l'Autorité palestinienne installée dans les territoires occupés⁵⁸.

Au-delà des bons rapports avec Israël, la Jordanie, qui poursuit une diplomatie prudente, s'applique à normaliser aussi les rapports avec le Koweït et la Syrie. A l'intérieur, le gouvernement prend des mesures énergiques contre l'aile extrémiste du Hamas. Le passé récent a cependant vu naître des tendances troublant les rapports avec Israël. L'absence de l'essor économique ainsi que l'interruption du processus de paix sont toutes les deux imputées à la prédominance juive dans les rapports bilatéraux. Comme en Egypte, la situation risque de tourner à la « paix froide »⁵⁹.

Finalement, la réorganisation régionale passe et par le règlement de la question palestinienne et par un accord israélo-syrien, d'autant plus que le Liban, autre « pays de front », est contrôlé depuis Damas. Les négociations entre Israël et la Syrie à Madrid portent sur quatre dossiers : le

⁵⁶ EL-BAZ, Osama, « Der Friedensprozess im Nahen Osten: Der ägyptische Standpunkt », Internationale Politik, 7, 1995, pp. 3-8.

⁵⁷ KRÄMER, Gudrun, Jordanien zwischen Friedensprozess und Liberalisierung, Ebenhausen; SWP, 1994, p. 12.

⁵⁸ ESHEL, David, « Jordanien Quo vadis? », Europäische Sicherheit, 1, 1995, pp. 45-46.

⁵⁹ Anonyme, « Naher und Mittlerer Osten: Fünf Jahre Frieden mit Jordanien », Österreichische Militärzeitung, 1, 2000, pp. 100-101.

retrait israélien du Golan, des accords sur des garanties de sécurité, la normalisation des relations et le calendrier de mise en œuvre. Plateau dominant sur le plan militaire, château d'eau régional ou objet de prestige politique, le Golan est le sujet central des rapports israélo-syriens⁶⁰.

Même si des solutions commencent à s'esquisser en ce qui concerne les questions secondaires, à savoir les futures frontières⁶¹, la répartition des ressources et la présence militaire, il y a d'autres aspects à prendre en compte dans ce contexte. La surveillance complète exercée par les services secrets, le contrôle de la majorité sunnite et des fondamentalistes bénéficiant du soutien de l'Iran et de l'Iraq ainsi que la naissance d'une classe moyenne, à même de garantir la stabilité politique du régime minoritaire des Alawites installé à Damas, se révèlent tout aussi importants. Par contre, les coûts liés à l'établissement d'un tel Etat policier et à l'entretien d'une forte présence militaire au Liban ont entravé tout essor économique. Etant le pays le plus en retard sur le plan économique au Proche-Orient, le combat de la Syrie contre le voisin juif est le seul moyen pour nourrir ses ambitions de devenir une puissance hégémonique arabe et pour justifier sa raison d'être sur le plan de la politique intérieure. La stratégie poursuivie par la Syrie dans les négociations actuelles consiste à miser sur le temps (insister sur les exigences maximums pour provoquer la rupture des pourparlers). Cela lui permet d'engager les réformes nécessaires pour rendre le pays prêt à la paix et faire monter le prix sous forme d'aides financières étrangères⁶².

Le Liban représente un des chapitres les plus tristes au Proche-Orient. Appelé « la Suisse du Proche-Orient », il passait longtemps pour être le pont prospère entre le monde arabe et l'hémisphère occidentale. La population libanaise est un amalgame d'Arméniens, de Kurdes, de Libanais, de Syriens ainsi que de Palestiniens expulsés de la Jordanie depuis 1970 et protégés par l'O.L.P.. A la suite de la guerre civile de 1975, le pays finit par être déchiré par les antagonismes confessionnels et religieux. Ses ressources énormes en eau, sa position maritime favorable à un échange commercial intense et l'accueil de l'O.L.P. à la suite du Septembre noir en Jordanie faisaient du Liban l'objet de la convoitise israélienne⁶³ et syrienne. Face aux protestations de la communauté internationale (voir chapitre 2.1.1) soulevées par les « croisades » israéliennes

⁶⁰ La Syrie réclame dans ce contexte le rétablissement des frontières telles qu'elles existaient avant la Guerre des Six-Jours en 1967 puisque l'Egypte s'est vue accorder une concession comparable à Camp David. GRESH, Alain, « L'ascension programmée du docteur Bachar en Syrie », *Le Monde diplomatique*, <http://www.monde-diplomatique.fr/2000/07/GRESH/14001.html>, 19.12.2000.

⁶¹ Israël se réfère aux résolutions adoptées par l'ONU dans ce contexte et parlant d'un retrait aux « frontières convenues et sûres ». De telles frontières n'auraient cependant jamais existé entre les deux pays. Il faudrait d'abord les fixer d'un commun accord. Trois lignes sont à débattre : la frontière internationale de 1923, la ligne d'armistice de 1949 et la ligne de confrontation du 4 juin 1967. Voir annexe 3 : Les hauteurs du Golan, objet de litige hydrogéologique et militaro-stratégique. Anonyme, « Naher und Mittlerer Osten: Israel », *Österreichische Militärzeitschrift*, 2, 2000, p. 234.

⁶² En 1997, le PNB par habitant était de 1 100 dollars seulement (Egypte 1 200, Jordanie 1 500, Turquie 3 100, Israël 17 000). La dégradation du bilan économique se manifeste dans la diminution des réserves pétrolières et le nombre des travailleurs étrangers au Liban qui est de 500 000. Anonyme, « Naher und Mittlerer Osten: Syrien », *Österreichische Militärzeitschrift*, 5, 2000, pp. 661-662.

⁶³ Le Liban comptait 140 resp. 3 000 incursions israéliennes entre 1949 et 1964 resp. 1968 et 1974. Anonyme, « Proche-Orient, la déchirure : Présentation – Les négociations israélo-arabes – Le Liban », *Le Monde diplomatique*, <http://www.monde-diplomatique.fr/cahier/proche-orient/region-liban>, 21.11.2000.

contre l'O.L.P., Israël dut réduire sa présence au Liban, sauf pour une zone de sécurité dans le Sud du pays. C'était la Syrie qui profitait de ce vide en termes de pouvoir. Les quelque 30 000 militaires syriens implantés au Liban et le traité de fraternité signé en mai 1991 par Damas et Beyrouth faisaient que le Liban, jadis prospère, tomba sous la dépendance de son voisin arabe⁶⁴.

Pour éviter une confrontation directe, la Syrie arma le Hezbollah libanais (« parti de Dieu »)⁶⁵ qui devait combattre les forces israéliennes stationnées au Sud-Liban et les milices chrétiennes. Dans cette optique, environ 20 militaires israéliens ont été tués par le Hezbollah chaque année. Ces meurtres ont fait leur effet. La pression à l'intérieur et l'intention d'ôter à la Syrie son gage pour les futures négociations en évacuant le Sud-Liban, conduisit Israël à retirer ses forces armées le 24 mai 2000⁶⁶.

Il est difficile de prévoir l'évolution de la situation au Sud-Liban. Equipé de matériels modernes (entre autres des Katjushas iraniennes d'une portée de plus de 70 km), le Hezbollah veut poursuivre son combat malgré le stationnement de la FINUL jusqu'à ce qu'Israël ait aussi évacué la zone autour des fermes controversées de Sheeba et libéré la totalité des prisonniers libanais. De l'autre côté, la guérilla laisse entendre qu'elle aimerait participer au pouvoir politique du Liban une fois « l'invasion juive » vaincue. Pour prouver le sérieux de son intention, elle devrait cependant renoncer à des actions terroristes. D'autres facteurs d'incertitude sont les milices armées dans les camps de réfugiés palestiniens de Tyrus, Baalbek et Sidon⁶⁷.

D'autres exemples de groupements extrémistes inspirés par la religion sont le Hamas ou le Djihad islamique, tous les deux issus de la Société des Frères musulmans fondée en 1928 en Egypte par Hassan el-Banna. Leur objectif déclaré est d'islamiser d'abord la société palestinienne par des moyens pacifiques en faisant naître une conscience islamiste pour mener ensuite la Guerre sainte (Djihad) contre la sécularisation et le nationalisme. Le Hamas, dirigé par le cheikh Ahmad Yassine, homme de charisme, représente, depuis février 1988, la branche militaire des Frères musulmans tout en étant en opposition avec l'O.L.P. Sa charte publiée en 1988 évoque quatre objectifs politiques : le Djihad contre Israël, l'établissement d'un Etat islamique à l'instar de l'Iran, le refus de toute conciliation avec Israël et de tout compromis territorial⁶⁸. Le Djihad islamique se sépara du Hamas à la fin des années 70, estimant que le

⁶⁴ HOCH, Martin, « Palästina-konflikt: Positionen und Perspektiven im Friedensprozess », Außenpolitik, II/93, pp. 167-168.

⁶⁵ Ses origines remontent à la Révolution iranienne. Après l'invasion israélienne du Liban en juin 1982, l'ayatollah Khomeyni envoya 400 militaires des Gardiens de la révolution à l'appui de la résistance musulmane. La Syrie les stationna cependant dans la Bekaa pour mettre en place des camps d'entraînement destinés aux Chiïtes y implantés.
ESHEL, David, « Counterterrorism warfare in South Lebanon », Marine Corps Gazette, 7, 1997, pp. 41.

⁶⁶ JOHANNSEN, Margeret, « Friedenspoker in Nahost », Blätter für deutsche und internationale Politik, 6, 2000, pp. 660-661.

⁶⁷ Anonyme, « Naher und Mittlerer Osten: Israel », Österreichische Militärzeitschrift, 4, 2000, p. 513.

⁶⁸ Dès 1978, le Hamas est inscrit dans les documents officiels de Gaza comme une organisation de charité.
KOCH, Jutta, « Profile islamischer Bewegungen in Israel und in den besetzten Gebieten », Wissenschaftliche Dienste des Deutschen Bundestages, 133, 1993, pp. 17-21.

danger émanant d'Israël consistait moins dans l'occupation de la Palestine, que dans la « propagation de la corruption juive » qui cherchait à diviser la communauté religieuse islamiste (umma). La mission serait donc de détruire Israël⁶⁹. Tous les groupements ont en commun de rejeter la réconciliation entre Juifs et Arabes. A l'aide d'attentats à la bombe et d'attentats suicides, ils veulent mobiliser l'opinion publique adverse contre l'avancement de la réorganisation paisible du Proche-Orient.

Comment situer l'O.L.P. dans le camp arabe ? Fondée en 1964 sur l'initiative du président égyptien Nasser, elle ne servait à l'origine que les ambitions panarabes et la légitimation de la lutte contre l'adversaire sioniste. La prise de la direction par Yasser Arafat, dont le Fatah s'établit comme principale composante de l'O.L.P., marqua un tournant considérable à partir de 1967. En se servant des intérêts des uns contre ceux des autres Etats arabes, le chef de l'O.L.P. réussit à faire gagner à son organisation une autonomie croissante au Proche-Orient. Malgré des luttes internes pour le pouvoir impliquant des fractions telles que le F.P.L.P. et le F.D.L.P., et malgré l'opposition extrémiste islamiste décrite ci-dessus, l'O.L.P. réussit à s'imposer comme le seul représentant de la cause palestinienne reconnu par la Ligue arabe et, à la suite du discours tenu par Yasser Arafat le 13 novembre 1974 devant l'Assemblée générale de l'ONU, pratiquement aussi par la communauté internationale⁷⁰.

C'est dans ces années-là que Yasser Arafat fit preuve de son talent de survie et de sa capacité d'adaptation. A deux reprises, il échappa de peu à la mort : en 1970, au cours du « Septembre noir » et en 1982, à la suite de l'invasion de Beyrouth par l'armée israélienne. Contre une forte opposition, il obtint que l'O.L.P. renonce à l'action terroriste pour en faire un négociateur acceptable après la débâcle de la deuxième guerre du Golfe⁷¹. Depuis son retour triomphant de l'exil tunisien aux territoires occupés, l'O.L.P. et l'Autorité palestinienne qui en est issue se voient dévolues la tâche difficile de transformer une entité ethnique marquée par la diaspora et l'Intifada en une société civile qui fonctionne. Yasser Arafat, lui-même, doit convertir une culture de guerre en une culture de gouvernement. Son apparition en public en uniforme ainsi que son style de commandement autocratique prêtent cependant au scepticisme⁷².

2.2.2 Israël

Rares sont les pays de cette planète qui connaissent une imbrication aussi marquée de traditions millénaires et de la politique actuelle. Le monde extérieur a, lui aussi, une perception particulière

⁶⁹ NIESWANDT, Reiner, *Abrahams umkämpftes Erbe*, Stuttgart; Verlag Katholisches Bibelwerk, 1998, pp. 302-307.

⁷⁰ LEMARCHAND, P. *Israël/Palestine Demain*, Editions Complexe, 1996, pp. 32-33.

⁷¹ AVERNY, Uri, « Terroristen und Staatsmänner », *Der Spiegel*, 7, 1999, pp. 138-139.
Dès combats internes à la suite du retour de Yasser Arafat et de ses commandos au Liban en 1983 opposèrent ceux-ci aux adversaires de la politique de l'O.L.P. soutenus par la Syrie. Après avoir été encerclé à Tripoli, le président de l'O.L.P. devait quitter une fois de plus le pays.
TOPHOVEN, Rolf « Israels Kampf mit den Palästinensern », *Informationen zur politischen Bildung*, 247, 1995, p. 16.

⁷² HADI, M. A., « Unabhängigkeit oder Katastrophe », *Internationale Politik*, 7, 1995, p. 17.

d'Israël. L'expulsion et l'holocauste faisaient que dès son établissement, l'Etat israélien fut jugé sur la base d'un sentiment de culpabilité et non pas selon des critères de la réalpolitik⁷³. Les guerres avec ses voisins ont nourri dans la population le « complexe de Massada »⁷⁴ et l'idée d'être assiégé par les Arabes. Ayant vu leur existence menacée pendant des décennies, les Israéliens ne voient dans les négociations de paix qu'un instrument pour sauvegarder leurs intérêts de sécurité. Pour conclure des accords, il faut donc être dans une position de force. De surcroît, de tels accords doivent être au bénéfice d'Israël.

Ces deux conditions ainsi que les contraintes en termes de politique intérieure et extérieure (voir chapitre 2.1.2) furent réunies au début des années 90. La mosaïque d'intérêts arabes évoquée ci-dessus mit l'Etat juif à même de faire des concessions à ses voisins et aux Palestiniens grâce à la supériorité de son armée et de son potentiel économique. En reconnaissant l'O.L.P., le gouvernement israélien relativisait sa réputation d'assiégeant et d'occupant tout en permettant l'établissement de relations diplomatiques et économiques avec les Etats arabes pour ouvrir ainsi la voie à l'intégration au Proche-Orient⁷⁵.

Les chiffres exprimant les dividendes de la paix sont éloquentes. Cinquième fournisseur d'armement à l'échelle mondiale⁷⁶, le pays réalise actuellement un PIB de plus de 104 mill. de dollars. La totalité des six mio. d'habitants israéliens produit donc plus que les 100 mio. de voisins arabes réunis. Avec 17 500 dollars environ, le revenu annuel moyen correspond à peu près à celui de la Grande-Bretagne. Nonobstant les échecs essuyés entre-temps par le processus de paix, l'interdépendance régionale et économique allait croissant. Ainsi, des entreprises israéliennes ont construit 30 usines en Jordanie et 4 en Egypte entre 1997 et 1999⁷⁷.

Au-delà des Etats-Unis, garant de sécurité, Israël a intensifié depuis 1997 le partenariat avec la Turquie pour mettre fin à son isolement géographique. La coopération israélo-turque comprend entre autres la livraison d'armements israéliens (hélicoptères de combat, satellites de renseignement du type Ofek) et des rencontres semestrielles des chefs d'état-major en vue de coordonner la coopération militaire. Cette alliance se voit renforcer par la Jordanie qui participe à des pourparlers et des des manœuvres bilatérales⁷⁸.

⁷³ WATZAL, Ludwig, « Die Rechte in Israel und ihr extremistisches Umfeld », Vorgänge, 4, 1996, p. 16.

⁷⁴ Selon la tradition juive, 960 hommes, femmes et enfants ont préféré le suicide collectif à la reddition dans cette forteresse en 73 après J.-C..
KOLLEK, Teddy, « Streit und Hader-warum feiern », Der Spiegel, 18, 1998, p. 164.

⁷⁵ Voir annexe 4 : Les relations diplomatiques israéliennes avant et après 1989.

⁷⁶ Anonyme, « Naher und Mittlerer Osten: Israel », Österreichische Militärzeitschrift, 4, 2000, p. 515.

⁷⁷ BALKE, Ralf, Israel, München; C.H. Beck, 2000, pp. 114, 149.
Israël figure parmi les leaders mondiaux de l'électronique, de l'optique, de l'informatique, de l'aéronautique, de la médecine, de l'énergie (énergies solaire et éolienne), de la robotique et de l'agriculture.
TOPHOVEN, Irmgard, « Bildung, Kultur und Wissenschaft », Informationen zur politischen Bildung, 247, 1995, p. 59.

⁷⁸ Anonyme, « Naher und Mittlerer Osten: Israel », Österreichische Militärzeitschrift, 5, 1998, p. 600
Anonyme, « Naher und Mittlerer Osten: Israel », Österreichische Militärzeitschrift, 6, 2000, p. 809.

Les réussites réalisées conduisent à la question de savoir quelle serait la forme d'une future communauté palestinienne qui répondrait le mieux aux intérêts de sécurité israéliens et qui servirait le plus les dirigeants hébreux. En regardant la topographie du pays, le lecteur peut mesurer la dimension des craintes de la société juive au sujet d'une future indépendance palestinienne. Avec une superficie de 20 770 km², une longueur nord-sud de 480 km et une largeur variant entre 16 km et 125 km, Israël dispose d'une profondeur stratégique minimale⁷⁹. Les territoires occupés avoisinent les centres vitaux du pays. Un consensus au sein de la société se heurte entre autres à des implications religieuses. Dans la perspective des pourparlers prochains sur le statut définitif, WATZAL parle même d'un Kulturkampf imminent au sein de la communauté juive⁸⁰.

2.2.3 Acteurs choisis non régionaux

L'importance de la Palestine résulte non seulement de la volonté de deux peuples de s'affirmer. « Plaque tournante géographique du Proche-Orient », cette bande côtière relie deux mers et trois continents⁸¹. Depuis toujours, la Terre sainte revendiquée par les Arabes et les Juifs a été au centre des intérêts d'empires historiques ainsi que de superpuissances modernes et d'organisations supranationales.

Après la Seconde Guerre mondiale, le Proche-Orient fut un des théâtres majeurs de la confrontation bipolaire opposant l'U.R.S.S. et les Etats-Unis. Etant du côté israélien jusqu'en 1947, l'Union soviétique et les autres Etats de l'ancien bloc de l'Est considéraient désormais le camp arabe comme leur zone d'influence. Les Américains, quant à eux, ont toujours sympathisé avec les Israéliens ce qui s'explique entre autres par leur admiration devant le combat pour la liberté du peuple hébreu ainsi que par le lobby juif aux Etats-Unis dont les 6 à 8 mio. de membres forment la plus grande communauté religieuse juive en dehors d'Israël. Jouant le rôle de puissance protectrice, les différents gouvernements américains ont versé à Israël des aides militaires et économiques de plusieurs mill. des dollars tout en bloquant les résolutions anti-israéliennes de l'ONU⁸². On peut pourtant constater une diversification de la politique américaine concernant le Proche-Orient depuis la guerre du Kippour de 1973. Des aspects

⁷⁹ La superficie de 20 770 km² inclut Jérusalem-Est, mais non pas les autres territoires occupés (Golan, Cisjordanie, bande de Gaza). Contrairement à la première colonie en Cisjordanie dans l'Antiquité, le centre d'aujourd'hui se situe dans la région littorale avec les agglomérations de Tel-Aviv et Haïfa. Plus de 50 % de la population et la majorité des centres industriels sont installés ici. L'axe Tel-Aviv – Jérusalem constitue l'artère principale.

TOPHOVEN, Rolf, « Die Geschichte des jüdischen Staates », Informationen zur politischen Bildung, 247, 1995, p. 4.

⁸⁰ WATZAL, Ludwig, « Die Rechte in Israel und ihr extremistisches Umfeld », Vorgänge, 4, 1996, p. 21.

⁸¹ Au sud-ouest, le chemin vers l'Afrique passe par l'Egypte. Au Nord-Est, la Palestine avoisine la Syrie et plus loin la Mésopotamie antique qui est la porte vers l'Asie. A l'Ouest, la Méditerranée transporte des voyageurs et des biens en direction de l'Europe et de l'hémisphère atlantique. A l'est se trouve le désert arabe avec les chemins de pèlerinage traditionnels menant de Damas à la Mecque et à Médine. En fin de compte, l'océan Indien peut être joint par la mer Rouge et le golfe d'Akaba au sud-est.

NIESWANDT, Reiner, Abrahams umkämpftes Erbe, Stuttgart; Verlag Katholisches Bibelwerk, 1998, pp. 12-13.

⁸² AWWAD, Emad, « Les Etats-Unis et Israël : les limites du pouvoir », Défense Nationale, 11, 1998, p. 122.

stratégiques et économiques dans une région détenant les deux tiers des réserves pétrolières du globe ainsi que l'encerclement

envisagé des Etats parias⁸³ ont contribué à sensibiliser la politique extérieure américaine aux positions arabes. Désormais, les Américains ne cessaient d'insister auprès d'Israéliens et Arabes pour obtenir qu'ils entament des négociations de paix, se servant des dividendes de la paix comme appât.

La période entre 1989 et 1991 fut bien la plus décisive en ce qui concerne la définition du rôle américain. A la suite de l'effondrement du bloc communiste, les Américains sont restés le seul garant de sécurité, capable de faire valoir leur pouvoir sur la planète tout entière. La preuve en fût le leadership américain dans l'alliance anti-iraquienne durant la seconde guerre du Golfe. La victoire des Américains, côte à côte avec les Etats arabes, sur les troupes de Saddam Hussein permettait aux Etats-Unis d'élargir leur zone d'influence dans le camp arabe. Israël ne fut alors plus le seul soutien stratégique de Washington à l'Orient. Les Etats-Unis ont réclamé depuis lors un consensus israélo-arabe, probablement aussi pour être à l'abri de surprises quand ils poursuivent leurs intérêts dans cette région. L'abandon du soutien inconditionnel des Juifs se traduit surtout par la stigmatisation publique des livraisons d'armes israéliennes à la Chine⁸⁴.

Même si l'Union européenne a vu croître sa responsabilité politique après le déclin de l'Union soviétique, elle joue plutôt un rôle marginal dans le règlement du conflit au Proche-Orient. Des fardeaux de l'histoire tels l'holocauste, la diplomatie désastreuse d'autres Etats membres au début du XX^e siècle et la difficulté de l'U.E. à trouver un consensus interne font que les parties au conflit ont une opinion partagée sur l'Union européenne⁸⁵. Le fait que l'Union européenne se soit faite l'avocate véhémement du droit palestinien à l'autodétermination depuis son sommet de 1980 à Venise complique la situation du point de vue israélien.

Faisant contrepoids à la prédominance américaine en matière de politique de sécurité, l'U.E. doit son importance actuelle à son potentiel financier et économique. Convaincue que le sous-développement dû au conflit, notamment dans les pays arabes, et l'écart de prospérité qui en découle, constituent le plus grand danger pour la stabilité de la région, elle essaie de fournir une contribution à long terme par la conclusion d'accords financiers et d'association⁸⁶. Le partenariat entre les pays d'Europe centrale et méditerranéens arrêté en décembre 1994 sous la présidence allemande vise à intégrer la majorité des parties au conflit israélo-arabe afin de créer une plateforme pour une réorganisation paisible⁸⁷. De par le renouvellement de l'accord de libre-échange

⁸³ Corée du Nord, Iran, Syrie, Iraq, Soudan.
CHAUPRADE, A., Introduction à l'analyse géopolitique, Paris ; Ellipses Edition Marketing S.A., 1999, p. 287.

⁸⁴ Le sénateur américain Callaghan exigea des sanctions sous forme d'une réduction de 10 % (environ 250 mio. de dollars) des aides financières versées à Israël. Il fallut l'intervention de l'administration américaine pour empêcher la réalisation de ce projet.
Anonyme, « Naher und Mittlerer Osten: Israel », Österreichische Militärzeitschrift, 6, 2000, p. 808.

⁸⁵ HAUSMANN, Hartmut, « Die Beziehungen der Europäischen Union zu Israel », Aus Politik und Zeitgeschichte, B16, 1995, p. 31.

⁸⁶ PAULSEN, Thomas, « Schwierige Verhältnisse », Internationale Politik, 7, 1999, p. 14.

⁸⁷ Le deuxième sommet méditerranéen de 1997 réunissait, outre les membres de l'U.E., l'Egypte, l'Algérie, Israël, la Jordanie, le Liban, le Maroc, l'Autorité palestinienne, la Syrie et la Turquie.
Anonyme, Bulletin EU 6-1997, <http://europa.eu.int/abc/doc/off/bull/de/9706/p000610.htm>.

de 1995, Israël jouit d'un « statut particulier ». La quote-part de l'U.E. et des Etats européens aux 3,55 mio. de dollars versés entre 1994 et 1999 à l'Autorité palestinienne se montait à elle seule à 62,5 %⁸⁸.

Les prestations et l'attitude de l'ONU au cours du conflit israélo-arabe font l'objet d'évaluations opposées. Israël devait faire face, dans les différents organes, à la majorité des voix des 21 Etats arabes, de nombreux pays islamiques, d'une grande partie du « tiers monde » et de la sphère d'influence soviétique avant l'effondrement du bloc de l'Est. Dans ce contexte, la résolution adoptée en 1975 par l'ONU et selon laquelle le sionisme est une forme de racisme passe pour être la plus agressive⁸⁹. Le camp arabe renouvelle cependant ses accusations contre l'ONU à laquelle il reproche d'avoir deux mesures. Tandis que la violation du droit international par l'Iraq durant la seconde guerre du Golfe fut sanctionnée par tous les moyens prévus par la Charte et disponibles à la communauté internationale, l'invasion du Liban par Israël en 1982 était restée sans conséquences, sauf pour des protestations énergiques. De même, le Conseil de sécurité et l'Assemblée générale toléraient le non-respect par l'Etat juif des résolutions exigeant le retrait des territoires occupés ou l'arrêt de la mise en chantier de colonies de peuplement dans ces territoires⁹⁰.

Les mesures prises par l'ONU pour promouvoir la stabilité dans la région ne devraient pas prêter à critique. A commencer par la résolution 181 de 1947 conseillant le partage de la Palestine en deux Etats, l'un arabe et l'autre juif, la communauté internationale tente de concilier les intérêts contraires. De plus, des contingents de Casques bleus implantés au Golan garantissent depuis 1974 une frontière tranquille entre Israël et la Syrie⁹¹. On ne saurait trop apprécier le travail accompli par l'U.N.R.W.A. pour accompagner le processus de paix. Financée à 95 % par des contributions internationales volontaires, elle assure entre autres la gestion des camps de réfugiés palestiniens au Proche-Orient et la formation des réfugiés⁹².

2.3 Résumé provisoire

La première partie principale décrivait la constellation difficile de départ du processus de paix. Les divers droits historiques à la possession de la Palestine et presque cent années de crise et de

⁸⁸ La quote-part des Etats-Unis se montait à 14,7 %, celle de l'Asie à 13 % et celle du monde arabe à 8,7 %. ASSEBURG, Muriel, *Palästina auf dem Weg zum Staat: Determinanten, Entwicklungen, Szenarien*, Ebenhausen; SWP, avril 1999, p. 35.

⁸⁹ TOPHOVEN, Rolf, « Bestimmungsfaktoren israelischer Außenpolitik », *Informationen zur politischen Bildung*, 247, 1995, pp. 28-29.

⁹⁰ Résolutions 242 et 338 de 1967 et 1973. NASSER, Majed, « Das Dilemma bleibt », *Vereinte Nationen*, 6, 1997, p. 204.

⁹¹ Par contre, les forces onusiennes stationnées depuis 1978 au Sud-Liban n'ont pratiquement pas réussi à endiguer les actions du Hezbollah.

⁹² Pris au sens large, le terme de gestion couvre toute la gamme des prestations allant de la construction de routes jusqu'à l'évacuation des déchets en passant par l'électricité et l'approvisionnement en eau. GRESH, Alain, « Lancinant rêve de retour », *Le Monde diplomatique*, Manière de voir 54, novembre-décembre 2000, p. 54.

guerre caractérisent non seulement l'affrontement de deux mouvements nationaux émergents, mais également la confrontation entre l'Occident et l'Orient ainsi qu'entre le judaïsme et l'Islam.

Victimes d'une politique coloniale ayant échoué et animées d'une volonté d'autodétermination, qui est source de combats sanglants, les deux parties au conflit sont insensibles à l'égard des motifs et malheurs de l'autre. La formule sioniste « la terre sans peuple pour un peuple sans terre » traduit aussi bien une perception simpliste de la réalité qu'une dédramatisation de l'holocauste de la part des Arabes. Focalisé sur son propre destin, Israël interpréta son existence au Proche-Orient comme la poursuite d'un combat perpétuel pour la survie sans tenir compte de la diaspora palestinienne à la suite des guerres de 1948 et 1967. Pour les Arabes, par contre, l'Égypte et la Syrie en tête, le seul moyen pour régler le conflit au Proche-Orient était, jusqu'au milieu des années 70, l'anéantissement de l'État juif. Il fallut attendre la guerre du Kippour pour que le Proche-Orient accepte Israël comme une réalité géopolitique.

La guerre des Six-Jours est essentielle pour comprendre la position de négociation actuelle des Israéliens. Les considérations d'ordre religieux et en matière de politique de sécurité, évoquées au chapitre 2.1.1, ainsi que l'occupation de Jérusalem-Est, de la Cisjordanie, du Golan et de la bande de Gaza sont des obstacles essentiels à une réconciliation. Chaque gouvernement israélien risque, en annonçant une évacuation même limitée des territoires occupés en 1967, de provoquer une crise de sa société.

Il fallut donc l'enchaînement de circonstances favorables à un vaste processus de paix pour que Madrid et Oslo voient le jour. La disparition de la bipolarité, un front arabe amolli, le gouvernement israélien sous la direction du Premier ministre Rabin, isolé à la suite de la guerre au Liban de 1982 et traumatisé par l'Intifada de 1987, et une politique de paix américaine efficace ont jeté les fondements d'une réorganisation régionale avisée. En 1993, les deux parties ont convenu dans la capitale norvégienne de procéder à un rapprochement entre les intérêts de sécurité israéliens et la volonté d'autodétermination des Palestiniens. Des points de vue divergents en ce qui concerne les dossiers centraux ont empêché des accords allant plus loin. Rien que le fait que les anciens ennemis jurés, MM. Rabin et Arafat, le « faucon » et le « chef terroriste », se soient donné la main à Washington contredit toutes les critiques qui, considérant rien que la conception du processus de paix, voyaient déjà son échec. Il s'agit aujourd'hui de remplir le cadre créé à Oslo. La deuxième Intifada, provoquée par les frustrations palestiniennes fin 2000, montre bien que si le conflit israélo-arabe est loin d'être terminé, c'est bien le moment d'y trouver une solution.

Quel contexte et quels problèmes faudra-t-il prendre en compte à l'heure actuelle?

Les négociations syro-israéliennes (impliquant à la fois un accord avec le Liban) et la conclusion d'un accord sur le statut définitif permanent entre Israël et la direction palestinienne constituent les défis auxquels se heurte la diplomatie en faveur de la paix au Proche-Orient. Incapables de développer leur propre art de régler des conflits dans les dix ans passés, les Arabes et les Juifs sont tributaires de l'intervention de puissances et d'organisations extérieures. A cet

égard, l'administration américaine est le moteur du processus de paix au Proche-Orient, même si la Russie cherche à reprendre pied grâce à la coopération en matière d'armement avec l'Iran. En promettant aux Arabes des dividendes de la paix⁹³, les Etats-Unis les inciteront sans cesse à poursuivre les négociations. Le fait que le nouveau président Bush ait annoncé de ne plus vouloir se concentrer sur le seul processus de paix, mais de tenir compte dans ses calculs aussi du maintien des sanctions à l'encontre de l'Iraq et d'une amélioration des relations avec l'Iran ne doit pas nous empêcher de voir que les Etats-Unis vont continuer à protéger Israël⁹⁴. Cela peut porter atteinte à leur réputation de médiateur honnête au Proche-Orient.

Après la guerre froide, l'ONU voit son influence augmenter. L'abrogation de la résolution sur le sionisme en 1991, la condamnation désormais possible des réactions israéliennes démesurément violentes aux protestations palestiniennes par le Conseil de sécurité (résolution 1322 du 7 octobre 2000, abstention des Etats-Unis) ou le fait que le plan de paix américain récent du 23 décembre 2000 s'appuie sur l'idée du partage fixé par la résolution 181 de 1947 en sont la preuve. Mais rien que le droit de veto américain continuera à empêcher des résolutions condamnant Israël et à relativiser la crédibilité de la communauté internationale dans l'avenir.

Sa proximité géographique et son potentiel financier rendent l'U.E., qui adopte le concept de Madrid prévoyant des négociations bilatérales et multilatérales, intéressante pour les parties au conflit. Israël même souhaite un ancrage plus fort dans l'Union européenne pour former un pont entre l'Europe et le Proche-Orient en vue de moderniser son économie et de libéraliser sa société. L'ancien chancelier fédéral Kohl a souligné la nécessité pour l'Etat juif de disposer d'un deuxième soutien européen à côté de celui des Etats-Unis afin d'éviter une dépendance unilatérale⁹⁵.

Paradoxalement, l'exemple de la Syrie montre qu'une conclusion de la paix recèle aussi un potentiel déstabilisant. Le fait qu'Israël n'est plus un Etat adversaire prive nombre de gouvernements autocratiques arabes de leur base de légitimation. Une situation intenable sur le plan économique et un niveau de vie peu élevé dû au fait que l'on n'est pas à la hauteur de l'économie mondiale se manifestent brutalement. Le mécontentement qui en résulte pourrait dégénérer en protestations et émeutes tout en constituant un bouillon de culture idéal du fondamentalisme islamiste.

Dans la première partie de ce mémoire, l'intention de l'auteur était d'approcher la question palestinienne sur une ligne étatique-régionale « extérieure ». La prochaine partie, par contre,

⁹³ Un point intéressant est l'opinion de STÜRMER selon laquelle l'instrumentalisation de tiers est dans la tradition orientale. Les pays qui n'ont rien d'autre à offrir que leur poids politique et stratégique, font augmenter le prix de leur participation aux négociations de paix en poursuivant une tactique dilatoire. Paradoxalement, la superpuissance se retrouverait, en l'occurrence, instrumentalisée et son intérêt pour une stabilité régionale serait mis à profit par les Etats arabes et Israël. STÜRMER, Michael, *Zum Friedensprozess im Nahen Osten: Lage und Logiken*, Ebenhausen; SWP, 1995, p. 15.

⁹⁴ NAIM, Mouna, « Les pays arabes sont perplexes à l'égard de George W. Bush et des Républicains », *Le Monde*, 30.12.2000, <http://www.lemonde.fr/article/0,2320,2857—131336,00.html>.

⁹⁵ PRIMOR, Avi, *Europa, Israel und der Nahe Osten*, 2000, Düsseldorf; Droste Verlag GmbH, pp. 112-137.

étudiera, sur une ligne « intérieure », l'importance du problème central qui est le conflit israélo-arabe entre Israéliens et Palestiniens et ses implications pour l'environnement.

3. Les déterminants des efforts de paix actuels en Palestine

Par une nouvelle initiative, Washington essaie de présenter l'ossature d'un accord définitif dans le cadre du processus de paix d'Oslo. Après une brève description de la campagne américaine, je l'évaluerai sur la base des champs de tension restants entre Juifs et Palestiniens. Avant un résumé intermédiaire, cette étude soulignera l'influence de la technique en tant que facteur géopolitique non permanent sur le processus de paix israélo-arabe.

3.1 Le plan de paix américain du 23 décembre 2000

La veille de Noël, un nouveau projet porteur d'espoir fut présentée aux délégations israélienne et palestinienne sous forme d'un plan de paix de l'administration Clinton. En ce qui concerne les frontières, ce plan prévoit entre autres que la future communauté palestinienne inclura, outre la bande de Gaza, environ 95 % de la Cisjordanie. Israël sera alors autorisé, moyennant un échange de territoires⁹⁶, à annexer des surfaces habitées par environ 80% des 200 000 colons juifs. Des implantations isolées seraient abandonnées.

Afin de répondre aux intérêts de sécurité israéliens, il est prévu de compenser le retrait nécessaire des troupes israéliennes (délai prévu : 36 mois) par des unités internationales. Les Palestiniens devraient accepter, pour une durée de trois ans au maximum (dépendant de l'évolution régionale), une présence militaire de l'Etat hébreu dans la vallée du Jourdain placée sous le commandement de cette troupe de protection, et trois installations de détection lointaine accueillant des éléments de liaison palestiniens, dont la nécessité serait réévaluée après 10 ans. Suivant les idées américaines, le contingent multinational assumerait la fonction dissuasive tout en protégeant la frontière. En tant qu'« Etat non militarisé », les Palestiniens auraient droit à des forces de protection importantes. Avec l'entrée en vigueur de ce compromis, l'Etat palestinien aurait la souveraineté complète sur son espace aérien. Des accords bilatéraux régleraient l'utilisation israélienne de cet espace aérien sur la base des besoins opérationnels et pour l'entraînement de ses pilotes.

Pour ce qui est de Jérusalem, le président Clinton propose de placer les quartiers arabes de Jérusalem-Est, y compris le mont du Temple avec le Dôme du Roc et la mosquée d'Al-Aqsa, sous la souveraineté palestinienne, surveillée par la communauté internationale, tandis que les quartiers juifs et le mur des Lamentations au pied du mont du Temple resteraient sous contrôle israélien.

Pour ce qui est de la question des réfugiés, le projet américain souligne qu'il est nécessaire que la partie israélienne reconnaisse sa responsabilité à l'égard de la diaspora palestinienne. La partie palestinienne devrait, par contre, renoncer à son droit de retour dans les territoires du futur Israël, garanti par la résolution 194 des Nations unies. Les seules exceptions seraient basées sur des

⁹⁶ Le pourcentage de l'« échange de territoires » comprendra aussi l'établissement d'une route de transit protégée et permanente entre la bande de Gaza et la Cisjordanie.

critères humanitaires, tels que des regroupements familiaux. Les 3 à 4 mio. de réfugiés auront alors les options suivantes : le retour dans le futur Etat palestinien, l'intégration dans leurs pays d'accueil actuels ou dans de tiers Etats ou une demande à l'Etat d'Israël de s'installer sur son territoire. Chacune de ces options a besoin du soutien essentiel de la communauté internationale, soutien qui serait surtout financier⁹⁷.

En résumé, il faut constater qu'il s'agit d'un document de base, à l'instar des D.P.A. de 1993, qui cherche à définir, pour le début de l'an 2001, une base commune pour la réalisation d'une paix durable. Des pourparlers supplémentaires pour donner vie à cet accord de paix si ardemment désiré depuis longtemps s'imposent en raison des incertitudes vagues qui caractérisent ce plan, de la traduction indispensable des directives sommaires dans des cartes concrètes et précises ou le choix inévitable entre les différentes options. Le fait que les deux parties n'ont consenti que sous réserve à cette « ossature de négociations » implique que la lutte pour des arrangements concrets restera dure.

3.2 Analyse des champs de conflit

3.2.1 Le statut de la ville de Jérusalem⁹⁸

« Si le président égyptien Sadat a dit une fois que le conflit israélo-arabe est à 90 % de nature psychologique, ceci est vrai à 99 % pour Jérusalem »⁹⁹. Par cette citation, Jaime RAMON, le ministre chargé des affaires de Jérusalem dans le cabinet d'Ehoud Barak, décrit un des obstacles les plus difficiles à surmonter, peut-être le plus difficile de tous, dans les consultations palestino-israéliennes. Dans une ville dans laquelle l'ouverture d'un tunnel historique dans la Vieille Ville suffit pour donner la mort à 11 militaires israéliens et 55 Palestiniens, le besoin d'éclaircissements sur les plans du degré de souveraineté, de l'organisation de l'administration communale ou des futures frontières de la ville semble bien peu important à côté de la composante religieuse¹⁰⁰. Jérusalem, Yeroushalaym et Al-Qods – trois noms pour une ville que chrétiens, juifs et musulmans considèrent également sainte¹⁰¹. Les convoitises des trois religions monothéistes se concentrent sur cette zone rétrécie de moins d'un kilomètre carré que représente le mont du Temple. Le Dôme du Roc et la mosquée d'Al-Aqsa trônent sur les vestiges des

⁹⁷ Site Internet de l'hebdomadaire américain Newsweek et du quotidien britannique The Financial Times. Anonyme, « Les propositions de Bill Clinton aux négociateurs palestiniens et israéliens », Le Monde, 04.01.2000, p. 3. du vidéotex de la première chaîne de télévision allemande ARD, pp. 161–163 du 27.12.2000.

⁹⁸ Souvent le nom Jérusalem est traduit faussement par « ir schalom » « ville de paix » car son origine est le mot cananéen « jara salem » qui signifie « fondation du roi des prêtres Salem ». Appartenant comme « Uruschanem » dans des textes égyptiens il démontre une histoire de plus de 4 000 ans. Anonyme, « Gottesstadt, Menschenfluch », Der Spiegel, 23, juin 1996, p. 150.

⁹⁹ BALKE, Ralf, Israel, Munich ; C.H. Beck, 2000, p. 91.

¹⁰⁰ Le tunnel passe en dessous du quartier musulman de la Vieille Ville de Jérusalem le long du mur frontalier ouest et longe la via Dolorosa. Anonyme, « Feuer am Ende des Tunnels », Der Spiegel, 40, septembre 1996, pp. 178-179.

¹⁰¹ Pour les Juifs, Yeroushalaym est le lieu de leurs temples, pour les chrétiens c'est la ville de la crucifixion de Jésus Christ et pour les musulmans, Al-Qods est le troisième lieu saint après la Mecque et Médine, lieu duquel Mahomet s'est élevé au ciel sur al-Bourak, son cheval.

temples juifs. Du deuxième temple ne subsiste que le mur occidental, désigné plus précisément comme mur des Lamentations, qui se trouve au pied de la montagne¹⁰².

Jérusalem est le centre même de l'identité juive, qui a symbolisé la cohésion et l'espoir du retour pendant 2000 ans de diaspora. Après la guerre de la fondation de l'Etat d'Israël, la Jordanie refusait, contrairement aux dispositions de l'accord d'armistice de 1949, à presque tous les Juifs croyants l'accès à la Vieille Ville, qu'elle contrôlait à l'époque. Des barbelés et une frontière bien gardée divisaient la ville de Jérusalem et coupaient les Israéliens de leurs lieux saints. Cet état de fait a engendré le désir d'une ville indivisible dans les mains d'Israël afin d'éviter qu'une telle situation se reproduise¹⁰³.

En 1967, cette vision est devenue réalité, grâce à la conquête de Jérusalem-Est. Depuis ce moment et en dépit de nombre de résolutions des Nations unies, Israël fait tout pour maintenir le statu quo ou pour avoir une position de départ favorable pour des négociations. Le 30 juillet 1980, la Knesset a voté une loi selon laquelle toute la ville de Jérusalem était la « capitale éternelle et indivisible » du pays¹⁰⁴. Les citoyens arabes de Jérusalem sont systématiquement défavorisés. Appelés, dans le jargon israélien, « habitants israéliens permanents », Israël ne leur accorde pas, contrairement aux Arabes de métropole, la citoyenneté israélienne. Leur droit de vote, en outre, ne dépasse pas la ville de Jérusalem. Afin d'augmenter le pourcentage juif de la population, le Ministère de l'intérieur israélien confisque immédiatement les cartes d'identité des habitants de Jérusalem-Est qui ne peuvent pas prouver que leur lieu de principal établissement se trouve sur le territoire métropolitain. Une absence du pays de sept ans éteint automatiquement le droit à une telle carte¹⁰⁵.

Du point de vue topographique, la ville de Jérusalem, située à 800 m au-dessus du niveau de la mer, et sa zone de rayonnement forment un nœud de communication stratégique d'Israël et de la Cisjordanie. Le contrôle de ce secteur protège Israël contre des attaques éventuelles depuis l'est ou contre des exactions fondamentalistes de la Cisjordanie. Jérusalem-Est sépare en même temps les territoires d'autonomie palestinienne au nord et au sud de la Cisjordanie. Sans droits de souveraineté sur ce quartier, toute communauté palestinienne dépendrait de la bonne volonté des Israéliens¹⁰⁶. Sur ce point, le gouvernement israélien semble également vouloir créer des faits par

¹⁰² L'annexe 5 fournit un plan de la Vieille Ville.

¹⁰³ ALBIN, Cecilia, « Negotiating intractable conflicts/On the future of Jerusalem », *Cooperation and Conflict*, 1, 1997, pp. 33-34.

¹⁰⁴ Suite à la condamnation de cette loi par la résolution 478 du Conseil de sécurité des Nations unies du 28 août 1980, les consulats dans la ville disposent d'un statut particulier qui se base sur le principe de la non-reconnaissance de la législation israélienne concernant la question de la capitale.
TITORENKO, V., « Problema Ierusalima », *Mirovaja ekonomika i meshdunarodnye odnoschenija*, 12, 1994, pp. 76-80.

¹⁰⁵ Malgré cette mesure, le pourcentage juif des 620 000 habitants de la ville est tombé de 74,2 % en 1967 à environ 70 % en 1999. Même le grand nombre d'enfants des Israéliens ultraorthodoxes n'a pas pu compenser le taux de naissance quatre fois plus élevé dans les quartiers arabes.
DACHS, Gisela, « Kompromisse sind tabu », *Die Zeit*, 14.10.1999.
LUSTIK, Ian, « Zankapfel Jerusalem », *Europa-Archiv*, 24, 1993, p. 703.

¹⁰⁶ ESHEL, David, « Das Jerusalem Syndrom », *Europäische Sicherheit*, 10, 1997, p. 46.

la rocade orientale prévue. Par elle, on répondrait bien à la demande palestinienne de relier les territoires d'autonomie, mais on réduirait en même temps la circulation et donc l'influence arabe à Jérusalem¹⁰⁷.

Dans cette atmosphère chargée d'émotions religieuses, les Américains invitent par leurs bons offices Israéliens et Palestiniens à réfléchir ensemble sur le partage de la ville. Toute la communauté religieuse arabo-islamique suit avec intérêt la délégation palestinienne dans les négociations et rappelle la fière histoire de douze siècles de la ville, marquée par des périodes d'épanouissement culturel qui alternaient avec des combats violents contre les croisés chrétiens. Surtout la Jordanie, gardienne des lieux saints islamiques de Jérusalem et en dispute permanente avec l'Arabie Saoudite, voudra voir ses intérêts préservés. Pour Yasser Arafat et ses partisans, attachés plus au fait politique qu'au fait religieux, les données topographiques sont probablement de première importance dans sa revendication de faire de Jérusalem-Est la capitale d'un Etat palestinien. Il est néanmoins bien conscient de l'importance que revêt le pouvoir religieux quand il s'agit de casser la position durcie israélienne, et il va l'instrumentaliser pour l'utiliser à ses fins.

L'ancien Premier ministre israélien, Ehoud Barak, a été le premier à signaler qu'il serait prêt à faire des concessions et à laisser entrevoir aux Palestiniens la souveraineté de Jérusalem-Est. En réaction, plus de 100 000 de ses compatriotes ont manifesté le 8 janvier 2000 contre toute intention de partager la ville et ont souligné le statut de Jérusalem comme capitale éternelle et indivisible du pays¹⁰⁸. Sous cette pression, il n'est presque pas possible de négocier d'une façon rationnelle une division verticale et horizontale du mont du Temple. Jusqu'à quelle profondeur dans le sol règnera la foi islamique, et à partir de quelle profondeur les fondements des vieux temples marqueront la transition vers la foi juive ? Rien que l'idée d'une discussion géologique d'aspects religieux pourrait provoquer l'intervention d'extrémistes juifs et islamiques et menacer encore une solution prochaine par la voie de négociations.

Il faut craindre que Jérusalem reste encore pour assez longtemps au centre des intérêts divergents entre Israéliens et Palestiniens et aura, grâce aux paramètres religieux prédominants, au moins un certain poids régional.

3.2.2 La politique de colonisation israélienne dans les territoires occupés

Un des rares éléments unissant tous les partis israéliens a été, depuis 1967, la politique de colonisation. Ce fut surtout sous le gouvernement du Likoud de Menahem Begin en 1977 et sous les cabinets de l'unité nationale dans les années 80 que le nombre des colons monta d'une manière significative. Leur nombre est estimé aujourd'hui à environ 400 000, répartis sur 200

¹⁰⁷ LERCH, W. G., « Nicht nur in Bir Zeit haben viele kein Vertrauen zu Ministerpräsident Barak », Frankfurter Allgemeine Zeitung, 14.04.2000, p. 3.

¹⁰⁸ MARION, Georges, « Plus de 100000 Israéliens ont manifesté contre la division de Jérusalem », Le Monde, 10.01.2001, p. 4.

colonies. 17 000 d'entre eux vivent sur 80 % du Golan. 200 000 vivent en Cisjordanie, 180 000 sur un tiers de la surface de Jérusalem-Est et de 6 500 dans la bande de Gaza¹⁰⁹.

Si le mouvement colonisateur était d'abord animé par la volonté de contrôler des terrains-clés militaires et l'accès aux ressources en eau, il a pris, au fil des ans, de plus en plus un caractère national-religieux. « Eretz Israël », le rêve d'un grand pays d'Israël couvrant tous les territoires qui, selon l'Ancien Testament, aient jamais été sous domination israélienne, a donné un nouvel essor à l'idée sioniste. Les paroles de Ben Gourion « nous devons aller aux frontières, ou les frontières viendront vers nous » ont été traduites par la mission de répartir la population d'une façon équilibrée. Sous une forme exagérée, les fanatiques utilisent la bible comme un cadastre pour justifier leurs implantations sur des anciens territoires palestiniens¹¹⁰.

Même après le début des négociations de Madrid et d'Oslo, la colonisation fut poursuivie en dépit des protestations internationales et des résolutions des Nations unies en vigueur afin de placer les Palestiniens devant un fait accompli. 80 % des colons vivent dans des communes proches de la « ligne verte »¹¹¹, ce qui signifie un élargissement de fait du territoire israélien. Un réseau routier construit exclusivement pour les véhicules israéliens relie même les implantations les plus isolées avec le territoire métropolitain israélien en contournant les agglomérations palestiniennes¹¹².

L'envergure, la durée et la systématisation de la politique de colonisation israélienne réduisent de plus en plus la marge de manœuvre pour des compromis, d'autant plus que la demande palestinienne d'un retour au statut avant la guerre des Six-Jours est loin d'être réaliste. Probablement ce seront les négociations sur la Cisjordanie avec les colonies à et autour de Jérusalem-Est qui vont s'avérer les plus compliquées. Contrairement au Golan, où les colons travaillistes seront davantage disposés à payer la paix par l'évacuation de territoires, et à la bande de Gaza, qui n'a que peu de valeur pour Israël, les trois mouvements de colonisation mentionnés ci-dessus sont représentés en Cisjordanie : la colonisation stratégique visant à contrôler la frontière et la vallée du Jourdain, des projets de type sioniste et des implantations de motivation religieuse voyant dans la Cisjordanie les territoires bibliques de Samarie et de Judée¹¹³.

Comme dans la question de Jérusalem, la proposition médiatrice américaine ne sera efficace que si les deux parties acceptent des arguments objectifs. La proposition répond aux intérêts de

¹⁰⁹ Tandis que les colons ont les mêmes droits que les Israéliens en métropole, les Palestiniens sont soumis au droit militaire. Le gouvernement israélien soutient les colons par d'importantes subventions, un taux d'impôt et des intérêts créditeurs très bas.

Anonyme, « Proche-Orient, la déchirure : présentation-les question en suspens-les colonies », *Le Monde diplomatique*, <http://www.monde-diplomatique.fr/cahier/proche-orient/sommaire>, 30.10.2000

¹¹⁰ KOLLEK, Teddy, « Streit und Hader-warum feiern », *Der Spiegel*, 18, 1998, p. 170.

SCHIFFLER, M., « Konflikte um Wasser – ein Fallstrick für den Friedensprozess im Nahen Osten ? », *Aus Politik und Zeitgeschichte*, 11, 1995, p. 20.

¹¹¹ La « ligne verte » correspond au tracé de la frontière du 04 juin 1967.

¹¹² TIMM, Klaus, « Nahostverhandlungen: Hürden und Optionen », *Vereinte Nationen*, 6, 1997, p. 196.
Voir annexe 6: Noyau d'un Etat palestinien ou colonies israéliennes – les territoires occupés.

¹¹³ LEMARCHAND, P., *Israël/Palestine Demain*, Editions Complexe, 1996, pp. 84-85.

sécurité israéliens par une présence militaire échelonnée. Une modification minimale de la frontière, contre des cessions de territoire équivalentes aux Palestiniens, permettrait à la plupart des territoires colonisés de s'intégrer dans le territoire israélien. Cependant, une compensation pour l'abandon de sol biblique est inconcevable. Si la proposition américaine est acceptée, une évacuation forcée de ces colonies sera inévitable. Une telle opération s'accompagnerait d'exactions sur place et de discordes sociales.

3.2.3 Les réfugiés palestiniens

Mis à part le débat sur le mont du Temple, les divergences entre les positions des deux parties aux négociations sont les plus marquées pour ce qui est du traitement de la diaspora palestinienne. Déjà la définition du terme de « réfugié » provoque des discussions extrêmement violentes. Est-ce qu'il comprend seulement les personnes chassées en 1948 et en 1967 ou aussi leurs descendants ? Est-ce que seulement celui à qui la guerre a fait perdre sa terre natale et son gagne-pain fait partie de la « Al-nakba » palestinienne ? Cette définition exclurait tous ceux qui se sont installés et établis dans les Etats voisins.

Les indications concernant le nombre des réfugiés et l'envergure des problèmes qui en découlent varient aussi en fonction de cette dispute sémantique. Les Palestiniens parlent de 5 mio. qui auraient le droit de rentrer sur leur terre natale, le territoire métropolitain israélien, conformément à la résolution 194 des Nations unies. Israël se base sur le nombre de 2 mio. mais ne veut autoriser que le retour d'un nombre très limité répondant à des critères humanitaires très sévères¹¹⁴. Afin d'avoir un chiffre correspondant au moins à peu près à la réalité, l'étude présente reprend la statistique de l'U.N.R.W.A. du 30 juin 1999, qui retient un total d'environ 3,6 mio. de réfugiés palestiniens vivant en Jordanie, en Syrie, au Liban, en Cisjordanie et dans la bande de Gaza¹¹⁵. Une acceptation de l'offre américaine ébranlerait les fondements des deux peuples. La catastrophe des expulsions de 1948 et 1967 constitue un pilier de l'identité palestinienne. Au début du XX^e siècle, il y avait en Palestine une culture arabo-musulmane, qui se transforma en 1948 dans une culture arabo-palestinienne. Mais ce furent l'expérience de l'exil, la perte de la terre natale et la deuxième vague de réfugiés après la guerre des Six-Jours qui firent naître une vraie conscience nationale¹¹⁶. Tout comme les Juifs qui ont nourri l'espoir de la Terre promise

¹¹⁴ VEIT, Winfried, « Der Nahe Osten auf dem Weg zum Frieden », Internationale Politik und Gesellschaft, 2, 2000, p. 137.

¹¹⁵ Suivant cette statistique, 1 572 742 réfugiés vivaient à cette date en Jordanie (dont 18,2 % dans des camps de réfugiés), 370 144 au Liban (dont 55 % dans des camps), 374 521 en Syrie (dont 29 % dans des camps), 569 741 en Cisjordanie (dont 26 % dans des camps) et 798 444 dans la bande de Gaza (dont 54 % dans des camps). Il faudrait encore y ajouter les réfugiés qui ne tombent pas dans le domaine de responsabilité de l'U.N.R.W.A. mais dans celui du H.C.R.. En ajoutant les Palestiniens ayant grandi dans les pays d'accueil et qui y sont complètement intégrés, le nombre total des membres de ce peuple s'élevait, suivant le bureau statistique, à 8 041 569 (voir annexe 7: La diaspora palestinienne). Anonyme, « Proche-Orient, la déchirure : Présentation – Les questions en suspens – Les réfugiés – La diaspora palestinienne », Le Monde diplomatique, <http://www.monde-diplomatique.fr/cahier/proche-orient/diaspora>, 30.10.2000.

¹¹⁶ ENCEL, THUAL, « Les facteurs ethno-culturels et religieux : le problème de la Palestine », conférence CID, Amphi Foch, Ecole Militaire, Paris, 03.01.2001.

pendant des siècles, beaucoup des descendants palestiniens nés en exil indiquent comme lieu de naissance Haïfa, Jaffa, Ramallah ou des villes et communes rayées de la carte au cours des guerres. A l'instar du rêve de « Sion », les familles palestiniennes cultivent dans leurs demeures souvent misérables dans les camps la mémoire des « temps anciens » en racontant des histoires transmises de génération en génération et en montrant des photos¹¹⁷. C'est de cette source qu'ils puisent la volonté de perdurer dans les pays d'accueil, pour lesquels ils représentent le plus souvent une charge ou même une menace. Au Liban, les réfugiés palestiniens n'ont aucune possibilité d'intégration. Ils n'ont pas accès au réseau de santé publique ni au système officiel d'éducation et de formation et ne possèdent aucun droit de citoyen. Suivant des relevés, 40 % de tous les membres de la diaspora vivant au Liban sont au chômage. En Syrie, les Palestiniens ont les mêmes droits sociaux que les ressortissants syriens, mais ils sont soumis à un contrôle policier rigide. Même si tous les réfugiés en Jordanie détiennent une carte d'identité du pays, ils subissent de nombreuses discriminations dans le royaume du désert. Il y a lieu de rappeler ici les affrontements avec l'O.L.P. au cours des années 70¹¹⁸.

Le dirigeant palestinien Yasser Arafat et l'O.L.P. sont eux-mêmes originaires de la diaspora et sont considérés comme symboles de la lutte pour la liberté. Parmi les critiques, les technocrates sont d'avis que l'organisation de M. Arafat doit son droit d'existence politique surtout à sa contribution décisive à la recherche d'une solution au problème de l'expatriation¹¹⁹. Un simple solde de leur terre natale moyennant des paiements de compensation et une institutionnalisation du statu quo sur la base du mémorandum du président Clinton équivaldrait dans la perception des réfugiés des camps à une trahison de l'objectif de leur vie.

Des intellectuels renommés rappellent qu'un accord durable entre les deux peuples est seulement possible si l'Etat hébreu assume sa responsabilité pour la diaspora¹²⁰. Les Israéliens, cependant, n'y voient qu'un premier pas en réponse à la demande palestinienne de réaliser la résolution 194 des Nations unies. Les partisans d'un grand Israël évoquent alors des scénarios catastrophes dans lesquels 3,6 mio. de réfugiés affluant sur le territoire métropolitain en 2001 entreraient en contact avec 5 mio. de Juifs et environ 1 mio. d'Arabes israéliens. L'Etat hébreu, qui a gagné les 5 affrontements militaires, perdrait cette guerre démographique et donc son identité juive.

¹¹⁷ GRESH, Alain, « Lancinant rêve de retour », *Le Monde diplomatique*, Manière de voir 54, novembre-décembre 2000, p. 51.

¹¹⁸ Anonyme, « Proche-Orient, la déchirure : Présentation – Les questions en suspens – Les réfugiés – La diaspora palestinienne », *Le Monde diplomatique*, <http://www.monde-diplomatique.fr/cahier/proche-orient/diaspora>, 30.10.2000.

¹¹⁹ LEMARCHAND, P., *Israël/Palestine Demain*, Editions Complexe, 1996, p. 33.

¹²⁰ SAID, membre d'une famille palestinienne de renom, est professeur à la Columbia University de New York. Pendant un certain temps, il était considéré comme l'« ambassadeur » de M. Arafat aux Etats-Unis, avant qu'il ne devienne un de ses critiques les plus vifs. Il parle d'un « aveuglement fondamental » des Israéliens qui, malgré la politique d'expansion juive et sioniste vérifiable sur le plan historique depuis la fin du XIX^e siècle, ne démord pas de sa conception historique.
SAID, Edward W., « Palästinas Tragödie », *Der Spiegel*, 20, 1998, p. 158.

Le mélange des trois dimensions de la démographie, de l'identité et de la politique aux échelons bilatéral et régional fait que la diaspora palestinienne pèse lourd sur le processus de paix israélo-arabe. Après la question de la capitale, c'est le deuxième point critique du dossier américain. M. Arafat, qui insiste toujours sur la réalisation de la résolution 194 des Nations unies du 11 décembre 1948, possède sur ce point l'appui illimité des membres de la Ligue arabe, pour lesquels « leurs » camps palestiniens constituent un explosif social extrêmement dangereux.

3.2.4 La répartition de l'eau

Etant la condition la plus élémentaire de l'existence humaine, la ressource de l'eau, rare au Proche-Orient, fait l'objet d'inévitables conflits de répartition et d'utilisation qui sont aussi vieux que les confrontations israélo-arabes mêmes.

Avec le début de l'immigration sioniste à la fin du XIX^e siècle, des projets d'irrigation excessifs aggravent de plus en plus le conflit entre Juifs et Arabes. Le problème, qui était d'abord plutôt de nature locale (propriétés de puits), atteint un niveau régional à partir de 1948 par l'établissement d'exploitations agricoles ambitieuses près du cours supérieur du Jourdain. Des tentatives d'intervention de la communauté internationale, telles que le plan Lowdermilk américain (en 1944) ou la mission Johnston de 1953 à 1955¹²¹, échouèrent à cause des points de vue complètement contraires : la classification comme élément de la sécurité nationale en Israël, le refus de la présence juive du côté arabe et les dissonances latentes américano-russes. De grands projets nationaux, tels que le National Water Carrier installé avant 1964 en Israël (irrigation du désert du Néguev avec l'eau du Lac de Tibériade) et le Canal King Abdullah jordanien (déviation du Yarmouk pour pouvoir exploiter la vallée du Jourdain) ou des projets multinationaux (déplacement des lits des rivières de source du Jourdain pour les soustraire à une utilisation par les Israéliens) ont finalement contribué à déclencher la guerre des Six-Jours. Le contrôle du Golan et de la Cisjordanie a non seulement aidé Israël à atteindre ses objectifs territoriaux, mais a également offert à l'Etat hébreu l'accès aux châteaux d'eau les plus importants du Proche-Orient. En 1982, l'occupation du sud du Liban avait comme effet secondaire le contrôle du Litani, une autre rivière de source du Jourdain, qui a duré jusqu'à l'abandon des régions en 2000¹²². L'eau est une arme très efficace dans cette région parce que c'est une ressource extrêmement rare.

Du point de vue hydrographique, tout se concentre sur le Jourdain, avec le lac de Tibériade, alimenté entre autres par trois fleuves qui ont leur source au mont Hermon : Hasbani, Dan et Banias. Le premier de ces fleuves se trouve sur le sol libanais, le deuxième en Israël. Le dernier

¹²¹ La thèse essentielle du plan Lowdermilk, complétée par des mesures techniques d'irrigation de Hays, fut qu'il était nécessaire, pour l'irrigation de la bande côtière occidentale et des régions sur les deux rives du cours inférieur du Jourdain, dont l'eau est salée, d'acheminer l'eau sur de grandes distances (100 à 150 km) par des canaux et des conduites d'eau. Un tel projet serait seulement réalisable avec une autorité d'eau réunissant tous les riverains. L'ambassadeur spécial américain Johnston a pu réaliser des approches considérables entre les parties au conflit pour ce qui était de l'utilisation des eaux de surface, approches qui servaient de base au plan de paix israélo-jordanien.
RATSCH, Ulrich, « Wasserprobleme im Jordanbecken », S+F, 2, 1996, pp. 102-103.

¹²² RENGGER, Jochen, « Das Wasser im israelisch-palästinensischen Konflikt », Welttrends, 17, 1997, p. 83.

prend sa source sur le Golan. Ils se réunissent dans le bassin de Houlah pour former le Jourdain, qui passe par le lac de Tibériade, un réservoir d'eau naturel d'une capacité de 4 mio. de m³. Son niveau d'eau, à 200 m en dessous du niveau de la mer, explique la présence de sources salées au fond du lac et la teneur en sel élevée du Jourdain quand il quitte le lac en direction du sud avec un débit moyen d'environ 540 mio. de m³ par an et se jette dans la Mer Morte.

Le deuxième fournisseur d'eau est le Yarmouk, rivière frontalière entre la Syrie et la Jordanie, qui a un débit d'environ 470 mio. de m³ par an et se jette dans le Jourdain à 10 km au sud du lac de Tibériade. A cela viennent s'ajouter des fleuves souterrains avec 1200 mio. de m³ par an à l'ouest et 380 mio. de m³ par an à l'Est du Jourdain. En tenant compte de l'eau provenant de la fonte des neiges, de l'eau de pluie, du degré d'évaporation et d'infiltration et du traitement des eaux usées, il reste une quantité totale de 1960 m³ par an pour la Palestine¹²³ et de 750 mio. de m³ par an pour la Jordanie. Du côté consommateur il y a, au seuil du troisième millénaire, un besoin estimé de 2100 m³ par an pour Israël et les territoires d'autonomie palestiniens et de plus de 1000 mio. de m³ par an pour le royaume hachémite. Suivant des spécialistes, le bilan de l'eau du bassin du Jourdain a été négatif depuis le milieu des années 70. Il est difficile d'évaluer les effets catastrophiques de l'exploitation des réserves non renouvelables sur l'équilibre écologique¹²⁴.

Malgré la pénurie d'eau, Israël s'accroche toujours à une agriculture basée sur l'irrigation¹²⁵. Environ 70 % de l'eau disponible est investi dans le secteur de l'agriculture, bien que celui-ci ne produise que 3 % du P.I.B. et que la plus-value par mètre cube soit plusieurs fois supérieure dans l'industrie¹²⁶. Le changement des structures qui serait nécessaire est bloqué pour des raisons historiques et idéologiques. Pour une grande part de la société israélienne, l'agriculture incarne toujours le renouvellement du peuple juif au Proche-Orient. Le kibboutz en tant que commune rurale avec des principes socialistes devait faire fleurir le désert, et ses membres agriculteurs et idéalistes devaient en même temps donner l'exemple d'une vision vécue¹²⁷. Même si ces dernières années ont vu une tendance à la réduction de l'idéologie, un lobby agricole résiste et de petits partis agricoles et nationaux ont pu faire leur entrée à la Knesset grâce aux élections au

¹²³ Voir annexe 8/1.

¹²⁴ RATSCH, Ulrich, « Wasserprobleme im Jordanbecken », S+F, 2, 1996, p. 101.
ROUYER, Alwyn R., « The Water Issue in the Palestinian-Israeli Peace Process », Survival, 2, 1997, pp. 59-60.

Les quantités d'eau énormes qu'Israël a puisées dans le lac de Tibériade ont fait baisser le niveau d'eau de la mer Morte de 16 mètres entre 1965 et 1995.

SCHIFFLER, Manuel, « Konflikte um Wasser – ein Fallstrick für den Friedensprozess im Nahen Osten? », Aus Politik und Zeitgeschichte, 11, 1995, p. 13.

¹²⁵ Pour couvrir les besoins les plus urgents, Israël a commencé des négociations avec la Turquie sur la livraison de 50 mio. de m³ d'eau par an à partir de 2001.

Anonyme, « Naher und Mittlerer Osten: Syrien », Österreichische Militärzeitschrift, 5, 2000, pp. 662-663.

¹²⁶ SCHIFFLER, Manuel, « Konflikte um Wasser – ein Fallstrick für den Friedensprozess im Nahen Osten? », Aus Politik und Zeitgeschichte, 11, 1995, p. 18.

Voir annexe 8/2 : L'agriculture en Israël – nuit-elle durablement au bilan d'eau ?

¹²⁷ STRUMINSKI, Wladimir, « Kibbuzim und Moschawim », « Israel », Informationen zur politischen Bildung, 247, 1995, p. 52.

scrutin proportionnel modéré. Ils ont une influence beaucoup trop importante sur la politique nationale au détriment de la répartition de l'eau au sein de l'économie israélienne¹²⁸.

Mais l'eau n'est pas seulement un facteur discriminant dans l'économie, un déséquilibre apparaît aussi dans le marathon des négociations israélo-palestiniennes. 90 % de l'eau puisée en Cisjordanie est consommée par des projets israéliens. Israël accorde à sa population 375 m³ par personne et par an et rationne la disponibilité dans la bande de Gaza et en Cisjordanie à seulement 115 m³ par personne et par an. Dès 1996, la banque mondiale a décrit les conséquences de cette mesure pour l'agriculture dans la bande de Gaza comme « plus inquiétantes que nulle part ailleurs dans le monde »¹²⁹.

Dans des accords intérimaires convenus dans le cadre du processus d'Oslo, les Israéliens se sont réservé la souveraineté sur les ressources. La compétence de l'Autorité palestinienne se limite à l'exploitation des systèmes de distribution d'eau et des nouvelles ressources en eau ainsi qu'au forage de puits, pourvu que l'utilisation de l'eau par les colonies et bases militaires israéliennes n'en soit pas touchée¹³⁰. Un Etat palestinien tel qu'il est suggéré dans la proposition américaine bouleverserait toutes les structures hydrologiques au Proche-Orient. Après un retrait complet des territoires occupés, y inclus le Golan, si un arrangement entre la Syrie et Israël pouvait être trouvé¹³¹, les sources pour couvrir 45 % des besoins en eau de l'Etat hébreu se trouveraient au-delà de ses frontières et donc en dehors de son contrôle. La Jordanie pourrait espérer que le Yarmouk, peu exploitable à l'heure actuelle, joue un rôle plus important dans la planification de son alimentation en eau. Les Palestiniens, de leur côté, feraient valoir leurs droits à l'eau du Jourdain, que l'accord de paix de 1994 a complètement partagé entre la Jordanie et Israël. Au sens de la conférence de paix de Madrid, une concertation multilatérale des trois Etats concernés serait alors inévitable. Des intérêts communs, comme une définition par écrit de la répartition de l'eau et la protection du système écologique contre une exploitation exagérée et continue des réserves d'eau souterraine, aideraient à réduire des barrières idéologiques¹³².

Dans une région dans laquelle la croissance démographique, la couverture des besoins industriels et agricoles, des taux élevés d'urbanisation et de croissance laissent prévoir que les besoins en

¹²⁸ RENGER, Jochen, « Das Wasser im israelisch-palästinensischen Konflikt », *Weltrends*, 17, 1997, p. 85.

¹²⁹ Anonyme, « Proche-Orient, la déchirure : Présentation – Les questions en suspens – L'eau convoitée – Une situation critique », *Le Monde diplomatique*, <http://www.monde-diplomatique.fr/cahier/proche-orient/diaspora>, 30.10.2000.

Le manque d'eau provoque des pertes de production dans l'industrie, et une mauvaise qualité met en danger la santé des hommes dans la bande de Gaza.

RENGER, Jochen, « Das Wasser im israelisch-palästinensischen Konflikt », *Weltrends*, 17, 1997, p. 91.

¹³⁰ RATSCH, Ulrich, « Wasserprobleme im Jordanbecken », *S+F*, 2, 1996, p. 105.

¹³¹ Afin de donner plus de souplesse à la Syrie dans ses négociations avec Israël concernant la frontière commune, qui dépendent entre autres de l'accès au lac de Tibériade, les Etats-Unis veulent convaincre la Turquie de faire des concessions et de favoriser la Syrie lors de la répartition de l'eau de l'Euphrate.

Anonyme, « Naher und Mittlerer Osten: Israel », *Österreichische Militärzeitung*, 1, 2000, p. 100.

¹³² RENGER, Jochen, « Das Wasser im israelisch-palästinensischen Konflikt », *Weltrends*, 17, 1997, p. 92.

eau vont doubler en 15 ans¹³³. Les bilans d'eau déficitaires qui existent déjà exercent une pression sur les positions et égoïsmes nationaux. Seulement une diplomatie de l'eau optimisée sur la base d'une concertation multilatérale et complétée par une meilleure gestion de l'eau aidera à moyen et long termes à trouver un équilibre stabilisateur, conforme aux ressources écologiques¹³⁴.

3.2.5 Le traitement des prisonniers et la situation sur le plan des droits de l'homme

Pour Washington, la libération de tous les détenus palestiniens des prisons israéliennes marque, après l'acceptation des recommandations américaines et à côté du constat du Conseil de sécurité des Nations unies selon lequel les résolutions 242 et 338 ont été réalisées, la fin du conflit¹³⁵. Cette remarque unique, plutôt faite en passant, soutient la thèse de WATZAL, qui craint que les droits de l'homme soient complètement négligés dans les négociations d'Oslo. De son avis, la réalpolitik au Proche-Orient cache les violations des droits de l'homme commises par les deux parties¹³⁶.

Suivant des statistiques de la Commission des droits de l'homme des Nations unies concernant la lutte contre le terrorisme, Israël détenait en 1998 plus de 3500 Palestiniens, dont quelques-uns sans accusation ni jugement. Pour forcer des aveux, Israël est seul à avoir légalisé la contrainte physique¹³⁷. Avant 1999, des organisations des droits de l'homme telles que B'Tselem relevaient plusieurs décès causés par des « secousses » trop violentes pendant les interrogatoires. Yitzhak Rabin, Premier ministre de l'époque, admit en 1995 qu'environ 8000 Palestiniens avaient subi ce type de méthode¹³⁸.

Entre temps, la position israélienne a changé pendant les dernières négociations. En 1998, ils refusaient encore d'élargir les libérations prévues sur des membres du Hamas et du Djihad, des habitants palestiniens de Jérusalem-Est ou sur des personnes « dont les mains étaient tachées de sang ». Seulement une année plus tard, après l'accord de Charm el-Cheikh, environ 150 de ces adversaires les plus acharnés du processus de paix se retrouveraient en liberté. Pour la première

¹³³ Pronostic de 1997.
LEMARCHAND, P. Israël/Palestine Demain, Editions Complexe, 1996, p. 76.

¹³⁴ Voir aussi paragraphe 3.3.
SCHIFFLER, Manuel, « Konflikte um Wasser – ein Fallstrick für den Friedensprozess im Nahen Osten? », Aus Politik und Zeitgeschichte, 11, 1995, pp. 13-14.

¹³⁵ Anonyme, « Les propositions de Bill Clinton aux négociateurs palestiniens et israéliens », Le Monde, 04.01.2000, p. 3.

¹³⁶ WATZAL, Ludwig, « Die Lage der Menschenrechte im israelisch-palästinensischen Friedensprozess », S+F, 2, 1996, p. 91.

¹³⁷ 2400 d'eux sont comptés parmi les prisonniers appelés « de sécurité », dont 1500 activistes de l'opposition de paix islamique ou séculière.
ASSEBURG, Muriel, Palästina auf dem Weg zum Staat: Determinanten, Entwicklungen, Szenarien, Ebenhausen; SWP, avril 1999, p. 26.

¹³⁸ Même l'ancien président israélien Ezer Weizman aurait dit : « When you are looking for a needle in a haystack, and you cannot find the needle – you must burn the whole haystack ».
WATZAL, Ludwig, « Die Lage der Menschenrechte im israelisch-palästinensischen Friedensprozess », S+F, 2, 1996, p. 94-95.

fois, on libérait aussi deux Palestiniens condamnés définitivement pour avoir tué un Israélien et deux touristes, après 18 ans d'emprisonnement. Le 6 septembre 1999, la cour supérieure de justice israélienne déclara, de plus, illégales certaines méthodes d'interrogatoire utilisées contre les suspects palestiniens¹³⁹.

Les fautes des autorités palestiniennes ne sont pas moins graves. Le dirigeant palestinien Yasser Arafat s'est engagé à Oslo dans les accords visant à contenir l'opposition à la paix par tous les moyens. Un appareil de sécurité comprenant six services secrets, instruit par le service secret israélien Shin Beth, agit souvent d'une manière arbitraire contre ses propres ressortissants : arrestations sans décision judiciaire, tortures, procédures judiciaires militaires nocturnes sans protocoles et sans accusation préalable, exclusion d'avocats, et, en règle générale, application de peines élevées sans droit d'appel¹⁴⁰.

Ce qui apparaît, malgré les effets secondaires négatifs, comme une coopération israélo-palestinienne intensive contre le terrorisme peut aussi bien s'interpréter comme sauvegarde d'objectifs nationaux. Moyennant la « délégation » de la lutte contre le terrorisme, Israël s'est débarrassé d'un point d'attaque visé par des organisations des droits de l'homme¹⁴¹, et l'Autorité palestinienne espérait obtenir des concessions des Hébreux dans d'autres points des négociations. Cette interprétation est soutenue par les discordes actuelles, qui sont le résultat d'un processus de paix bloqué. Le 13 janvier 2001 encore, les Palestiniens ont exécuté deux de leurs compatriotes pour collaboration avec l'ennemi. Ils auraient passé des informations aux autorités israéliennes qui auraient permis aux commandos secrets de celles-ci de tuer des activistes du Fatah.

3.2.6 La forme d'une indépendance palestinienne éventuelle

A la fin de la diaspora palestinienne et après la solution des problèmes mentionnés ci-dessus, il y a le rêve de proclamer un Etat palestinien. Pour cette dernière étape de l'évolution, les Palestiniens focalisent leur énergie et insistent vigoureusement sur la réalisation de leur demande. Leur chef d'Etat ne serait plus le simple quémandeur dans la Ligue arabe, mais il pourrait défendre avec assurance et sur un pied d'égalité les intérêts de son peuple.

Au début de la réflexion sur une indépendance de la communauté palestinienne, il faut définir le terme d'Etat. L'Etat se caractérise entre autres par un territoire nettement limité, une population y résidant en permanence, le pouvoir efficace et durable d'un gouvernement sur le territoire et le peuple, un minimum de stabilité et de légitimité dans la société. Suivant cette définition, l'Etat dispose d'une structure réelle tout en étant un symbole d'identité. Une des conditions la plus

¹³⁹ Anonyme, « Naher und Mittlerer Osten: Israel », Österreichische Militärzeitschrift, 2, 2000, p. 232.
Anonyme, « Proche-Orient, la déchirure : Présentation – Les questions en suspens – Les prisonniers », Le Monde diplomatique, <http://www.monde-diplomatique.fr/cahier/proche-orient/diaspora>, 30.10.2000.

¹⁴⁰ GRESH, Alain, « Comment la paix fut manquée », Le Monde diplomatique, Manière de voir 54, novembre-décembre 2000, p. 17.
WATZAL, Ludwig, « Die Lage der Menschenrechte im israelisch-palästinensischen Friedensprozess », S+F, 2, 1996, p. 95.

¹⁴¹ Celles-ci sont/étaient contre la signature de la convention de l'O O.N.U. contre la torture.

importante à remplir est celle de la capacité de survivre, dont dépendent toutes les autres caractéristiques¹⁴². Ce chapitre s'occupe de l'aspect extérieur de l'Etat palestinien convoité, tandis que le paragraphe suivant traitera l'identité et donc le caractère national et la légitimité de la direction politique.

Il n'y a pas de doute que les Palestiniens remplissent dès à présent des conditions essentielles pour la fondation d'un Etat. Un territoire, un peuple et une représentation reconnue sur le plan international confèrent à l'autonomie palestinienne un « caractère quasi étatique »¹⁴³, présenté fièrement vers l'extérieur par un drapeau national, un hymne national, des passeports, des timbres et une compagnie aérienne avec un aéroport international¹⁴⁴.

Comme territoire, le plan de paix américain prévoit, avec la bande de Gaza et la Cisjordanie (Jérusalem-Est), deux satellites palestiniens reliés par une route de transit protégée en permanence. Ce nerf vital extrêmement vulnérable ne serait guère capable d'assurer la continuité territoriale du futur Etat palestinien. En même temps, ce corridor diviserait le territoire israélien en une partie Nord et une partie Sud. Un fait qui, vu les intérêts de sécurité israéliens, rencontrerait une résistance énorme, sans parler de l'établissement de couloirs aériens au-dessus du territoire métropolitain israélien réservés exclusivement aux Palestiniens¹⁴⁵. La souveraineté des territoires occupés signifierait pour les Israéliens qu'ils ne disposeraient plus à eux seuls de ressources en eau importantes. Dans la vallée du Jourdain, un Etat palestinien se trouverait en aval d'Israël et devrait investir beaucoup pour traiter l'eau salée du Jourdain. En Cisjordanie, la situation serait différente. A cause des réserves d'eau souterraine qui s'y trouvent, les Palestiniens seraient en amont de la côte israélienne avec ses centres industriels¹⁴⁶.

Les instances sont l'ossature du règne efficace et durable d'un gouvernement¹⁴⁷. Sur ce point, les avis divergent quant aux autorités existantes. Les autorités du gouvernement et de l'administration ou un appareil de police organique représentent l'institutionnalisation de la communauté nationale palestinienne, tandis que la concentration du pouvoir dans les commissions politiques de Yasser Arafat lie étroitement la stabilité de l'Etat à son existence. En sa personne, il réunit la présidence du comité exécutif de l'O.L.P., du Conseil national palestinien

¹⁴² D'autres caractéristiques, qui ne font pas l'objet de cette étude, sont le droit de conclure des traités (souveraineté extérieure) et une capacité de se défendre contre des menaces extérieures, déjà discutées dans le paragraphe 3.2.2.

ASSEBURG, Muriel, *Palästina auf dem Weg zum Staat: Determinanten, Entwicklungen, Szenarien*, Ebenhausen; SWP, avril 1999, pp. 13-14.

¹⁴³ PAULSEN, Thomas, « Schwierige Verhältnisse », *Internationale Politik*, 7, 1999, p. 13.

ASSEBURG, Muriel, *Palästina auf dem Weg zum Staat: Determinanten, Entwicklungen, Szenarien*, Ebenhausen; SWP, avril 1999, pp. 16-17.

¹⁴⁴ BREMER, Jörg, « Clinton könnte auf seiner Nahost-Reise zwischen alle Fronten geraten », *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 12.12.1998, p. 3.

¹⁴⁵ Une diplomatie de navette palestinienne résultant des données territoriales dépendrait de la bonne volonté des Israéliens.

¹⁴⁶ SCHIFFLER, M., « Konflikte um Wasser – ein Fallstrick für den Friedensprozess im Nahen Osten? », *Aus Politik und Zeitgeschichte*, 11, 1995, p. 13.

¹⁴⁷ Voir annexe 9: Les instances politiques des Palestiniens dans la phase intérimaire.

(C.N.P.) et de l'Autorité palestinienne (A.P.) élue en 1996. En laissant un vide juridique par son retrait partiel des territoires occupés Israël a offert à M. Arafat l'occasion de marginaliser le Conseil législatif palestinien (C.L.P.). Avant 1999, M. Arafat a pris plus de 482 décrets présidentiels qui ont établi l'ordre social palestinien dans son sens sans passer par les procédures de contrôle ou d'approbation parlementaire. Parallèlement, il n'a soumis que 15 projets de loi votés au C.L.P.¹⁴⁸.

Ce style de direction autocratique revêt une importance particulière en vue de sa succession, qui n'est pas encore connue. En attisant la discorde entre ses adversaires et en encourageant le culte de sa personne, il a empêché l'établissement d'une deuxième personnalité généralement reconnue par le peuple palestinien. A 71 ans et malade, à en croire les rumeurs, il ne lui reste pas beaucoup de temps pour désigner un « dauphin » et assurer la continuité et par là la stabilité de son régime. Cependant, son décès pourrait aussi annoncer un nouveau départ plein d'espoir pour la cause palestinienne. M. Arafat, ayant grandi en exil, est un homme du combat qui est habitué à diriger une armée de libération par des ordres, et il ne peut ou ne veut pas accorder à la société palestinienne une participation plus importante au développement du pays¹⁴⁹.

Un pilier de la capacité à survivre d'un Etat est sa performance économique. Depuis le massacre d'Hébron de 1994 et les actes de représailles consécutifs commis par des martyrs islamistes originaires des territoires occupés, l'Etat hébreu pratique une stratégie de séparation pour protéger ses habitants. Après chaque attentat, la bande de Gaza et la Cisjordanie sont bouclées. L'exclusion des travailleurs migrants palestiniens de leurs postes de travail au territoire métropolitain d'Israël qui en résulte sape l'interpénétration intensive des deux économies¹⁵⁰. En 1996, seulement 35 000 Palestiniens des territoires occupés ont reçu une autorisation de travailler au-delà de la frontière. Dans la même période, 300 000 travailleurs immigrés ont pris en charge les postes vacants sur le marché du travail israélien, un processus qui a dégradé considérablement les relations avec les Palestiniens modérés¹⁵¹. L'intention d'Oslo qui consistait à rapprocher les deux parties pendant la phase intérimaire par une imbrication des intérêts d'un côté et la politique de bouclage israélienne de l'autre côté trouvent un dénominateur commun dans les industrial parks situés le long de la frontière. On pourrait créer des emplois pour les Palestiniens et pour les Israéliens sans avoir besoin d'accéder au territoire métropolitain israélien.

¹⁴⁸ ASSEBURG, Muriel, Palästina auf dem Weg zum Staat: Determinanten, Entwicklungen, Szenarien, Ebenhausen; SWP, avril 1999, pp. 16-17, 45-53.

¹⁴⁹ Le ministre palestinien de la justice Fureih Abu Midein voit en Yasser Arafat le dernier général à régner sur les Palestiniens.
BEDNARZ, Dieter, « Arafat steht unter Druck », Der Spiegel, 29, 2000, pp. 128-129.

¹⁵⁰ STÜRMER, Michael, Zum Friedensprozess im Nahen Osten: Lage und Logiken, Ebenhausen; SWP, 1995, p. 10.

¹⁵¹ Les travailleurs immigrés proviennent surtout de l'Europe orientale, de l'Asie et de l'Afrique.
WEYLAND, Petra, « Bericht über eine Reise in die Westbank/Gazastreifen », Beiträge zu Lehre und Forschung, Führungsakademie der Bundeswehr Hamburg, Fachbereich Sozialwissenschaften, 1, 1998, p. 23.

Mais ceci nécessiterait des investissements de bailleurs de fonds étrangers. Sous l'égide israélienne, on aurait l'impression d'une occupation continuée par d'autres moyens¹⁵².

Ceci montre d'une façon particulièrement nette l'interdépendance entre l'économie palestinienne et l'évolution du processus de paix. Non seulement les travailleurs migrants mais aussi les investisseurs étrangers dépendent d'un environnement stable et pacifié. La compétitivité, inférieure à celles des concurrents égyptien et jordanien, a fait croître le déficit commercial avec Israël de 800 mio. de dollars en 1990 à 1,7 mill. de dollars en 1998¹⁵³. Un autre problème est celui du système d'impôts rudimentaire de l'Autorité palestinienne. Ses recettes ne couvrent qu'une faible partie des coûts pour la fonction publique, ce qui fait de l'Etat palestinien un « pensionnaire » typique et le pousse dans la dépendance de bailleurs de fonds étrangers¹⁵⁴.

Cet aperçu montre que la proclamation d'un Etat palestinien dans la situation actuelle donnerait naissance à une construction très instable. La dépendance de flux financiers externes, un appareil de direction orienté sur des personnes et la division du territoire témoignent d'une instabilité latente. Au moins les deux premières caractéristiques marquent aussi beaucoup les Etats voisins, mais pour Israël, la question de savoir si le peuple palestinien a la maturité nécessaire pour former un Etat est vitale au sens de ses propres intérêts de sécurité. Israël ne tolérera pas un Etat palestinien si proche de ses centres vitaux qui ne pourra garantir une certaine stabilité (contrôle de l'opposition extrémiste, netteté et transparence de la conception, continuité dans la direction politique). C'est pourquoi la proposition américaine prévoit une phase de transition prolongée pendant laquelle une présence internationale et une restriction des droits de souveraineté essentiels (pas d'armée, utilisation de l'espace aérien palestinien par les Israéliens, zones de sécurité) donneront aux Palestiniens le temps de se développer et de répondre aux conditions israéliennes préalables à un retrait total des territoires occupés. D'autre part, et il paraît que les Palestiniens considèrent ce point comme plus important que la prospérité économique ou le degré de souveraineté, l'acte symbolique de la proclamation de l'Etat palestinien pourrait avoir lieu sous peu de temps si ces conditions étaient acceptées.

¹⁵² STÜRMER, Michael, Zum Friedensprozess im Nahen Osten: Lage und Logiken, Ebenhausen; SWP, 1995, p. 10.

¹⁵³ Des raisons pour ce manque de compétitivité sont : des dispositions légales rendant difficiles les exportations, des règlements administratifs, des prix d'importation trop élevés des matières premières. Anonyme, « Proche-Orient, la déchirure : Présentation – Un Etat palestinien en construction – Une économie à développer », Le Monde diplomatique, <http://www.monde-diplomatique.fr/cahier/proche-orient/>, 21.11.2000.

¹⁵⁴ HADI, M. A., « Unabhängigkeit oder Katastrophe », Internationale Politik, 7, 1995, p. 23. Un Etat pensionnaire est caractérisé par la dominance des transferts étrangers, l'interventionnisme étatique et l'indépendance de l'Etat de la base sociale. Les recettes de l'A.P. de 816 mio. de dollars en 1997 se répartissent comme suit : 26 % d'impôts, 15 % de primes d'assurances et de taxes et 59 % de remboursements de recettes israéliennes. Un manque de 50 mio. de dollars pour financer les autorités a été supporté par des pays donateurs, ce qui était aussi le cas pour tous les investissements publics. ASSEBURG, Muriel, Palästina auf dem Weg zum Staat: Determinanten, Entwicklungen, Szenarien, Ebenhausen; SWP, avril 1999, pp. 89-90.

3.2.7 La garantie de la paix vers l'intérieur

Pour imposer un accord sur un statut définitif, la direction de l'O.L.P. autour de Yasser Arafat et le gouvernement israélien ont besoin d'un large consensus au niveau de la société. Si, du point de vue du peuple, l'Etat représente le foyer de son identité et si un gouvernement a besoin d'une légitimation par le peuple, il faudra mettre les deux en évidence dans les populations israélienne et palestinienne afin de pouvoir situer les positions actuelles lors des négociations.

3.2.7.1 La recherche palestinienne d'une identité étatique

Les vagues de protestations qui se déchaînent presque tous les jours sur les territoires occupés depuis septembre 2000 et les grandes manifestations à l'occasion des funérailles de martyrs de l'Intifada cachent le fait que les Palestiniens sont divisés en groupements divergents. Rien que l'aspect géographique a pour conséquence que les habitants de la bande de Gaza se sentent plus proche de l'Egypte et, de façon analogue, ceux de la Cisjordanie tendent plutôt vers le royaume jordanien et ceux de la Galilée vers la Syrie¹⁵⁵.

La société est dominée par le système de famille patriarcal, dans lequel le père tient les rênes et les anciens disposent des jeunes. Cela signifie que la jeune génération (50 % de la population ont moins de 18 ans) souffre non seulement de l'occupation israélienne mais est en plus marginalisée par la population palestinienne même. Ce double « joug » les rend extrêmement réceptifs pour des organisations militantes telles que le Hamas, par lesquelles ils cherchent à fuir leur vie quotidienne. Malgré l'évolution sociale, les anciennes familles et les élites traditionnelles en Cisjordanie ont gardé une grande influence. Leur pouvoir se base sur leurs terres, leur réputation, leurs relations avec l'étranger, le clientélisme, auquel je reviendrai dans cette étude, et sur une vie religieuse exemplaire. Ces familles se trouvent en concurrence directe avec les nouvelles élites économiques qui doivent leur existence à l'essor économique dû à l'échange commercial avec Israël. Avec l'établissement d'un marché palestinien des biens de consommation, le niveau de vie élevé en Cisjordanie a fait naître un monde de petites entreprises qui réclament désormais leur participation au pouvoir¹⁵⁶.

Des intellectuels aux ambitions plutôt politiques, que l'O.L.P. avait choisi comme représentants efficaces vis-à-vis de l'extérieur, ont dû faire l'expérience qu'ils jouaient bien un rôle important sur la scène internationale mais manquaient de base dans la société palestinienne en raison des structures historiques¹⁵⁷.

¹⁵⁵ ENCEL, THUAL, « Les facteurs ethno-culturels et religieux : le problème de la Palestine », Conférence CID, Amphi Foch, Ecole Militaire, Paris, 03.01.2001.

¹⁵⁶ La bande de Gaza ressemble, par contre, à un camp de réfugiés gigantesque. Suivant les indications de l'autorité statistique palestinienne, 1 039 580 Palestiniens, dont 798 444 réfugiés, étaient répartis en 1998 sur 378 kilomètres carrés, ce qui correspond à une densité de la population de 2 750 habitants par km². Anonyme, « Proche-Orient, la déchirure : Présentation – Les questions en suspens – Les réfugiés – La diaspora palestinienne », Le Monde diplomatique, <http://www.monde-diplomatique.fr/cahier/proche-orient/diaspora>, 30.10.2000.

¹⁵⁷ LEMARCHAND, P., Israël/Palestine Demain, Editions Complexe, 1996, pp. 43-52.

Un deuxième fossé s'est creusé entre les anciennes familles palestiniennes et les réfugiés. S'il est impossible d'accueillir d'autres réfugiés dans la bande de Gaza à cause de la densité de la population, les élites en Cisjordanie voient dans les réfugiés rentrants d'abord des rivaux sur les marchés limités du logement et du travail. M. Arafat et la tête de son O.L.P. est une exception ; depuis leur arrivée, ils ont réussi à prendre pied dans ce conglomérat de rivalités sociales et régionales et à s'appuyer sur les élites de la Cisjordanie¹⁵⁸.

Etant l'incarnation de la lutte de libération palestinienne, le dirigeant de l'O.L.P. compte parmi les rares personnalités qui unissent les Palestiniens. Lors des élections pour l'Autorité palestinienne en 1996, il a reçu une majorité écrasante de 87,1 % des voix. 66 des 88 délégués élus du C.N.P. sont membres de son Fatah, qui est le plus grand mouvement au sein de l'O.L.P.¹⁵⁹. Mais après sept ans de processus de paix, sa réputation au sein du peuple est en déclin. Pour les uns, il est devenu un homme de main des Israéliens qui accable les Palestiniens d'un deuxième régime de terreur ; d'autres lui reprochent d'avoir profité de sa position pour installer un régime autocratique¹⁶⁰. Son instrument central est le clientélisme. Il se traduit par le dévouement d'un nombre aussi élevé que possible de groupes sociaux, d'opposants et de camarades du temps de son exil à Tunis. Ces hommes ont reçu des postes parmi les autorités des territoires autonomes. Ce système a créé un appareil étatique hypertrophié et incompétent de plus de 80 000 employés, dont 35 000 membres des services de police et de sécurité¹⁶¹. Comme la plupart de ces personnels n'ont encore jamais assumé une fonction politique ou ne sont pas capables de réaliser la transition d'une armée de libération orientée sur le système de l'ordre et de l'obéissance vers une bureaucratie gouvernementale, l'abus de pouvoir et la corruption sont très répandus¹⁶². L'irritation sur les maux cités ci-dessus en liaison avec le mécontentement résultant de la stagnation du processus de paix ne cessent de renforcer l'opposition. Le clientélisme empêche cependant la formation d'un front unique et solide contre la politique de M. Arafat. C'est donc moins le travail gouvernemental convaincant du dirigeant de l'O.L.P. qui stabilise sa position que le manque d'alternatives bien définies¹⁶³.

¹⁵⁸ TIMM, Klaus, « Nahostverhandlungen: Hürden und Optionen », Vereinte Nationen, 6, 1997, p. 198.

¹⁵⁹ Malgré des appels au boycottage lancés par les forces oppositionnelles et groupes islamiques, la participation électorale s'élevait à 86 % dans la bande de Gaza et à 73 % en Cisjordanie.
USHER, Graham, « La Palestine en quête de démocratie », Le Monde diplomatique, Manière de voir 54, novembre-décembre 2000, p. 48.

¹⁶⁰ WEYLAND, Petra, « Bericht über eine Reise in die Westbank/Gazastreifen », Beiträge zu Lehre und Forschung, Führungsakademie der Bundeswehr Hamburg, Fachbereich Sozialwissenschaften, 1, 1998, p. 7.

¹⁶¹ Ceci correspond à 20 % du total de la population active palestinienne. Ces chiffres se relativisent un peu si on tient compte de la multiplication des autorités gouvernementales et administratives due à la discontinuité territoriale et du fait que ce nombre énorme de postes a aussi été établi pour créer des emplois.
ASSEBURG, Muriel, Palästina auf dem Weg zum Staat: Determinanten, Entwicklungen, Szenarien, Ebenhausen; SWP, avril 1999, pp. 65-66.

¹⁶² NASSER, Majed, « Das Dilemma bleibt », Vereinte Nationen, 6, 1997, p. 206.

¹⁶³ LEMARCHAND, P., Israël/Palestine Demain, Editions Complexe, 1996, pp. 36-37.

Les émeutes palestiniennes du mois de septembre de l'année passée doivent aussi être considérées sous cet aspect de la cimentation de la position du chef palestinien. Comme modèle de ces émeutes, l'Intifada du 08 décembre 1987¹⁶⁴ qui peut être considérée comme une des dates-clés de la naissance d'une conscience nationale¹⁶⁵, aucun Palestinien vivant dans les territoires occupés ne pouvant s'exclure de la révolte nationale. Dirigeant d'une organisation de libération, Yasser Arafat est ici dans son élément le plus original et peut orienter toutes les forces sociales sur l'objectif d'un Etat palestinien.

3.2.7.2 Les courants internes de la société israélienne

Un article paru dans le « Jérusalem Post » à l'occasion des cérémonies du 50^e anniversaire de la fondation de l'Etat israélien reflète d'une manière exemplaire la situation émotionnelle de la société juive : « Où, une génération avant, il y avait un David décidé, il y a aujourd'hui un Goliath ambivalent »¹⁶⁶. Pendant des décennies, des guerres ont soudé le peuple israélien dans une lutte commune pour la survie. Avec le début du processus de paix et la réduction des dangers extérieurs qui l'accompagne, les fossés qui divisent une population hétérogène ou la question de sa propre identité, gagnent de plus en plus d'importance. Des habitants provenant de plus de 80 pays forment le tableau d'un creuset ethnique, religieux, culturel et social qui pourrait se transformer, en temps de paix, en une tour de Babel¹⁶⁷.

Ashkénazes contre Séfarades, Juifs séculiers contre Juifs religieux, les Israéliens arabes et les immigrants russes arrivés depuis la fin des années 80 constituent les pôles et blocs dominants de la société israélienne, qui se chevauchent partiellement. Bédouins, Druzes et autres communautés religieuses marginales mineures contribuent à l'émiettement du peuple.

Israël entre l'Orient et l'Occident, ainsi pourrait se résumer le premier clivage qui divise la société. Les premiers immigrants, les Ashkénazes, venaient surtout de l'Europe centrale et orientale et aspiraient au modèle sioniste d'une société socialiste, sans classes. Les premières personnalités dirigeantes du jeune Etat étaient originaires de ce groupe. Vinrent s'ajouter à cette couche les survivants de la terreur nazie du Troisième Reich. Par rapport aux Ashkénazes, les Séfarades et leurs coreligionnaires orientaux travaillaient d'abord dans des professions moins prestigieuses, ce qui causait des tensions sociales. Ce n'est qu'au cours des années 70 et 80 qu'ils vécurent un essor social, et c'est depuis cette période qu'ils fournissent aussi la majorité de la

¹⁶⁴ Ce soulèvement fut déclenché par un accident de la route au point de contrôle d'Eres à la frontière entre Israël et la bande de Gaza. Le 08 décembre 1987, un camion israélien a embouti plusieurs voitures arabes de la bande de Gaza. Quatre Palestiniens étaient tués, sept autres gravement blessés. Les Arabes interprétaient cet accident comme un acte de représailles pour la mort d'un commerçant israélien tué la veille par balles en pleine rue à Gaza. Lorsque, le soir du 8 décembre, des milliers de Palestiniens rentraient des cérémonies funèbres au camp de réfugiés de Jebalya, ils attaquèrent un poste militaire israélien au camp en lançant des pierres. La vague de protestations gagna d'abord l'ensemble de la bande de Gaza et ensuite la Cisjordanie.
Anonyme, Intifada, http://www.bpb.de/info-franzis/html/body_i_247_3.html.

¹⁶⁵ NIESWANDT, Reiner, *Abrahams umkämpftes Erbe*, Stuttgart; Verlag Katholisches Bibelwerk, 1998, p. 117.

¹⁶⁶ Anonyme, « Naher und Mittlerer Osten: Israel », *Österreichische Militärzeitschrift*, 5, 1998, p. 598.

¹⁶⁷ LEMARCHAND, P., *Israël/Palestine Demain*, Editions Complexe, 1996, p. 21.

population. Plus nationalistes et moins tolérants vis-à-vis des Arabes que les Juifs européens, ils refusent leur accord à toute cession de territoire dans le cadre du processus de paix et comptent parmi les partisans des partis de droite¹⁶⁸.

Le déclin des piliers sionistes – du kibboutz et du syndicat travailliste Histadrout – a permis à Israël de restaurer sa religion et son histoire. Lors de la discussion sur une identité juive, la Bible était d'un attrait énorme. Beaucoup des colons dans les territoires occupés, surtout dans les régions de la Cisjordanie évoquées par l'Ancien Testament, se prennent aujourd'hui pour les vrais descendants du sionisme¹⁶⁹. Pour eux, la nostalgie de la diaspora de Sion (Jérusalem), le « lien intérieur » avec la Terre promise, qu'ils chérissent depuis 2000 ans, forme le point de départ du mouvement. Selon eux, la version socialiste de Theodor Herzl n'aurait été rien d'autre qu'une phase politique du vrai sionisme, qui est religieux. Cette transfiguration sacrée du sionisme, qui avait d'abord une orientation séculière, interdit à ses partisans d'abandonner la terre que la Bible a octroyée aux Juifs. Leur non aux efforts de paix pèse d'autant plus lourd qu'ils refusent toute discussion rationnelle¹⁷⁰.

Les Arabes israéliens, qui disposent des mêmes droits et obligations que les autres citoyens (exception faite de Jérusalem), témoignent de la possibilité d'une coexistence arabo-juive en Israël. Cependant, il y a tant de façons de les voir (cela va d'un « pont israélo-arabe » jusqu'à la « cinquième colonne des Palestiniens »), que l'on peut soupçonner une crise d'identité¹⁷¹. Le désir d'intégration et du soutien palestinien reflète les états d'âme changeants. Avec les détenteurs du pouvoir israélien, il y a un désaccord concernant la forme étatique des territoires occupés, les frontières de 1967, l'annexion de Jérusalem-Est et le droit au retour des réfugiés palestiniens¹⁷². Les craintes des Israéliens qui redoutent le danger arabe dans leur propre pays sont en outre confirmées par l'évolution démographique. Ensemble avec les 3,05 mio. de Palestiniens dans les territoires occupés, ils forment une communauté arabe d'environ 4 mio. d'habitants. Sur l'ancien territoire sous mandat britannique, cela correspond pour les 4,78 mio. de Juifs à une majorité de 54 %. Si le taux de croissance palestinien, trois à quatre fois plus élevé

¹⁶⁸ Parmi les personnalités dirigeantes ashkénazes on trouve David Ben Gourion, Golda Meir et Chaïm Weizmann. Par erreur, les Séfarades sont identifiés avec les Juifs orientaux, mais la racine sepharad (= Espagne) témoigne de leur origine ibérique.
TOPHOVEN, Irmgard, « Israel: Grundzüge der israelischen Gesellschaft », Informationen zur politischen Bildung, 247, 1995, pp. 40-41.

¹⁶⁹ En 1998, encore 3 % des Israéliens vécurent dans un des 260 kibboutzim. Des travailleurs immigrés et un gaspillage écologique (consommation de 40 litres d'eau pour la récolte d'une seule orange) ont amolli la réputation du kibboutz comme germe de la communauté juive. L'Histadrout fondée en 1920, qui comprenait une fois 70 % de la population active, dégénérait de plus en plus et devenait une représentation des intérêts politiques de la fonction publique.

Les ultraorthodoxes mettent en question l'Etat même, parce que celui-ci ne peut être créé que par le Messie.
KOLLEK, Teddy, « Streit und Hader-warum feiern », Der Spiegel, 18, 1998, pp. 160-171.

¹⁷⁰ ZIMMERMANN, M., « Geschichte umschreiben: Was ist Zionismus? », Aus Politik und Zeitgeschichte, B14, 1998, p. 14.

¹⁷¹ Anonyme, « Naher und Mittlerer Osten: Israel », Österreichische Militärzeitschrift, 5, 1998, p. 598.

¹⁷² KOCH, Jutta, « Profile islamischer Bewegungen in Israel und in den besetzten Gebieten », Wissenschaftliche Dienste des Deutschen Bundestages, 133, 1993, p. 24.

que celui des Juifs, poursuit son rythme actuel, le rapport s'inversera entre 2007 et 2013. Le pourcentage des Arabes israéliens par rapport à l'ensemble de la population israélienne sur le territoire métropolitain augmenterait de 17 % actuellement à 21 à 26 % en 2025¹⁷³.

L'Etat hébreu a accueilli, depuis 1986, plus d'un mio. d'immigrants russes. L'intention du gouvernement Likoud de l'époque était de contrer la pression démographique palestinienne mentionnée ci-dessus et d'aider les Ashkénazes à rétablir leur majorité dans la population. Or, les nouveaux citoyens forçaient la marginalisation des Juifs dans leur propre société. Restant fidèles à la culture européenne et à la langue russe, ils établirent leur propre réseau économique et commercial, 2 chaînes de télévision et 16 journaux russes et, ce qui est unique dans l'histoire israélienne, un parti quasi ethnique¹⁷⁴.

Seule l'armée a pu garder, avec quelques restrictions, sa position dans l'agitation de l'identité nationale. S'il y a une chose qui puisse réunir les Israéliens dans les turbulences actuelles, c'est la sécurité du pays, même si cette notion est interprétée de façon variée. Le rang du chef d'état-major général prédestine quasiment au poste du Premier ministre¹⁷⁵. Mais la polarisation et la radicalisation des courants sociaux ont fait naître une multitude de partis qui, ensemble avec un scrutin à la proportionnelle (obtention d'un minimum de 1,5 % seulement), ont continuellement soumis le gouvernement israélien à des épreuves dures pendant les législatures de 4 ans. Aucun parti n'a encore réussi à gagner les 61 sièges à la Knesset nécessaires pour obtenir la majorité absolue. Le Likoud et le parti travailliste, les deux grands partis nationaux, ont toujours été dépendants de coalitions avec de petits groupements extrémistes, parmi lesquels le parti du Shas qui s'est établi comme troisième force et qui symbolise la revalorisation de la composante religieuse. L'orthodoxie et l'extrémisme au sein du parlement menacent non seulement la démocratie mais aussi un processus de paix continu¹⁷⁶. Le respect des intérêts des partenaires à la coalition qui sont, en fonction de la politique du jour, plus ou moins prêts à accepter des compromis avec les Palestiniens, exige que l'on agisse – si possibilité d'action il y a – avec

¹⁷³ Suivant des estimations, ce sont 970 000 Arabes israéliens qui vivent actuellement sur le territoire métropolitain.

Anonyme, « Proche-Orient, la déchirure : Présentation – Les difficultés de l'Etat israélien – La société israélienne divisée – L'enjeu démographique », *Le Monde diplomatique*, <http://www.monde-diplomatique.fr/cahier/proche-orient/>, 21.11.2000.

¹⁷⁴ Un autre effet secondaire négatif fut celui de l'« importation » du crime organisé.
VIDAL, Dominique, « Israël, une société se déchire », *Le Monde diplomatique*, Manière de voir 54, novembre-décembre 2000, p. 40.

¹⁷⁵ La réputation de l'armée n'est plus tout à fait intacte. La lassitude de guerre du peuple israélien se voit dans le grand pourcentage de jeunes citoyens qui essaient d'échapper au service militaire, tandis que 29 000 Juifs ultraorthodoxes ne sont même pas venus sous les drapeaux avant 1998.
KOLLEK, Teddy, « Streit und Hader-warum feiern », *Der Spiegel*, 18, 1998, pp. 160-171.

¹⁷⁶ Le Shas cherche à établir un propre système d'écoles pour les Juifs originaires du Maroc. Leur demande de s'orienter exclusivement vers le régime juridique religieux sape, dans la perception de beaucoup d'Israéliens séculiers, les valeurs démocratiques fondamentales de l'Etat.
BALKE, Ralf, *Israel*, München; C.H. Beck, 2000, pp. 100-110.

beaucoup de délicatesse. Ainsi, chaque élection devient un référendum par lequel le gouvernement vérifie la réaction aux concessions qu'il a proposées¹⁷⁷.

3.3 Les conséquences de l'évolution technique sur le processus de paix

Jusqu'ici, l'étude présente a traité surtout les facteurs géopolitiques permanents, tels que la géographie physique et humaine. Maintenant il s'agit de souligner l'importance des influences en progression rapide, en l'occurrence, de la technique, sur le processus de paix israélo-arabe. Certes, le progrès technique ne bouleversera pas les données géographiques, mais il contribue à modifier les rapports entre l'homme et son environnement, entre l'espace et le temps¹⁷⁸.

La position de force israélienne fondée depuis les élargissements de son territoire en 1967, sur une profondeur stratégique de l'espace, est devenue obsolète au plus tard avec les impacts de missiles Scud irakiens dans des agglomérations urbaines juives au cours de la guerre du Golfe. Parallèlement, le potentiel nucléaire israélien, officiellement inexistant¹⁷⁹, gardait son effet dissuasif même après des concessions territoriales au profit d'un accord avec les Palestiniens. En outre, la composante nucléaire fait pression sur les alliés américains obligés de protéger Israël contre la menace d'un emploi d'armes de destruction massive sur le plan diplomatique et par les matériels conventionnels les plus performants¹⁸⁰. Des systèmes de reconnaissance modernes tels qu'« Ofek »¹⁸¹, le programme antimissile « Flèche »¹⁸² ou des systèmes de détection lointaine offrent, même après la démilitarisation du Golan, une protection suffisante contre des attaques surprises.

Le terme de « gestion de l'eau » recèle des innovations qui ont pour but d'établir au Proche-Orient un équilibre entre l'offre et la demande pour une ressource très limitée, et ceci aux moindres coûts économiques et écologiques. Parmi les propositions les plus révolutionnaires on trouve le Peace Pipeline turque, l'importation d'eau du Nil, l'importation d'eau par voie maritime et des installations de dessalement de l'eau de mer. Ces dernières ont l'avantage de rendre l'utilisateur indépendant des interruptions des conduits causées par des crises¹⁸³.

¹⁷⁷ BADER, E.-M., « Der Verordnete Zeitdruck », Frankfurter Allgemeine Zeitung, 20.11.1999, p. 1.

¹⁷⁸ CHAUPRADE, A., Introduction à l'analyse géopolitique, Paris ; Ellipses Edition Marketing S.A., 1999, p. 251.

¹⁷⁹ La divulgation du secret par l'espion nucléaire israélien Mordechai Vanunu a provoqué, en octobre 1986, la publication d'un article dans le « Sunday Times » londonien prétendant qu'Israël possédait 100 armes nucléaires.
Anonyme, « Naher und Mittlerer Osten: Israel », Österreichische Militärzeitschrift, 4, 2000, p. 374.

¹⁸⁰ JOHANNSEN, M., « Die Chancen für eine Denuklearisierung des Nahen Ostens im Lichte des arabisch-israelischen Friedensprozesses », S+F, 3, 2000, p. 151.

¹⁸¹ Anonyme, « Naher und Mittlerer Osten: Israel », Österreichische Militärzeitschrift, 5, 1998, p. 600.

¹⁸² Anonyme, « Naher und Mittlerer Osten: Israel », Österreichische Militärzeitschrift, 4, 2000, p. 517.

¹⁸³ L'entreprise canadienne Medusa a conçu des conteneurs d'eau douce en plastique gigantesques que des remorqueurs tireront à travers la Méditerranée. La gestion de l'eau comprend, à côté de la composante matérielle, aussi des aspects du contrôle de la demande.
SCHIFFLER, M., « Konflikte um Wasser – ein Fallstrick für den Friedensprozess im Nahen Osten? », Aus Politik und Zeitgeschichte, 11, 1995, pp. 16-17.

Quant aux médias, leur rôle est souvent ambivalent. Moyen d'information à l'échelle mondiale, la terminologie rappelle à l'observateur attentif de la crise au Proche-Orient les images horribles de la mort de Mohammed al-Durra, un garçon de 12 ans, dont la mort sur une intersection à Netsarim (bande de Gaza) sous une grêle de balles a été filmée en direct par un caméraman le 30 septembre 2000¹⁸⁴. Seulement quelques semaines plus tard, le monde a pu assister au lynchage de deux soldats israéliens à Ramallah¹⁸⁵. Sans aucun doute, ces événements font bouillir l'âme du peuple. Les Palestiniens savent comment présenter le sacrifice de leurs enfants martyrs dans les médias afin de créer l'image d'un David palestinien obligé de se défendre contre un Goliath juif. M. Arafat même sait employer les médias pour consolider son autorité. Ainsi, les reportages des chaînes étatiques du C.L.P. élu se limitent aux discours d'invités étrangers ou du porte-parole du Conseil. Les Palestiniens ne sont guère informés sur le vrai travail de leur parlement, ce qui contribue au mépris de l'organe législatif¹⁸⁶.

En effet, les mass médias montrent Israël, les Palestiniens et les territoires occupés presque exclusivement en état de guerre, ce qui donne à l'observateur une image déformée. Les journalistes qui ne pensent qu'au tirage de leur périodique ou au taux de spectateurs de leur chaîne risquent de se concentrer sur les extrêmes au Proche-Orient et de passer sous silence l'autre côté qui est prêt à faire la paix¹⁸⁷.

3.4 Résumé provisoire

Déjà en 1977, des pourparlers secrets israélo-palestiniens faisaient naître l'idée d'un Etat en miniature en Cisjordanie et dans la bande de Gaza¹⁸⁸. Lors des négociations d'Oslo en 1993, Yossi Beilin et son homologue palestinien Mahmud Abbas avaient déjà ébauché un cadre semblable pour un accord sur le statut définitif, avec l'acceptation d'un Etat palestinien démilitarisé, l'annexion des centres de colonisation israéliens les plus importants, des postes d'observation et des zones de sécurité israéliennes dans la vallée du Jourdain ainsi qu'une capitale palestinienne « Al-Qods », formée par les banlieues de Jérusalem-Est Abu Dis, Bethunia et Azarieh¹⁸⁹. Par conséquent, devant cette toile de fond, le plan de paix américain ne contient pas d'initiatives révolutionnaires.

¹⁸⁴ REES, Matt, « The Bloody Mountain », Time, 16 octobre 2000, pp. 48-49.

¹⁸⁵ NÜSSE, Andrea, « Vom Bürgerkrieg zum Krieg », Nahost-Krise, <http://195.170.124.152/archiv/2000/10/12/ak-po-au-10928.html>, 22.10.2000.

¹⁸⁶ ASSEBURG, Muriel, Palästina auf dem Weg zum Staat: Determinanten, Entwicklungen, Szenarien, Ebenhausen; SWP, avril 1999, p. 51.

¹⁸⁷ BALKE, Ralf, Israel, München; C.H. Beck, 2000, p. 9.

¹⁸⁸ Issam Sartaoui, un partisan d'Arafat, a rencontré à Paris, par l'intermédiaire du Juif égyptien Henri Curiel, des personnalités de la gauche sioniste, entre autres le général Peled et l'ancien secrétaire général du parti travailliste Eliav.

ROULEAU, Eric, « Sept ans pour rien ? », Le Monde diplomatique, Manière de voir 54, novembre-décembre 2000, p. 30.

¹⁸⁹ TEMPEL, Sylke, « Frieden für den Nahen Osten », Die Woche, 04.12.1998, pp. 22-23.

ASSEBURG, Muriel, Palästina auf dem Weg zum Staat: Determinanten, Entwicklungen, Szenarien, Ebenhausen; SWP, avril 1999, p. 29.

Mais aujourd'hui comme à l'époque, ces propositions se heurtent aux blocages religieux et idéologiques des négociations parce que Israéliens et Palestiniens n'ont pas atteint, dans la phase intérimaire de 5 ans, un des objectifs d'Oslo qu'ils s'étaient fixés à eux-mêmes : le rapprochement de deux sociétés dont 100 ans de guerre ont fait des ennemis. C'est de ce rapprochement que dépend la réalisation de compromis dans les domaines les plus sensibles. Voilà pourquoi une majorité solide pour l'option favorable à la division de Jérusalem n'est guère possible, même si pour beaucoup d'Israéliens la meilleure partie de Yeroushalaym est aujourd'hui la voie rapide vers Tel-Aviv, et s'ils tournent le dos à cette ville c'est parce qu'elle est de plus en plus marquée par l'orthodoxie¹⁹⁰. Pour les Juifs comme pour les Palestiniens, Jérusalem reste le « nœud gordien » dans les négociations de paix, d'autant plus que pour M. Arafat, cette question n'a pas seulement une implication religieuse, mais sa reconnaissance politique dépend d'une capitale palestinienne sous le Dôme du Roc.

La colonisation continuelle¹⁹¹ dans les territoires occupés, qui fait partie de la politique israélienne de défense de ses intérêts de sécurité et la politique du fait accompli, n'a pas seulement augmenté l'amertume palestinienne, mais elle est aussi à l'origine de son propre dilemme sur le plan de la politique intérieure, causé par des colons fanatiques qui se considèrent eux-mêmes comme les « successeurs de Sion ». Dans une enquête qui visait les sources des tensions internes, 62 % des Israéliens considéraient le fossé entre Juifs religieux et séculiers comme le plus grand danger menaçant l'existence de l'Etat¹⁹². Il n'y a pas longtemps que le Centre Steinmetz à l'université de Tel-Aviv a confirmé ce chiffre en disant que dans la perception de la menace, les clivages internes (60 %) passaient avant les défis extérieurs¹⁹³. Etant donné qu'environ 2 mio. d'immigrants russes et Arabes israéliens pourraient éroder l'identité juive sur le plan démographique au cours des 10 ans à venir, les responsables doivent trouver une réponse à la question de savoir si Israël veut être un Etat des Juifs, resp. des citoyens juifs ou un Etat juif. Un judaïsme séculier, sans la Bible et sans la mission que celle-ci confère au peuple élu est-il concevable ? La réponse à ces questions décidera du futur déroulement du processus de paix, car un consensus social constitue la base du rapprochement des positions israélienne et palestinienne invoquée à Oslo¹⁹⁴.

¹⁹⁰ Anonyme, « Gottesstadt, Menschenfluch », Der Spiegel, 23, juin 1996, p. 151.

¹⁹¹ Un certain changement d'idées se profile, au moins au plus haut échelon politique, par la signature de la Charte de la Cour internationale de justice qui dénonce la colonisation des territoires occupés comme étant un crime. D'autres disent qu'Israël a seulement signé cette Charte pour garder son influence sur les institutions. Anonyme, « Israel stimmt UN-Strafgericht zu », Die Welt, 02.01.2001, p. 7.

¹⁹² 18 % considéraient la polarisation politique comme la plus grande menace, 6 % les conflits entre les Ashkénazes et les Séfarades. EHRlich, A., « Netanyahus Bilanz: Friedensprozess und Wahlen in Israel », Blätter für deutsche und internationale Politik, 4, 1999, p. 461.

¹⁹³ VIDAL, Dominique « Israël, une société se déchire », Le Monde diplomatique, Manière de voir 54, novembre-décembre 2000, p. 38.

¹⁹⁴ KOLLEK, Teddy, « Streit und Hader-warum feiern », Der Spiegel, 18, 1998, p. 168.

M. Arafat, de son côté, devra résoudre le dilemme des réfugiés palestiniens. S'il suit l'approche de la réalpolitik et renonce à la réalisation du droit au retour des Palestiniens, la conclusion d'une paix suivie de la création d'un Etat serait plus proche, mais il perdrait une des bases de sa légitimité dans la lutte de libération de son peuple. Dans cette hypothèse, la Ligue arabe, c'est-à-dire l'ensemble des pays d'accueil des réfugiés, serait amenée à connaître des manifestations de mécontentement organisées dans les camps en réaction à l'abandon du droit au retour, et dont ils se passeraient bien. Dans ce contexte, Washington devrait répondre aussi au reproche de mener une politique ambivalente, car les Américains ont, ensemble avec l'OTAN, détruit la Serbie par les bombes pour forcer le droit au retour des réfugiés albanais au Kosovo, tandis qu'ils demanderaient aux Palestiniens de renoncer à leur droit à eux¹⁹⁵.

Qu'importe la direction prise par les négociations de paix dans le « débat sur l'Etat », on ne verra pas à court terme une communauté palestinienne capable de survivre sans aide extérieure : les tendances néopatrimoniales de son régime¹⁹⁶ et la constellation défavorable des facteurs géoéconomiques s'y opposeraient. Dans la discussion publique, ceci donne un nouvel essor aux modèles alternatifs à celui d'un Etat indépendant. « La Palestine, c'est la Jordanie », ces paroles d'Ariel Sharon font allusion aux liens étroits qui existent entre les deux peuples. Beaucoup de familles jordaniennes de grand renom ont leurs origines en Palestine. Vu l'estime dont les membres de leur peuple jouissent en partie au royaume hachémite¹⁹⁷, les élites traditionnelles dans les territoires occupés à l'Ouest du Jourdain n'auraient rien contre une union de la Jordanie et la Palestine. Mais du vivant d'Arafat, adversaire du roi Hussein pendant les événements du « Septembre noir », une réalisation de l'option jordanienne sera illusoire¹⁹⁸. En 1997, le leader de l'opposition à la Knesset de l'époque, Ehoud Barak, poussait cette idée jusqu'à évoquer une confédération trilatérale (Israël, Jordanie, territoires palestiniens)¹⁹⁹. Des intellectuels palestiniens et juifs, tels que Martin Buber, soutiennent par contre une variante binationale. Actuellement, elle n'est qu'une utopie, parce qu'elle exige l'abandon des deux identités nationales. Mais en attendant des révisions sociales profondes, déclenchées par la découverte de la dimension intérieure une fois la menace extérieure réduite, personne ne peut rejeter complètement l'idée d'un foyer démocratique commun de Palestiniens et Israéliens²⁰⁰.

Une réflexion objective sur la définition d'intérêts communs nécessaires pour y arriver est reléguée en raison de la présence d'objectifs trop divergents de part et d'autre. Yasser Arafat

¹⁹⁵ SAID, W. S., « Clinton manœuvre, Arafat se tait », Le Monde, 18.01.2001, p. 15.

¹⁹⁶ Un régime néopatrimonial est caractérisé par des structures gouvernementales et administratives modernes, dominées cependant par des structures informelles et clientélistes. Une concentration systématique du pouvoir, un culte de la personne, le maintien de l'ordre par un réseau de relations personnelles et le manque d'une séparation entre les caisses publiques et privées en sont les caractéristiques principales.
ASSEBURG, Muriel, Palästina auf dem Weg zum Staat: Determinanten, Entwicklungen, Szenarien, Ebenhausen; SWP, avril 1999, p. 43-44.

¹⁹⁷ La reine actuelle de la Jordanie, par exemple, est d'origine palestinienne.

¹⁹⁸ LEMARCHAND, P., Israël/Palestine Demain, Editions Complexe, 1996, pp. 61-66.

¹⁹⁹ EBERHARDT, W., « Besser als ein Palästinerstaat », Focus, 36, 1997, pp. 260, 262.

²⁰⁰ TIMM, Klaus, « Nahostverhandlungen: Hürden und Optionen », Vereinte Nationen, 6, 1997, p. 195.

essaie de concilier la légitimité politique dans le processus de paix avec ses efforts d'empêcher la « fitna », le fratricide palestinien, par des concessions secrètes et ouvertes au Hamas. Bien que le lauréat du prix Nobel de la paix de 1993 ait renoncé, avec la reconnaissance d'Israël, à toute violence, il doit rendre hommage à la réputation excellente dont jouit le Hamas auprès du peuple²⁰¹.

Des forces démocratiques d'un côté et des forces religieuses-nationales de l'autre se disputent la société israélienne et menacent de la déchirer. Même si les armes nucléaires et les moyens de la haute technologie donnent un sentiment de sécurité, il faut d'abord s'occuper des guerres de tranchées internes et des signes de désintégration.

4. Les options de l'évolution future

Après avoir mis en relief, au dernier chapitre, le potentiel de conflit inhérent au processus, le premier paragraphe du chapitre présent étudie les questions syrienne et palestinienne et leur rôle dans la politique de paix israélienne. La deuxième partie abordera les approches et perspectives d'une restructuration régionale paisible au Proche-Orient. Les enseignements tirés de cette discussion permettront de savoir si, dix ans après Madrid, le processus de paix est devenu irréversible ou s'il faut toujours s'attendre à des retournements imprévisibles de situation, voire à des scénarios catastrophes.

4.1 La Syrie et la question palestinienne dans la diplomatie israélienne

Le paragraphe 3.2.7.2 souligne que l'idée de devoir s'arranger avec un Etat palestinien situé selon leurs convictions « à l'intérieur » de leurs propres frontières, ressemblerait pour de larges couches de la société israélienne à un cauchemar²⁰². Ce peuple palestinien, dont la composition est aussi hétérogène que celle du voisin juif, serait soumis à des luttes de pouvoir comparables, qui pourraient bouleverser rapidement l'existence d'une communauté déjà instable. Les vagues d'un tel bouleversement social déferleraient d'abord sur Israël.

C'est ici le point de départ d'une stratégie de « la Syrie d'abord », qui exclurait le problème palestinien²⁰³ et dont les avantages présumés pour les deux côtés apparaissent évidents, notamment après avoir réglé le problème du Golan. Par l'attribution de ces hauteurs disputées, la

²⁰¹ La grande importance attachée au travail de base, des dons provenant de l'Arabie Saoudite et du Koweït, des subventions au profit d'écoles, jardins d'enfants ou hôpitaux fondent la bonne réputation du Hamas, surtout dans la bande de Gaza, défavorisée.

Anonyme, « Bedauern allein reicht nicht », Der Spiegel, 32, 1997, pp. 116-118.

²⁰² WITETHUM, David, « Baraks Nachfolger muss Supermann und König Salomon sein », Die Welt, 19.01.2001, p. 7.

²⁰³ Une telle manière de penser correspond au programme d'Ariel Sharon, dirigeant du bloc conservateur du Likoud. Il plaide en faveur d'une prolongation de la phase intérimaire pendant laquelle il n'abandonnera aucune colonie, mais gardera un Jérusalem indivisible comme capitale israélienne, contrôlera la vallée du Jourdain et refusera le droit au retour palestinien.

DUPEYRON, Catherine, « Candidat au poste de premier ministre en Israel, Ariel Sharon veut maintenir le statu quo », Le Monde, 08.01.2001, p. 3.

Voir annexe 10 : Le futur État palestinien – la proposition de l'ancien gouvernement Barak en comparaison de la conception du M. Sharon.

Syrie gagnerait du prestige et confirmerait son hégémonie au Liban. Si elle était barrée de la liste américaine des « Etats parias » et recevait de cet Etat des aides à la reconstruction importantes, elle pourrait trouver une issue à sa crise économique persistante. Israël pourrait supprimer la dernière menace dans son voisinage immédiat et, en compensant des cessions de territoires par une supériorité nucléaire militaire, mettre en place une zone tampon naturelle avec l'Iraq²⁰⁴. En outre, après le dernier accord de paix avec tous les Etats voisins arabes, Yasser Arafat serait tout seul à faire face à un Israël consolidé, ce qui le forcerait à maintenir ses exigences territoriales maximales afin de ne pas apparaître comme perdant vis-à-vis de l'Egypte et de la Syrie²⁰⁵. Une position tellement extrême du dirigeant de l'O.L.P. dans les négociations, inacceptable pour la grande majorité de la population israélienne, tomberait bien pour les partisans d'une idéologie du Grand Israël parce qu'elle leur permettrait d'empêcher la création d'un Etat palestinien ou des cessions de territoires.

A cette stratégie indirecte vis-à-vis des aspirations d'autonomie palestiniennes, il faut répondre qu'un tel monopole nucléaire trouverait sa fin au moment où d'autres Etats dans la région auraient rattrapé leur retard. Si les Israéliens veulent profiter de leur « window of opportunity » nucléaire pour négocier depuis une position de force, il faut donc qu'ils se dépêchent²⁰⁶. Aux autorités palestiniennes, il ne resterait que le maintien de l'état d'exception de l'Intifada, et les extrémistes pourraient seulement élargir leurs activités terroristes à la bombe afin de forcer leurs voisins à se montrer plus conciliants. C'est entre autres par cette tactique d'attrition que les Palestiniens ont forcé leur reconnaissance par les Hébreux à Oslo en 1993.

Une paix durable et complète au Proche-Orient mettant fin au conflit israélo-arabe ne sera donc possible qu'après la conclusion d'un accord avec les Palestiniens sur le statut définitif et qu'après un accord de paix israélo-syrien.

4.2 Les structures transnationales au Proche-Orient

Nul autre que l'ancien Premier ministre israélien et lauréat du prix Nobel de la paix Shimon Peres n'évoque depuis quelque temps un « Nouveau Proche-Orient »²⁰⁷. L'accord de paix comme condition d'une régionalisation économique nécessaire pour rattraper le niveau de l'économie mondiale ne serait pas seulement un objectif suprême mais aussi une nécessité, car les Etats arabes auraient négligé leur prospérité économique, garant d'une stabilité sociale,

²⁰⁴ GRESH, Alain, « L'abcès syrien », *Le Monde diplomatique*, Manière de voir 54, novembre-décembre 2000, p. 61.

²⁰⁵ VEIT, Winfried, « Der Nahe Osten auf dem Weg zum Frieden », *Internationale Politik und Gesellschaft*, 2, 2000, p. 138.

²⁰⁶ Le Premier ministre israélien a remarqué sur ce point que cette fenêtre pourrait se fermer dans cinq à six ans lorsque l'Iran ou l'Iraq disposeraient d'un tel arsenal.
Anonyme, « Naher und Mittlerer Osten: Israel », *Österreichische Militärzeitung*, 1, 2000, p. 101.

²⁰⁷ VEIT, Winfried, « Der Nahe Osten auf dem Weg zum Frieden », *Internationale Politik und Gesellschaft*, 2, 2000, p. 133.

pendant tout un siècle d'affrontements avec le voisin israélien²⁰⁸. Des exemples d'une telle régionalisation sont l'Union européenne, l'accord de libre-échange nord-américain et l'Association des nations du Sud-Est asiatique²⁰⁹. Les négociations de Madrid devraient déboucher sur la construction d'une structure de sécurité dans une région qui n'a connu jusqu'à présent qu'un seul système de sécurité collective, celui des Arabes contre Israël.

Est-il donc vraiment réaliste de concevoir un régionalisme qui prévoit l'intégration d'Israël ? La peur, profondément enracinée dans la logique des décideurs politiques au Proche-Orient (qui identifient les relations économiques à la dépendance et la vulnérabilité de leurs propres pays) induit plutôt l'idée de la séparation que celle du regroupement des intérêts nationaux. L'hégémonie économique d'Israël nourrit des craintes arabes supplémentaires : que l'Etat hébreu soit le seul bénéficiaire d'une coopération économique renforcée²¹⁰.

Même si, dans un premier temps, les négociations de paix n'aboutissaient probablement qu'à une base de coopération minimale matérialisée par un accord dans lequel les deux parties renoncent à se faire la guerre²¹¹, les premiers fruits de concertations transnationales apparaissent déjà par exemple dans le traitement du problème de l'eau. Les accords israélo-jordaniens et la reconnaissance des droits à l'eau des Palestiniens (conformément à l'article 40 de l'accord d'Oslo II) pourraient, dans un des scénarios de conflit prédominants de l'avenir²¹², contribuer à créer la confiance. Si on élargissait ce principe aux autres riverains du Jourdain, la Syrie et le Liban, ce serait une approche multilatérale exemplaire au Proche-Orient. Des projets de construction transfrontaliers, par exemple la création d'une ligne ferroviaire reliant Israël, un Etat palestinien, la Jordanie, la Syrie, le Liban, la Turquie et enfin l'Europe, contribueraient eux aussi à la cohésion entre les pays²¹³.

²⁰⁸ KOCHER parle ici du train express de la mondialisation qui s'éloignera de plus en plus du Proche-Orient si le processus de paix continue à être retardé.

KOCHER, Victor, « Ein Nahostfrieden ohne al-Kuds », Neue Zürcher Zeitung, 20.01.2000, p. 5.

²⁰⁹ Actuellement il existe environ 80 conventions de libre-échange régionales dans le monde, un phénomène qui refléure après la période glaciaire bipolaire.

CHAUPRADE, A., Introduction à l'analyse géopolitique, Paris ; Ellipses Edition Marketing S.A., 1999, p. 265.

Une zone de libre-échange gigantesque, voilà un projet que l'Union européenne voudrait parrainer avec son initiative dans la Méditerranée lancée en 1994. Elle devrait profiter à l'Europe, aux riverains de la Méditerranée et au Proche-Orient.

BEN-AMI, Shlomo, « Regionales Gleichgewicht: Der Friedensprozess aus israelischer Sicht », Internationale Politik, 7, 1995, p. 15.

²¹⁰ STÜRMER, Michael, Zum Friedensprozess im Nahen Osten: Lage und Logiken, Ebenhausen; SWP, 1995, p. 23.

PERTHES, Volker, Regionale Dynamiken im Nahen und Mittleren Osten und die Grenzen externen Einflusses, Ebenhausen; SWP, 1999, p. 18.

²¹¹ Comparable à la guerre froide entre l'Egypte et Israël.

²¹² L'ancien secrétaire général des Nations unies pronostiquait en 1986 une guerre au Proche-Orient pour les ressources d'eau.

LEMARCHAND, P., Israël/Palestine Demain, Editions Complexe, 1996, p. 76.

²¹³ WINDFUHR, Volkhard, « Palästina ist eine Zeitbombe », Der Spiegel, 9, 2000, p. 183.

Dans ce contexte, on prend souvent comme modèle l'évolution de l'Europe après la Seconde Guerre mondiale. Mais il ne faut pas oublier que l'Union européenne unit des Etats démocratiques qui chérissent les mêmes valeurs et partagent des cultures, traditions religieuses et habitudes comparables. En outre, le bloc de l'Est incarnait un danger extérieur ressenti en commun, ce qui a beaucoup consolidé le sentiment d'affinité entre les pays de la sphère occidentale. Israël et les nations arabes, par contre, ne représentent pas une zone culturelle homogène, et il n'existe pas de menace régionale considérée comme telle²¹⁴.

4.3 Les pires scénarios imaginables

C'est ce manque de critères partagés par tous qui crée le potentiel de conflits et pèse comme une épée de Damoclès au-dessus de cet espoir d'un Proche-Orient coopératif et prospère issu du processus de paix.

Les négociations de paix ont agi comme un catalyseur sur l'aliénation des partisans et des adversaires de concessions et accords supplémentaires dans la société israélienne et des territoires occupés. Des soulèvements ressemblant à une guerre civile pourraient marquer le début d'un processus de désintégration des sociétés palestinienne et juive²¹⁵. Dans le cas d'une stagnation continue des négociations, un autre scénario serait celui de la proclamation unilatérale d'un Etat palestinien par le dirigeant frustré de l'Autorité palestinienne Yasser Arafat. Israël condamnerait celle-ci comme infraction aux accords d'Oslo et répondrait par l'annexion de ses territoires colonisés en Cisjordanie et dans la bande de Gaza²¹⁶.

Potentiellement instables, car sans légitimation démocratique et en raison de leurs pouvoirs militaires et de leur ordre de succession monarchique, les régimes arabes se montrent particulièrement sensibles aux manifestations de solidarité de leurs populations avec les Palestiniens en révolte. La conséquence en serait la renaissance d'une ambiance anti-israélienne ou anti-occidentale qui instrumentaliserait le pétrole comme arme²¹⁷. Dans le cadre d'une telle évolution de la situation, la Jordanie se trouverait dans une situation quasiment sans issue.

²¹⁴ BEN-AMI, Shlomo, « Regionales Gleichgewicht: Der Friedensprozess aus israelischer Sicht », *Internationale Politik*, 7, 1995, pp. 15-16.

²¹⁵ ESHEL, David, « Eine unorthodoxe Vision vom Frieden im Nahen Osten », *Europäische Sicherheit*, 6, 1994, p. 307.

VIDAL, Dominique, « Israël, une société se déchire », *Le Monde diplomatique*, Manière de voir 54, novembre-décembre 2000, p. 45.

Une intervention brutale des services de sécurité israéliens contre une manifestation d'Arabes israéliens sympathisant avec la cause palestinienne aurait des conséquences catastrophiques sur les structures sociales dans le territoire métropolitain israélien.

²¹⁶ ASSEBURG, Muriel, *Palästina auf dem Weg zum Staat: Determinanten, Entwicklungen, Szenarien*, Ebenhausen; SWP, avril 1999, p. 106.

Dans ce cas, Israël se trouverait confronté non seulement aux combattants de l'Intifada jetant des pierres, mais aussi aux 50 000 hommes des services de sécurité de l'Autorité palestinienne.

BROWER, Kenneth, « A propensity for conflict : potential scenarios and outcomes of war in the Middle East », *Jane's Intelligence Review*, Special Report No 14, 1997, p. 7.

²¹⁷ Les actions terroristes au Yémen contre le bâtiment de guerre américain Cole dans le port d'Aden avec 17 morts et contre l'ambassade britannique à Sanaa peuvent être interprétées comme avant-coureurs d'un tel développement.

Orienté vers l'Ouest, le gouvernement serait forcé d'intervenir en cas d'une augmentation des proclamations de soutien par la majorité palestinienne du pays et d'exactions éventuelles contre des installations israéliennes à Amman. Si ces exactions provoquaient des morts, la monarchie hachémite se trouverait au bord de l'abîme²¹⁸. On pourrait aussi imaginer des attaques préventives israéliennes contre les infrastructures militaires de l'Iran et de l'Iraq pour protéger le territoire national contre une menace chimique ou nucléaire éventuelle pour garantir leur propre position de force²¹⁹.

Une décennie après Madrid, il n'est donc pas possible de donner une réponse sans équivoque à la question de l'irréversibilité du processus de paix. Il est vrai que, vu la force militaire israélienne, la menace d'une guerre conventionnelle n'existe pas à court terme, mais si le soulèvement palestinien dans les territoires occupés continue, il pourrait aboutir à une érosion politique au Proche-Orient, qui profiteraient surtout aux islamistes et à leur appel au combat contre Israël.

5. Conclusion et perspectives

Cette étude se terminera par les enseignements les plus importants qui serviront de base au pronostic d'un développement futur paisible du Proche-Orient.

Lors du sommet au Caire tenu les 21 et 22 octobre 2000, les chefs d'Etat arabes confirmèrent leur décision pour la paix, tout en appuyant les intérêts palestiniens²²⁰. Ainsi, les négociations israélo-arabes sont arrivées à un tournant décisif. D'un côté, le risque d'un scénario de guerre apocalyptique semble écarté à court terme, de l'autre côté, l'accord sur le statut définitif entre Israéliens et Palestiniens revêt un rôle absolument central pour une restructuration régionale durable, étant encore plus important qu'un arrangement israélo-syrien. Sans un tel accord, l'Intifada et un retour de l'islamisme s'appuyant sur la lutte de libération palestinienne, pourraient déstabiliser à long terme Israël et tous les Etats environnants²²¹.

Si les divergences avec Damas sont plutôt de nature militaro-stratégique et économique, ce qui rend les concessions plus acceptables au sein de la population israélienne, un accord avec les Palestiniens exige de surmonter des résistances religieuses et idéologiques pour régler des différends non saisissables au niveau de la raison tels que le statut de Jérusalem, l'abandon de territoires colonisés en Cisjordanie ou le droit au retour des réfugiés palestiniens. Il faut que les deux parties admettent enfin qu'une paix ne peut être réalisée sur la base d'un large consensus

²¹⁸ L Ü D E R S , M i c h a e l , « D a s S c h l i m m s t e k o m m t e r s t n o c h » , D i e Z e i t , http://www.zeit.de/2000/43/Politik/200043_Flächenbrand.html.

²¹⁹ B R O W E R , K e n n e t h , « A p r o p e n s i t y f o r c o n f l i c t : p o t e n t i a l s c e n a r i o s a n d o u t c o m e s o f w a r i n t h e M i d d l e E a s t » , J a n e ' s I n t e l l i g e n c e R e v i e w , S p e c i a l R e p o r t N o 1 4 , 1 9 9 7 , p . 9 .

²²⁰ A n o n y m e , « L e s c h o i x d e B a r a k » , C o u r r i e r I n t e r n a t i o n a l , w y s i w y g : / / 1 6 9 / h t t p : / / w w w . c o u r r i e r i n t e r n a t i o n a l . c o m / a c t u a l / a u j o u r d h u i . a s p , 2 3 . 1 0 . 2 0 0 0 .

²²¹ L e s A r a b e s i s r a é l i e n s p o u r r a i e n t a d o p t e r p r o g r e s s i v e m e n t l a c a u s e p a l e s t i n i e n n e e t s a p e r l e t i s s u s o c i a l i s r a é l i e n . U n n o y a u t a g e i s l a m i s t e d e p l u s e n p l u s i m p o r t a n t p o u r r a i t a f f a i b l i r l e s r é g i m e s a r a b e s e t p r o v o q u e r a i n s i u n n o u v e l i s o l e m e n t i s r a é l i e n .

social²²². Tant que les positions respectives sont déterminées par une culture de la séparation, les extrémistes réussiront toujours, moyennant des attentats, à engager l'opinion publique contre une réconciliation. La transition vers une culture du partage doit aussi comprendre, après la reconnaissance de l'autre partie prévue par les accords d'Oslo, la prise en compte de l'histoire commune afin de démythifier l'histoire de la confrontation entre Juifs et Arabes. C'est la seule possibilité de rapprocher les deux peuples, ce qui est le but de la phase intérimaire, et de poser la première pierre d'une coexistence paisible.

Depuis quelques années, des historiens israéliens et palestiniens coopèrent pour faire la lumière sur cette question. La formule sioniste « une terre sans peuple pour un peuple sans terre », employée pour justifier la colonisation de la Palestine, est remise en cause à travers le suicide collectif de Massada²²³, l'acceptation juive (prétendue) du plan de partage proposé par l'ONU en 1947²²⁴, la prétendue fuite des Palestiniens dans les années 1948 et 1967²²⁵ ou la théorie des 5 guerres de défense que le peuple israélien aurait été forcé de mener²²⁶. Ces théories se retrouvaient même dans certains livres d'école. Encore en 1984, on parlait de 40 mio. d'Arabes contre lesquels 650 000 Juifs auraient dû se défendre en 1948/49. Avec le début de l'année scolaire 1999, l'historien Eyal Naveh de l'université de Tel-Aviv argumenta dans un nouveau livre d'histoire que la partie juive avait été supérieure aux Arabes sur presque tous les fronts pour ce qui était de la planification, de l'organisation, du maniement des armes et même du nombre de militaires qualifiés²²⁷.

Une deuxième possibilité pour faire perdre du terrain aux extrémistes des deux camps serait de souligner ce que les deux peuples ont en commun. Les identités israélienne et palestinienne sont marquées par une diaspora. Leurs intellectuels se basent souvent sur des repères occidentaux comparables. L'érudition et le combat armé jouissent d'une haute considération dans les deux cultures. Le dirigeant de l'O.L.P. Yasser Arafat a organisé son autorité essentiellement suivant l'exemple israélien, surtout pour ce qui est de l'appareil de sécurité et des institutions pour

²²² BEN-AMI, Shlomo, « Regionales Gleichgewicht: Der Friedensprozess aus israelischer Sicht », Internationale Politik, 7, 1995, p. 10.

²²³ Parmi les os que l'on a trouvés sous la forteresse, inhumés en 1969 dans une cérémonie officielle solennelle, on a aussi trouvé des os de porc, ce qui réfute la théorie de l'existence à Massada d'une secte zélote soucieuse de la pureté rituelle.
KOLLEK, Teddy, « Streit und Hader-warum feiern », Der Spiegel, 18, 1998, p. 164.

²²⁴ En réalité, on aurait aspiré dès le début à un élargissement des territoires prévus pour la population juive. Sachant bien que les Arabes n'accepteraient jamais ce plan de partage, son acceptation par Ben Gourion n'était qu'une manoeuvre politique.
NIEDERHOFF, H., « Historische Barrieren », Frankfurter Allgemeine Zeitung, 18.01.2000, p. 13.

²²⁵ L'historien Benny Morris prouve dans son livre « Die Entstehung des palästinensischen Flüchtlingsproblems 1947-1949 » que Ben Gourion était prêt à accepter une expulsion des Palestiniens.
KAHN, A.-P., « Der andere Exodus », Focus, 24, Juni 1998, p. 117.

²²⁶ Des auteurs comme Ludwig Watzal refusent cette thèse pour la guerre du Suez et la campagne du Liban en 1982.
LERCH, Wolfgang G., « Eisiger Frieden », Frankfurter Allgemeine Zeitung, 03.03.1999, p. 9.

²²⁷ NIEDERHOFF, H., « Historische Barrieren », Frankfurter Allgemeine Zeitung, 18.01.2000, p. 13.

promouvoir l'économie. On ne peut pas non plus nier le fait que le processus de paix est le sujet déterminant de la politique quotidienne israélienne²²⁸.

Pour endiguer les activités de recrutement d'organisations comme le Hamas ou le Djihad, il est indispensable d'améliorer les conditions de vie dans les camps de réfugiés. Comme la mise en place d'une économie palestinienne capable de survivre, ceci tombe sous la responsabilité de la communauté internationale. Un emploi bien ciblé des moyens, en liaison avec le contrôle du respect des droits de l'homme, donnerait à une communauté palestinienne une certaine stabilité et consoliderait la position de Yasser Arafat en tant que partenaire fiable dans les négociations avec Israël. La deuxième illusion qu'il faut contrer ici est la conviction israélienne qu'une saturation économique puisse remplacer les aspirations palestiniennes à une souveraineté nationale. Selon la conviction d'Arafat que « les peuples qui combattent pour leur liberté atteindront toujours leur but »²²⁹, l'Intifada ne cessera pas avant la signature de l'accord sur le statut définitif.

Un accord de paix entre Israéliens et Palestiniens d'un côté et Syriens de l'autre ne sera pas forcément le début d'un âge d'or. Au contraire, une réconciliation augmentera plutôt le degré de complexité dans les structures d'interaction régionales. Après la disparition de l'ennemi externe qui fournissait un foyer d'identification, tous les Etats auront besoin d'une nouvelle légitimation à l'intérieur. Le degré de l'intégration israélienne dans un régionalisme au Proche-Orient dépend de la réponse à la question de savoir si les Hébreux se définissent comme les tributaires de l'Amérique et de l'Europe au Proche-Orient ou s'ils s'orienteront de plus en plus²³⁰. Dans chacun de ces cas, Israël entrerait en concurrence directe avec ses voisins arabes. Des rivalités pour des investissements étrangers, des ressources et des débouchés remplaceraient la lutte pour les territoires²³¹.

En conclusion, il faut dire que, même si une guerre régionale est évitée, une structure de paix durable n'est pas encore en vue. Bien que l'on puisse distinguer des approches positives aux échelons national et transnational, une intervention de la communauté internationale, surtout des Etats-Unis, sera à la longue indispensable en raison des processus d'auto-identification et d'un fanatisme religieux et idéologique. La politique américaine qui consiste à accorder des dividendes de la paix et à exercer une pression efficace a déjà plusieurs fois ressuscité des négociations que l'on croyait échouées.

La question palestinienne est le pivot de la restructuration au Proche-Orient. Sa solution servira d'indicateur de la disponibilité à la paix des peuples et de leur capacité à résoudre des conflits. Ce n'est qu'à condition de développer une capacité croissante à régler les controverses au niveau

²²⁸ LEMARCHAND, P., Israël/Palestine Demain, Editions Complexe, 1996, p. 13.

²²⁹ Anonyme, « Wir geben nicht auf », Der Spiegel, 13, 1998, p. 165.

²³⁰ BEN-AMI, Shlomo, « Regionales Gleichgewicht: Der Friedensprozess aus israelischer Sicht », Internationale Politik, 7, 1995, p. 16.

²³¹ PERTHES, Volker, Regionale Dynamiken im Nahen und Mittleren Osten und die Grenzen externen Einflusses, Ebenhausen; SWP, 1999, pp. 10,11.

régional que les Etats seront capables de relever avec succès les défis qui accompagneront et suivront le processus de paix.

6. Appendice

6.1 Liste des abréviations

Av. J.-C.	avant Jésus-Christ
A .P.	Autorité palestinienne
C.C.G.	Conseil de coopération du Golfe
C.L.P.	Conseil législatif palestinien
C.N.P.	Conseil national palestinien
D.P.A.	Déclaration de principes sur les arrangements intérimaires d' « autogouvernement »
E.U.	Etats-Unis
F.D.L.P.	Front démocratique pour la libération de la Palestine
FINUL	Force Intérimaire de l'ONU au Liban
F.N.U.O.D.	Force des Nations unies chargée d'observer le dégagement
F.P.L.P.	Front populaire pour la libération de la Palestine
H.C.R.	Haut commissariat aux Nations unies pour les réfugiés
m ³	mètre cube
Mill.	milliards
Mio.	millions
O.L.P.	Organisation de libération de la Palestine
ONU	Organisation des Nations unies
P.A.	Palestinian Authority
p.	page
P.I.B.	produit intérieur brut
pp.	pages
resp.	respectivement
S.D.N.	société des Nations
U.E.	Union Européenne
U.N.R.W.A.	Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine
U.R.S.S.	Union des républiques socialistes soviétiques

6.2 Bibliographie

6.2.1 Ouvrages

- ASSEBURG, Muriel Palästina auf dem Weg zum Staat: Determinanten, Entwicklungen, Szenarien, Ebenhausen; SWP, avril 1999.
- BALKE, Ralf Israel, München; C.H. Beck, 2000.
- BROWER, Kenneth « A propensity for conflict : potential scenarios and outcomes of war in the Middle East », Jane's Intelligence Review, Special Report No 14, 1997.
- CHAUPRADE, A. Introduction à l'analyse géopolitique, Paris ; Ellipses Edition Marketing S.A., 1999.
- KRÄMER, Gudrun Jordanien zwischen Friedensprozess und Liberalisierung, Ebenhausen; SWP, 1994.
- LEMARCHAND, P. Israël/Palestine Demain, Editions Complexe, 1996.
- NIESWANDT, Reiner Abrahams umkämpftes Erbe, Stuttgart; Verlag Katholisches Bibelwerk, 1998.
- PERTHES, Volker Regionale Dynamiken im Nahen und Mittleren Osten und die Grenzen externen Einflusses, Ebenhausen; SWP, 1999.
- PRIMOR, Avi Europa, Israel und der Nahe Osten, Düsseldorf; Droste Verlag GmbH, 2000.
- RIES, Matthias Oslo – Tor zum Frieden in Nahost?, Idstein ; Meinhardt Text und Design, mai 2000.
- TOPHOVEN, Rolf « Israel », Informationen zur politischen Bildung, 247, 1995.
- STÜRMER, Michael Zum Friedensprozess im Nahen Osten: Lage und Logiken, Ebenhausen; SWP, 1995.
- WOLFFSOHN, Michael Wem gehört das Heilige Land?, München; Bertelsmann, 1992.
- WEYLAND, Petra « Bericht über eine Reise in die Westbank/Gazastreifen », Beiträge zu Lehre und Forschung, Führungsakademie der Bundeswehr Hamburg, Fachbereich Sozialwissenschaften, 1, 1998.

6.2.2 Articles de périodiques

- ALBIN, Cecilia « Negotiating intractable conflicts/On the future of Jerusalem », Cooperation and Conflict, 1, 1997, pp. 29-77.
- ARURI, Naseer « Oslo's Muddled Peace », Current History, 615, janvier 1998, pp. 7-12.
- AVERNY, Uri « Terroristen und Staatsmänner », Der Spiegel, 7, 1999, pp. 138-139.
- AWWAD, Emad « Jérusalem et le règlement de la question palestinienne », Défense Nationale, 51, 1995, pp. 103-114.
- AWWAD, Emad « Les Etats-Unis et Israël : les limites du pouvoir », Défense Nationale, 11, 1998, pp. 121-132.
- AWWAD, Emad « L'Etat palestinien ou l'interminable négociation », Défense Nationale, 2, 1999, p. 8.
- BARZEL, Rainer « Kein Frieden ohne die Völker », Die politische Meinung, 341, avril 1998, pp. 35-44.
- BECK, Martin « Der israelisch-arabische Friedensprozess », Aus Politik und Zeitgeschichte, B 18/96, avril 1996, pp. 3-12.
- BEDNARZ, Dieter « Arafat steht unter Druck », Der Spiegel, 29, 2000, pp. 128-129.
- BEN-AMI, Shlomo « Regionales Gleichgewicht: Der Friedensprozess aus israelischer Sicht », Internationale Politik, 7, 1995, pp. 9-16.
- EBERHARDT, W. « Besser als ein Palästinenserstaat », Focus, 36, 1997, pp. 260, 262.
- EHRlich, A. « Netanyahus Bilanz: Friedensprozess und Wahlen in Israel », Blätter für deutsche und internationale Politik, 4, 1999, pp. 457-466.
- EL-BAZ, Osama « Der Friedensprozess im Nahen Osten: Der ägyptische Standpunkt », Internationale Politik, 7, 1995, pp. 3-8.

- ESHEL, David « Eine unorthodoxe Vision vom Frieden im Nahen Osten », Europäische Sicherheit, 6, 1994, pp. 306-308.
- ESHEL, David « Jordanien Quo vadis? », Europäische Sicherheit, 1, 1995, pp. 45-46.
- ESHEL, David « Counterguerilla warfare in South Lebanon », Marine Corps Gazette, 7, 1997, pp. 41.
- ESHEL, David « Das Jerusalem Syndrom », Europäische Sicherheit, 10, 1997, pp. 46-48.
- GRESH, Alain « Comment la paix fut manquée », Le Monde diplomatique, Manière de voir 54, novembre-décembre 2000, pp. 14-17.
- GRESH, Alain « Lancinant rêve de retour », Le Monde diplomatique, Manière de voir 54, novembre-décembre 2000, pp. 51-54.
- GRESH, Alain « L'abcès syrien », Le Monde diplomatique, Manière de voir 54, novembre-décembre 2000, pp. 61-64.
- GUTMANN, Francis « Le conflit israélo-palestinien », Fondation méditerranéenne d'études stratégiques, 1, 2000, pp. 91-106.
- HADI, M. A. « Unabhängigkeit oder Katastrophe », Internationale Politik, 7, 1995, pp. 17-24.
- HAUSMANN, Hatmut « Die Beziehungen der Europäischen Union zu Israel », Aus Politik und Zeitgeschichte, B16, 1995, pp. 31-38.
- HOCH, Martin « Palästina-Konflikt: Positionen und Perspektiven im Friedensprozess », Außenpolitik II/93, pp. 163-172.
- HOGREFE, Jürgen « Das Drama im Gelobten Land », Der Spiegel, 7, 1999, pp. 126-133.
- JEAN-BAPTISTE, P. « A qui appartient Jérusalem ? », Sciences et Avenir, décembre 2000, pp. 86-99.
- JOHANNSEN, M. « Die Chancen für eine Denuklearisierung des Nahen Ostens im Lichte des arabisch-israelischen Friedensprozesses », S+F, 3, 2000, pp. 148-156.
- JOHANNSEN, M. « Friedenspoker in Nahost », Blätter für deutsche und internationale Politik, 6, 2000, pp. 658-661.
- KAHN, A.-P. « Der andere Exodus », Focus, 24, Juni 1998, pp. 112-118.
- KOCH, Jutta, « Profile islamischer Bewegungen in Israel und in den besetzten Gebieten », Wissenschaftliche Dienste des Deutschen Bundestages, 133, 1993, pp. 17-24.
- KORINMANN, Michel « Israel, Jordanie, Palestine: trois scénarios israéliens », Herodote, 29-30, 1983, p. 135-152.
- LUSTIK, Ian « Zankapfel Jerusalem », Europa-Archiv, 24, 1993, pp. 701-710.
- NASSER, Majed « Das Dilemma bleibt », Vereinte Nationen, 6, 1997, pp. 204-208.
- PAULSEN, Thomas « Schwierige Verhältnisse », Internationale Politik, 7, 1999, pp. 11-16.
- RATSCH, Ulrich « Wasserprobleme im Jordanbecken », S+F, 2, 1996, pp. 101-106.
- REES, Matt « The Bloody Mountain », Time, 16, octobre 2000, pp. 46-49.
- RENGER, Jochen « Das Wasser im israelisch-palästinensischen Konflikt », Welttrends, 17, 1997, pp. 83-94.
- ROULEAU, Eric « Sept ans pour rien ? », Le Monde diplomatique, Manière de voir 54, novembre-décembre 2000, pp. 29-32.
- ROUYER, Alwyn R. « The Water Issue in the Palestinian-Israeli Peace Process », Survival, 2, 1997, pp. 57-81.
- SAID, Edward W. « Palästinas Tragödie », Der Spiegel, 20, 1998, pp. 155-158.
- SAID, Edward W. « Le risque d'une perpétuelle soumission », Le Monde diplomatique, Manière de voir 54, novembre-décembre 2000, pp. 10-13.
- SCHIFFLER, M. « Konflikte um Wasser – ein Fallstrick für den Friedensprozess im Nahen Osten? », Aus Politik und Zeitgeschichte, 11, 1995, pp. 13-21.
- TIMM, Klaus « Nahostverhandlungen: Hürden und Optionen », Vereinte Nationen, 6, 1997, pp. 193-198.

- TITORENKO, V. « Problema Ierusalima », Mirovaja ekonomika i meshdunarodnye odnoschenija, 12, 1994, pp. 76-80.
- USHER, Graham « La Palestine en quête de démocratie », Le Monde diplomatique, Manière de voir 54, novembre-décembre 2000, pp. 48-50.
- VEIT, Winfried « Der Nahe Osten auf dem Weg zum Frieden », Internationale Politik und Gesellschaft, 2, 2000, pp. 133-145.
- VIDAL, Dominique « Israël, une société se déchire », Le Monde diplomatique, Manière de voir 54, novembre-décembre 2000, pp. 38-45.
- WATZAL, Ludwig « Die Lage der Menschenrechte im israelisch-palästinensischen Friedensprozess », S+F, 2, 1996, pp. 91-96.
- WATZAL, Ludwig « Die rechte in Israel und ihr extremistisches Umfeld », Vorgänge, 4, 1996, pp. 15-21.
- WINDFUHR, Volkhard « Palästina ist eine Zeitbombe », Der Spiegel, 9, 2000, pp. 180-183.
- ZIMMERMANN, M. « Geschichte umschreiben: Was ist Zionismus? », Aus Politik und Zeitgeschichte, B14, 1998, pp. 11-18.
- Anonyme « Géopolitique au Proche-Orient », Herodote, 29-30, 1983.
- Anonyme « Gottesstadt, Menschenfluch », Der Spiegel, 23, juin 1996, pp. 146-152.
- Anonyme « Feuer am Ende des Tunnels », Der Spiegel, 40, septembre 1996, pp. 178-182.
- Anonyme « Bedauern allein reicht nicht », Der Spiegel, 32, 1997, pp. 116-118.
- Anonyme « Wir geben nicht auf », Der Spiegel, 13, 1998, pp. 165-166.
- Anonyme « Naher und Mittlerer Osten: Israel », Österreichische Militärzeitschrift, 5, 1998, pp. 597-601.
- Anonyme « Naher und Mittlerer Osten: Israel », Österreichische Militärzeitung, 1, 2000, pp. 99-102.
- Anonyme « Naher und Mittlerer Osten: Israel », Österreichische Militärzeitung, 2, 2000, pp. 232-237.
- Anonyme « Naher und Mittlerer Osten: Israel », Österreichische Militärzeitschrift, 3, 2000, pp. 373-375.
- Anonyme « Naher und Mittlerer Osten: Israel », Österreichische Militärzeitschrift, 4, 2000, pp. 512-518.
- Anonyme « Naher und Mittlerer Osten: Syrien », Österreichische Militärzeitschrift, 5, 2000, pp. 662-663.
- Anonyme « Naher und Mittlerer Osten: Israel », Österreichische Militärzeitschrift, 6, 2000, pp. 807-810.

6.2.3 Articles de presse

- AMELANG, Sören « Der steinige Weg zweier Völker zum friedlichen Zusammenleben », Frankfurter Allgemeine Zeitung, 14.10.2000, p. 3.
- BADER, E.-M. « Der Verordnete Zeitdruck », Frankfurter Allgemeine Zeitung, 20.11.1999, p. 1.
- BREMER, Jörg « Clinton könnte auf seiner Nahost-Reise zwischen alle Fronten geraten », Frankfurter Allgemeine Zeitung, 12.12.1998, p. 3.
- DACHS, Gisela « Kompromisse sind tabu », Die Zeit, 14.10.1999.
- DINER, Dan « Vor allem ein historischer Kompromiss », Frankfurter Allgemeine Zeitung, 14.09.1993, p. 4.
- DUPEYRON, Catherine « Candidat au poste de premier ministre en Israel, Ariel Sharon veut maintenir le statu quo », Le Monde, 08.01.2001, p. 3.
- ELON, Emuna, « Es ist ein religiöser Konflikt, der politische Züge trägt », Die Welt, 19.10.2000, p. 6.

- KOCHER, Victor « Ein Nahostfrieden ohne al-Kuds », Neu Zürcher Zeitung, 20.01.2000, p. 5.
- LERCH, Wolfgang G. « Eisiger Frieden », Frankfurter Allgemeine Zeitung, 03.03.1999, p. 9.
- LERCH, Wolfgang G. « Nicht nur in Bir Zeit haben viele kein Vertrauen zu Ministerpräsident Barak », Frankfurter Allgemeine Zeitung, 14.04.2000, p. 3.
- MARION, Georges « Plus de 100000 Israéliens ont manifesté contre la division de Jérusalem », Le Monde, 10.01.2001, p. 4.
- NIEDERHOFF, H. « Historische Barrieren », Frankfurter Allgemeine Zeitung, 18.01.2000, p. 13.
- PERES, Shimon « Die Geburtsstunde des Friedens », Frankfurter Allgemeine Zeitung, 04.12.1993, p. 81.
- SAID, W. S. « Clinton manœuvre, Arafat se tait », Le Monde, 18.01.2001, p. 15.
- TEMPEL, Sylke « Frieden für den Nahen Osten », Die Woche, 04.12.1998, pp. 22-23.
- WITETHUM, David « Baraks Nachfolger muss Supermann und König Salpmpn sein », Die Welt, 19.01.2001, p. 7
- Anonyme « Von der Balfour-Deklaration zur Teilautonomie », Frankfurter Allgemeine Zeitung, 13.09.1993, p. 6.
- Anonyme « Les propositions de Bill Clinton aux négociateurs palestiniens et israéliens », Le Monde, 04.01.2000, pp. 2, 3, 15, 16.

6.2.4 Articles de l'internet

- GRESH, Alain, « L'ascension programmée du docteur Bachar en Syrie », Le Monde diplomatique, <http://www.monde-diplomatique.fr/2000/07/GRESH/14001.html>, 19.12.2000.
- JOFFE, Josef « Heillos Land », Die Zeit, http://www.zeit.de/2000/43/Politik/200043_1.leiter.html.
- NAIM, Mouna « Les pays arabes sont perplexes à l'égard de George W. Bush et des Républicains », Le Monde, <http://www.lemonde.fr/article/0,2320,2857—131336,00.html>, 30.12.2000.
- NÜSSE, Andrea « Vom Bürgerkrieg zum Krieg », Nahost-Krise, <http://195.170.124.152/archiv/2000/10/12/ak-po-au-10928.html>, 22.10.2000.
- Anonyme Site Internet de l'hebdomadaire américain Newsweek et du quotidien britannique The Financial Times.
- Anonyme Gewalt in Nahost: Die lebende Provokation: Warum Ariel Sharon den Palästinensern verhasst ist, <http://195.170.124.152/archiv/2000/10/04/ak-po-we-20697.html>.
- Anonyme Bulletin EU 6-1997, <http://europa.eu.int/abc/doc/off/bull/de/9706/p000610.htm>.
- Anonyme « Die Arabische Staatengemeinschaft », Die Konfliktparteien, <http://afs.wu-wien.ac.at/usr/h97d/h9751455/parteien.html>, 22.10.2000.
- Anonyme « Les choix de Barak », Courrier International, wysiwyg://169/<http://www.courrierinternational.com/actual/aujourd'hui.asp>, 23.10.2000.
- Anonyme « Proche-Orient, la déchirure », Le Monde diplomatique, <http://www.monde-diplomatique.fr/cahier/proche-orient/sommaire>, 30.10.2000.
- Anonyme « Proche-Orient, la déchirure : Présentation – Les négociations israélo-arabes », Le Monde diplomatique, <http://www.monde-diplomatique.fr/cahier/proche-orient/>, 21.11.2000.
- Anonyme Intifada, http://www.bpb.de/info-franzis/html/body_i_247_3.html, 21.01.2001.

6.3 Liste des annexes

Annexe	page
1	Confrontation :
	- plan de partage adopté par les Nations unies en 1947
	- partage des territoires en 1949..... 62
2	Les conséquences territoriales de la guerre des Six-Jours..... 63
3	Les hauteurs du Golan :
	un objet de litige hydrologique et militaro-stratégique..... 64
4	Les relations diplomatiques d'Israël avant et après 1989..... 65
5	La Vieille Ville de Jérusalem - point d'ébullition des religions mondiales.....66
6	Germe d'un Etat palestinien ou colonies israéliennes :
	les territoires occupés..... 67
7	La diaspora palestinienne:
	7/1 Sa dimension globale..... 68
	7/2 Sa répartition en Israël et aux riverains au conflit..... 69
8	L'eau au Proche-Orient – source d'un nouveau conflit?
	8/1 Les ressources dans la région.....70
	8/2 L'agriculture en Israël – nuit-elle définitivement au bilan hydrologique?..... 71
9	Les instances politiques des Palestiniens dans la phase intérimaire..... 72
10	Le futur État palestinien :
	la proposition de l'ancien gouvernement Barak en comparaison de la conception du M. Sharon.....73

Les conséquences territoriales de la guerre des Six-Jours

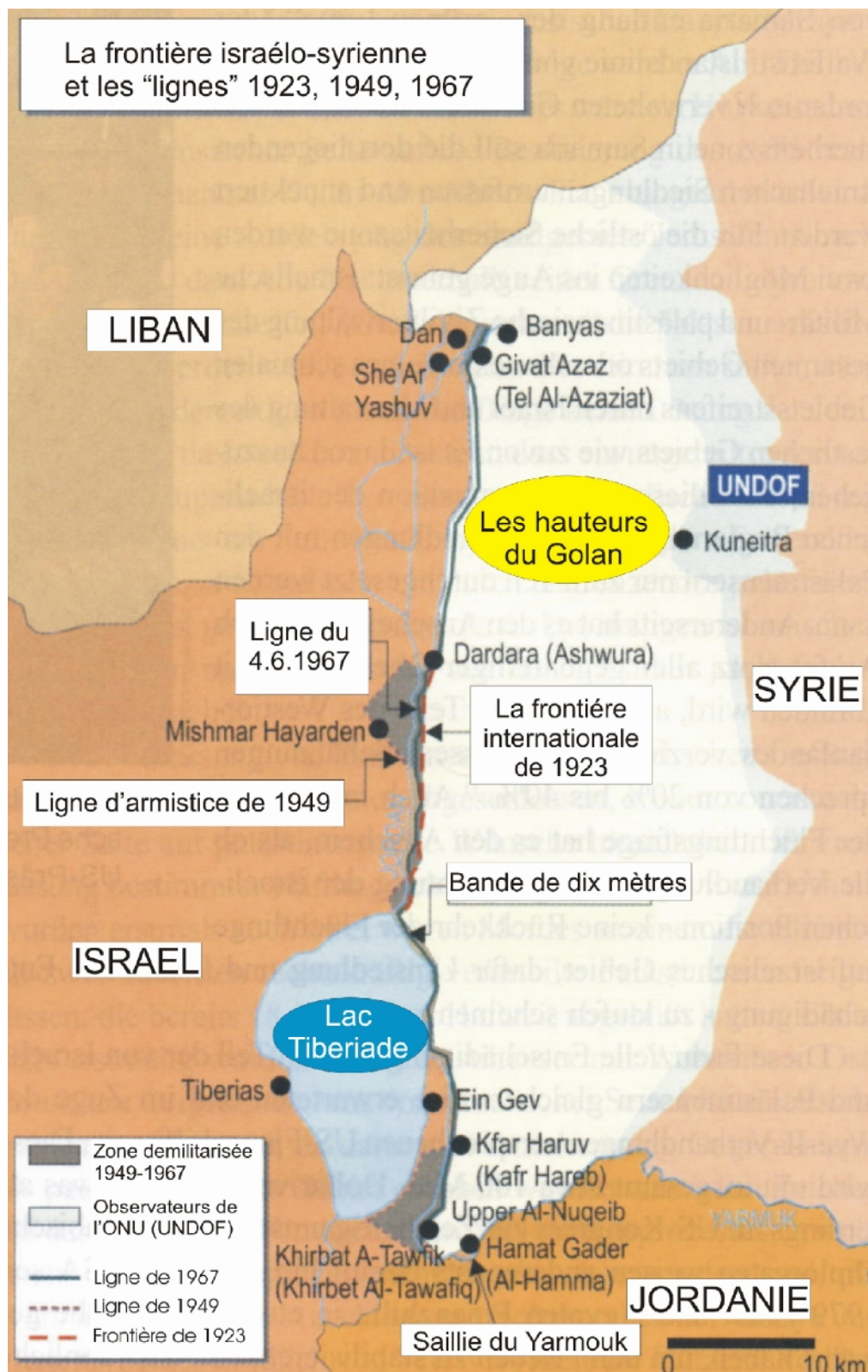


Source :

Rekacewicz, Philippe, « La guerre des six jours (1967) », <http://www.monde-diplomatique.fr/cartes/proche-orient1967>, avril 1998.

Les hauteurs du Golan :

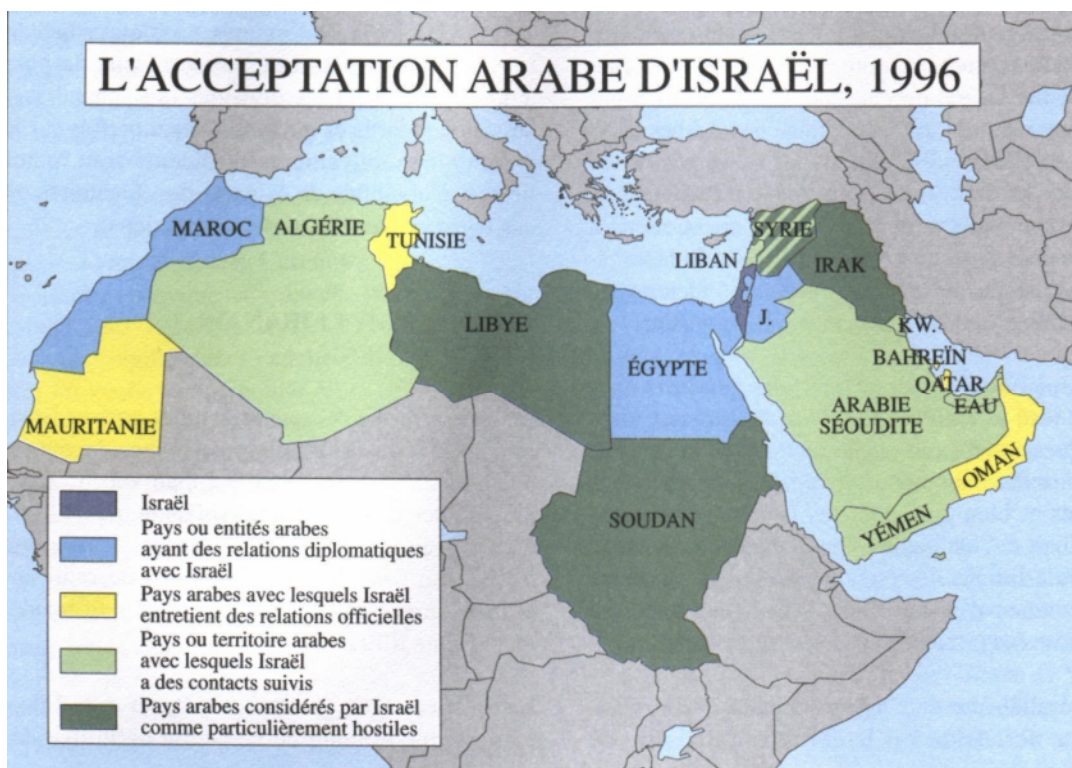
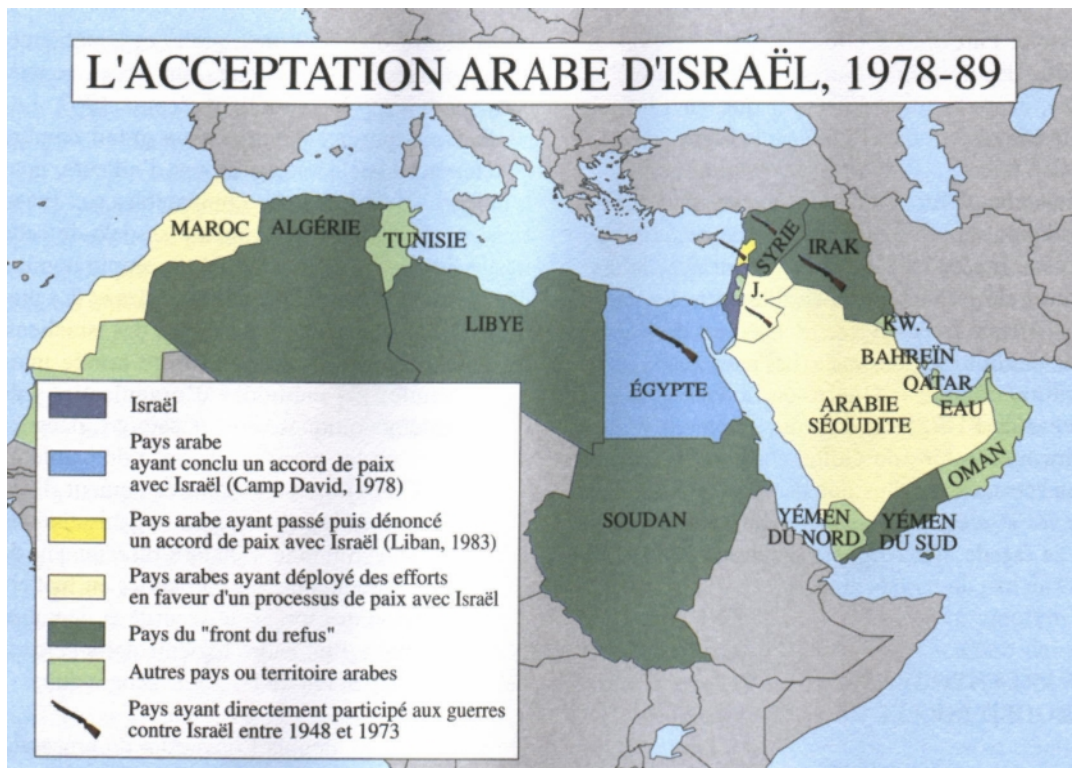
un objet de litige hydrologique et militaro-stratégique



Source :

Anonyme, « Naher und Mittlerer Osten: Israel », Österreichische Militärzeitung, 2, 2000, p. 234.

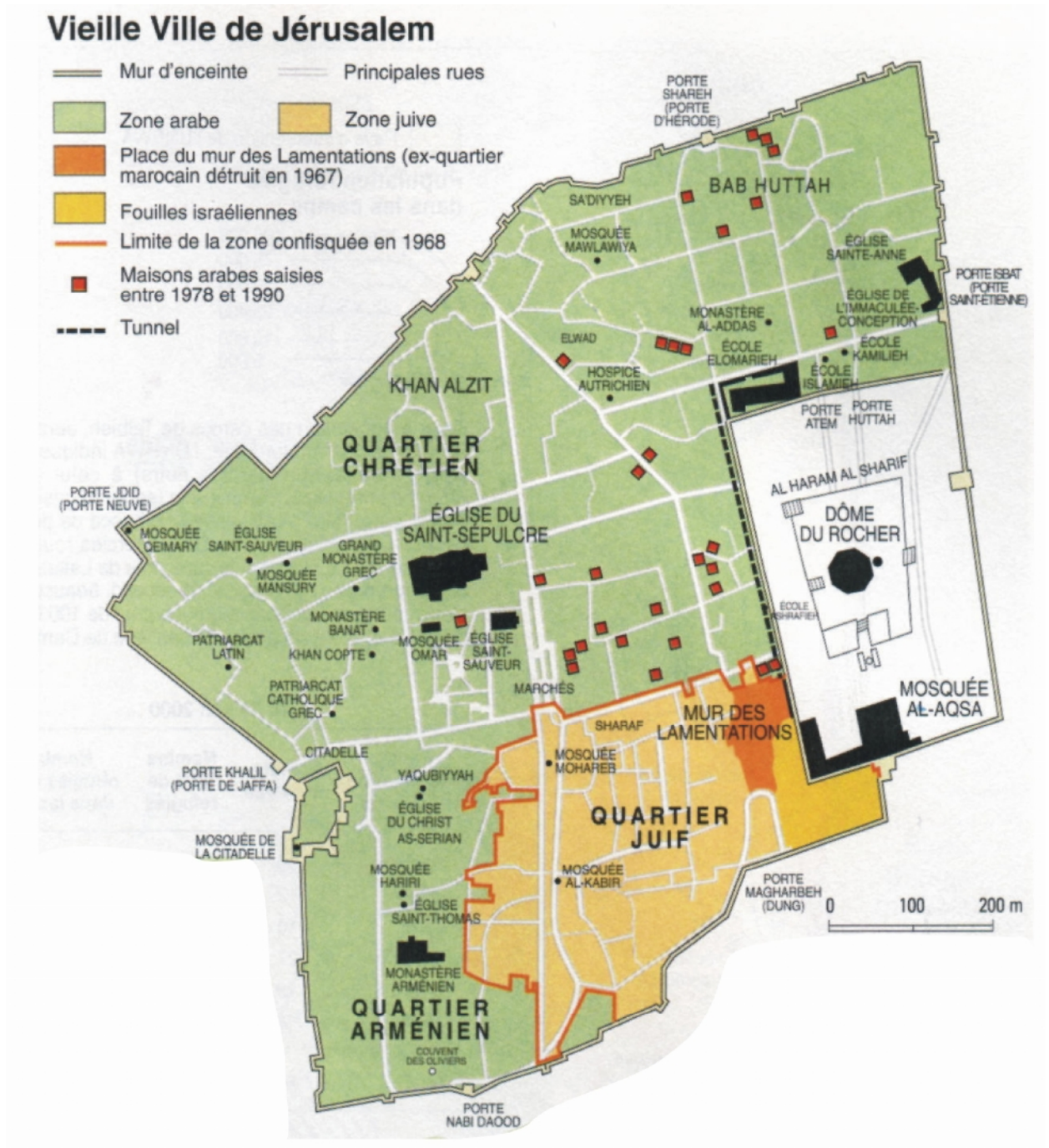
Les relations diplomatiques d'Israël avant et après 1989



Source :

LEMARCHAND, P., Israël/Palestine Demain, Editions Complexe, 1996, p. 14.

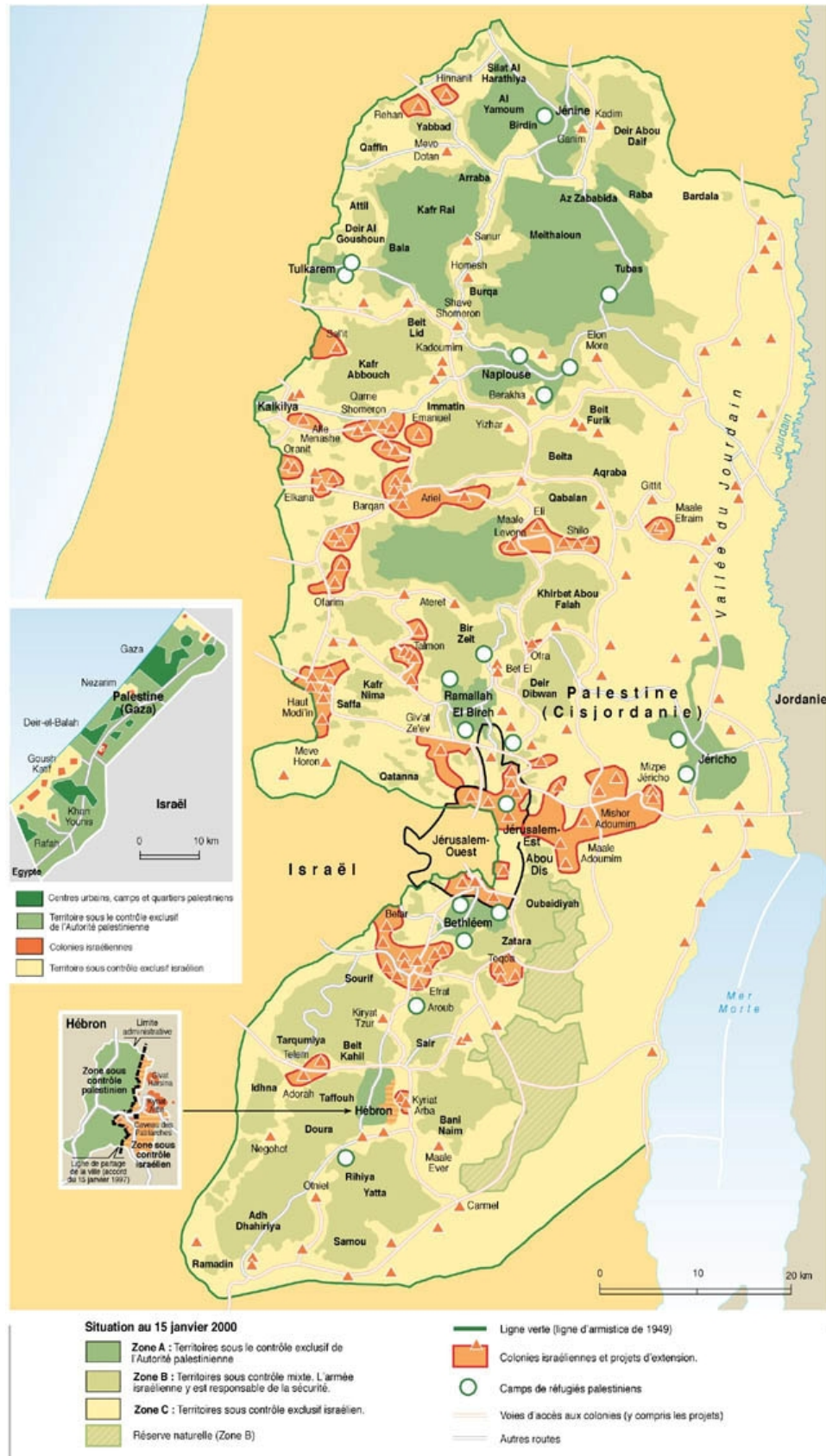
La Vieille Ville de Jérusalem - point d'ébullition des religions mondiales



Source :

« Petit atlas israélo-palestinien », Le Monde diplomatique, Manière de voir 54, novembre-décembre 2000, p. 83.

Germe d'un Etat palestinien ou colonies israéliennes : les territoires occupés



Source :

Rekacewicz, Philippe, « Un Etat palestinien morcelé par les colonies », <http://www.monde-diplomatique.fr/car-tes/cisjordaniedpl2000>, février 2000.

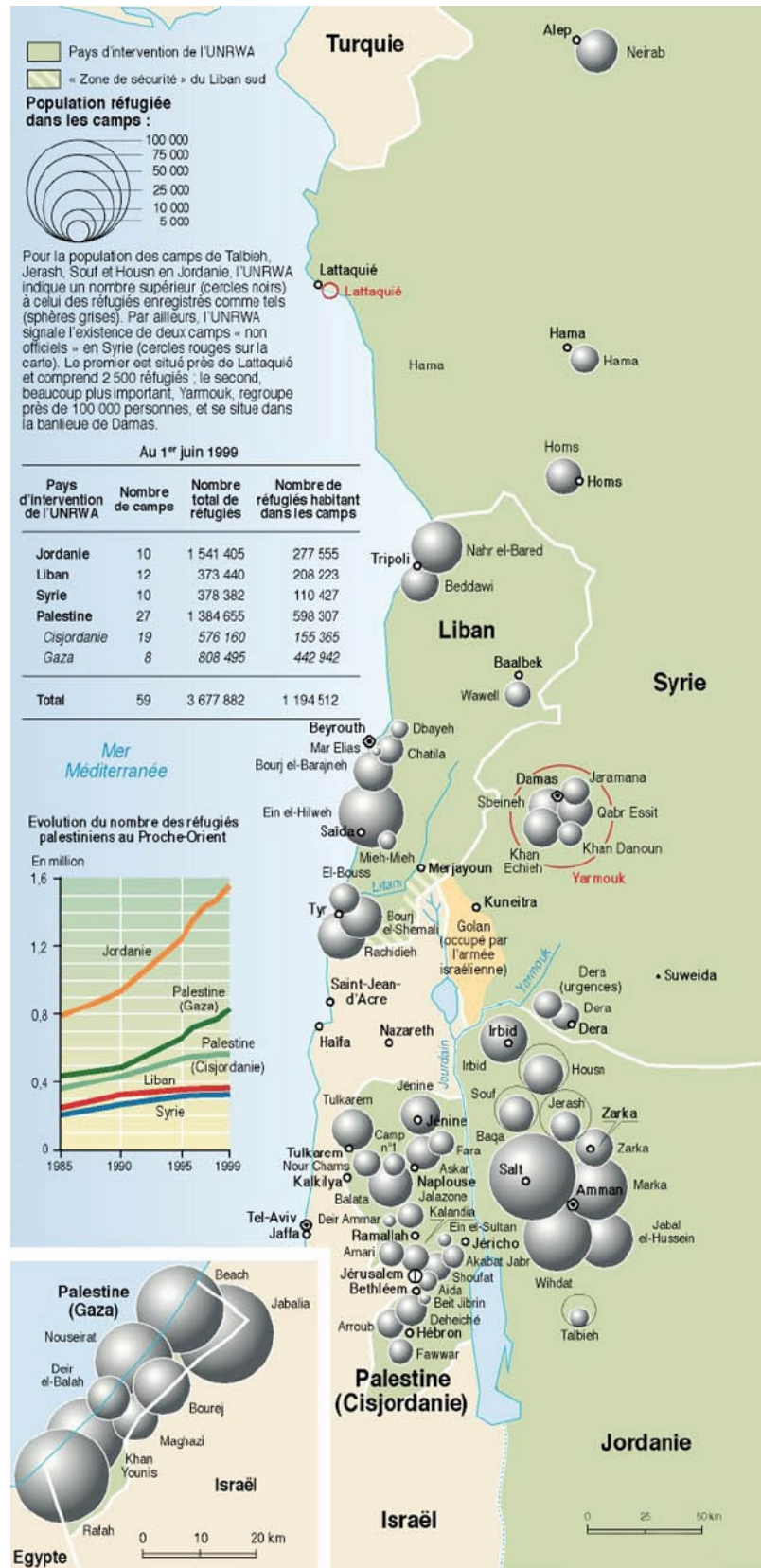
La diaspora palestinienne: sa dimension globale



Source :

Rekacewicz, Philippe, «La diaspora palestinienne dans le monde», <http://www.monde-diplomatique.fr/cartes/refugiesdiasporapaldpl2000>, février 1998.

La diaspora palestinienne: sa répartition en Israël et aux riverains au conflit



Source :

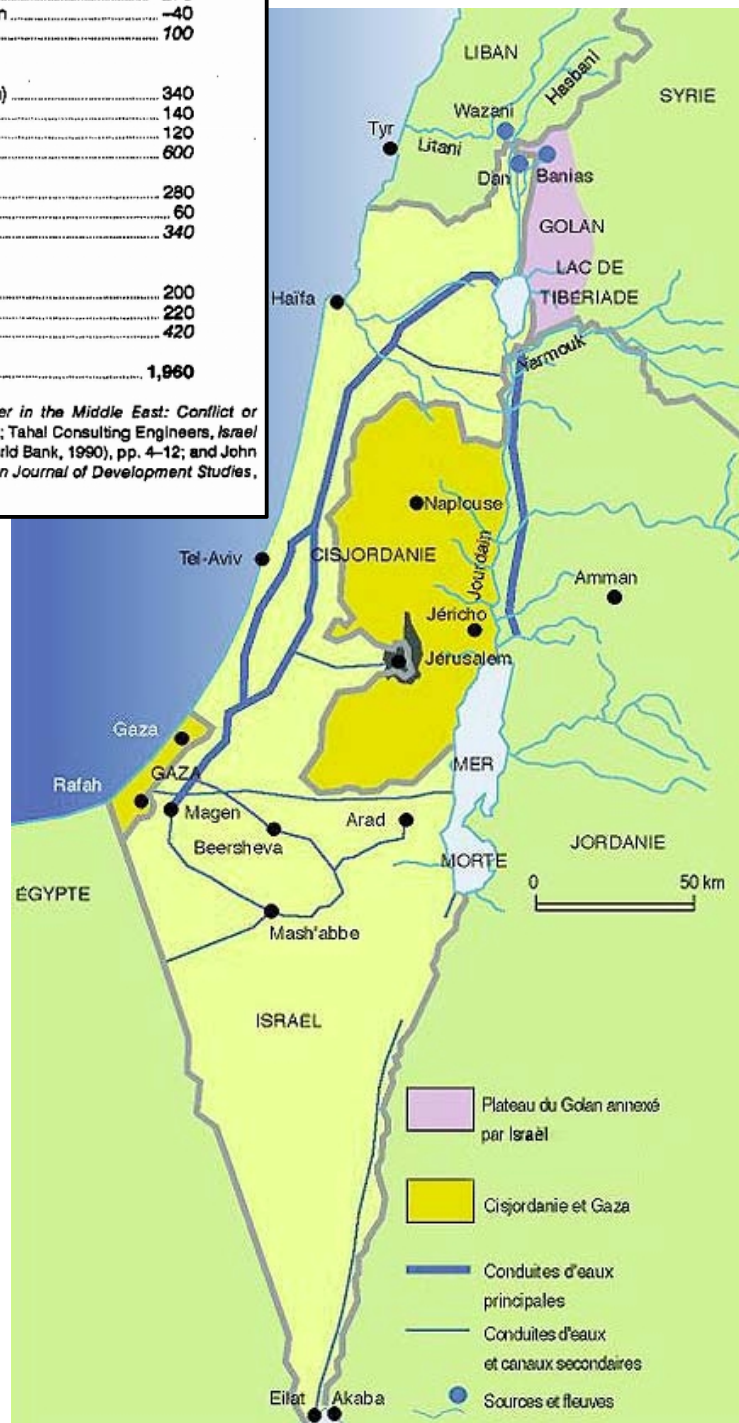
Rekacewicz, Philippe, «Des millions de réfugiés palestiniens au Proche-Orient», <http://www.monde-diplomatique.fr/cartes/refugiespalestiniensdpl2000>, février 1998.

L'eau au Proche-Orient – source d'un nouveau conflit ?

Les ressources dans la région

million cubic metres/year (mcm/y)	
Jordan Basin	
River Hasbani (Lebanon).....	125
River Banias (Syria).....	125
River Dan (Israel).....	250
Sub-total	500
Lake Galilee Area	
Local run-off above Lake Galilee.....	140
Local Galilee (rainfall/springs/run-off).....	200
River Yarmouk.....	70
Evaporation over Lake Galilee.....	-270
Saline discharge into lower River Jordan.....	-40
Sub-total	100
Aquifers	
Mountain: Western Basin (Yarkon-Tanninim).....	340
Northern Basin.....	140
Eastern Basin.....	120
Sub-total	600
Coastal:	
Israel.....	280
Gaza.....	60
Sub-total	340
Other	
Minor aquifer, streams, run-off.....	200
Recycled waste water.....	220
Sub-total	420
Total	1,960

Sources: Thomas Naff and Ruth Matson (eds), *Water in the Middle East: Conflict or Cooperation* (Westview Press: Boulder, CO, 1984), p. 29; Tahal Consulting Engineers, *Israel Water Sector Study* (Tel Aviv and Washington DC: the World Bank, 1990), pp. 4-12; and John Kolars, 'Water Resources of the Middle East', *Canadian Journal of Development Studies*, special issue, April 1992, p. 110.

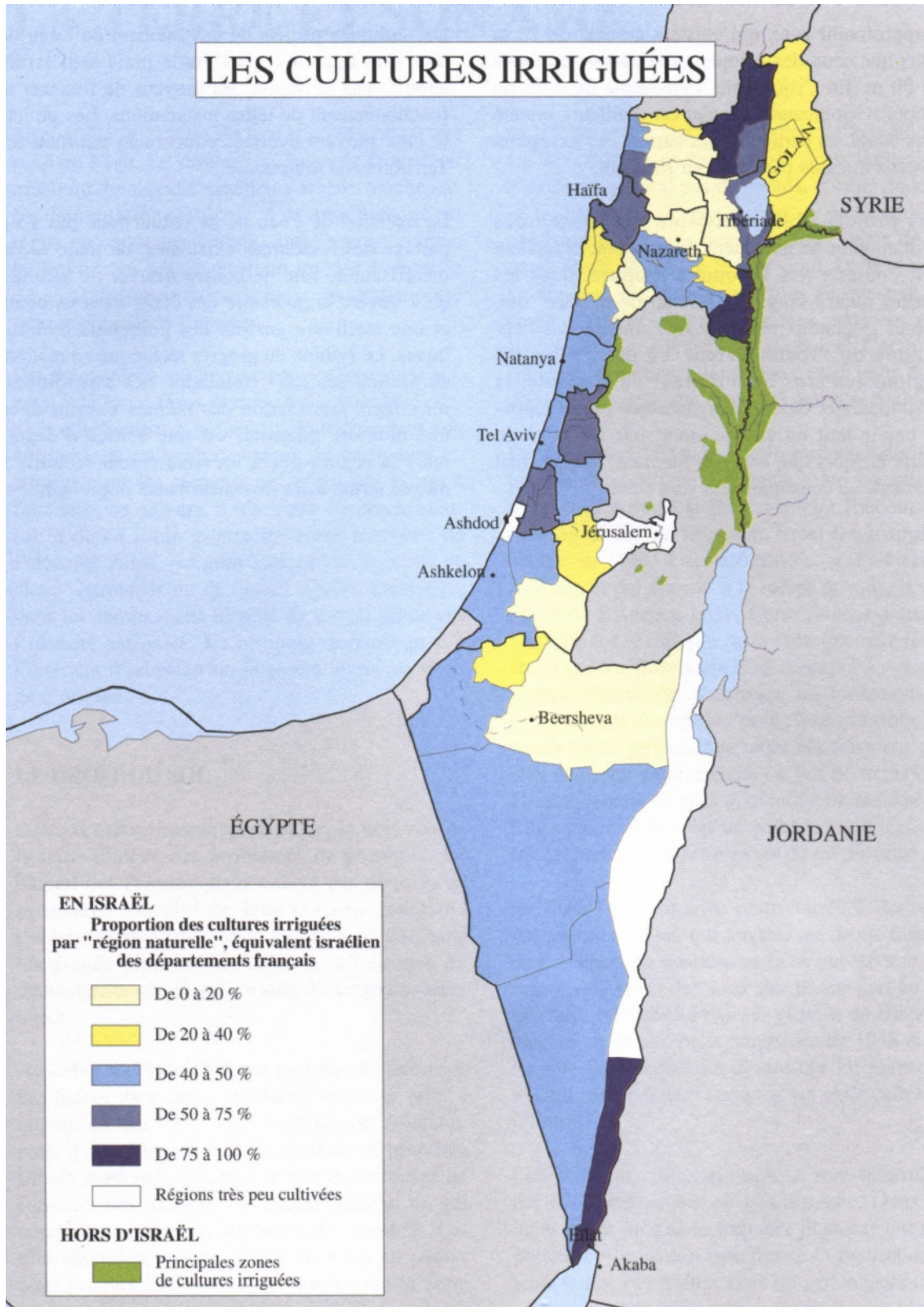


Source :

Rekacewicz, Philippe, «L'eau convoitée», <http://www.monde-diplomatique.fr/cartes/israeleau2000>, juin 2000.

L'eau au Proche-Orient – source d'un nouveau conflit ?

L'agriculture en Israël – nuit-elle définitivement au bilan hydrologique ?



Source :

LEMARCHAND, P., Israël/Palestine Demain, Editions Complexe, 1996, p. 79.

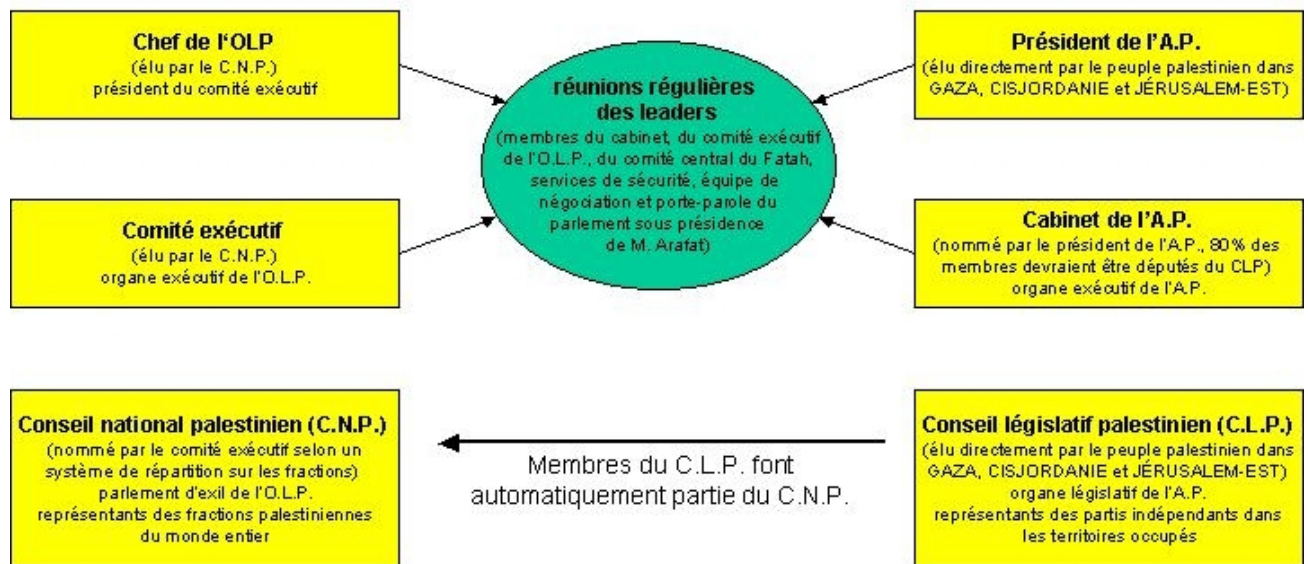
Les instances des Palestiniens dans la phase intérimaire

O.L.P. (organisation de libération de la Palestine)

- seul représentant du peuple palestinien
- compétences:
 - + affaires étrangères (culture, économie)
 - + négociation sur le statut final de A.P.

A.P. (autorité palestinienne)

- représentant du peuple palestinien dans GAZA, CISJORDANIE et JÉRUSALEM-EST
- compétences:
 - + auto-gouvernement
 - + responsabilité limitée pour l'ordre intérieur et la sécurité

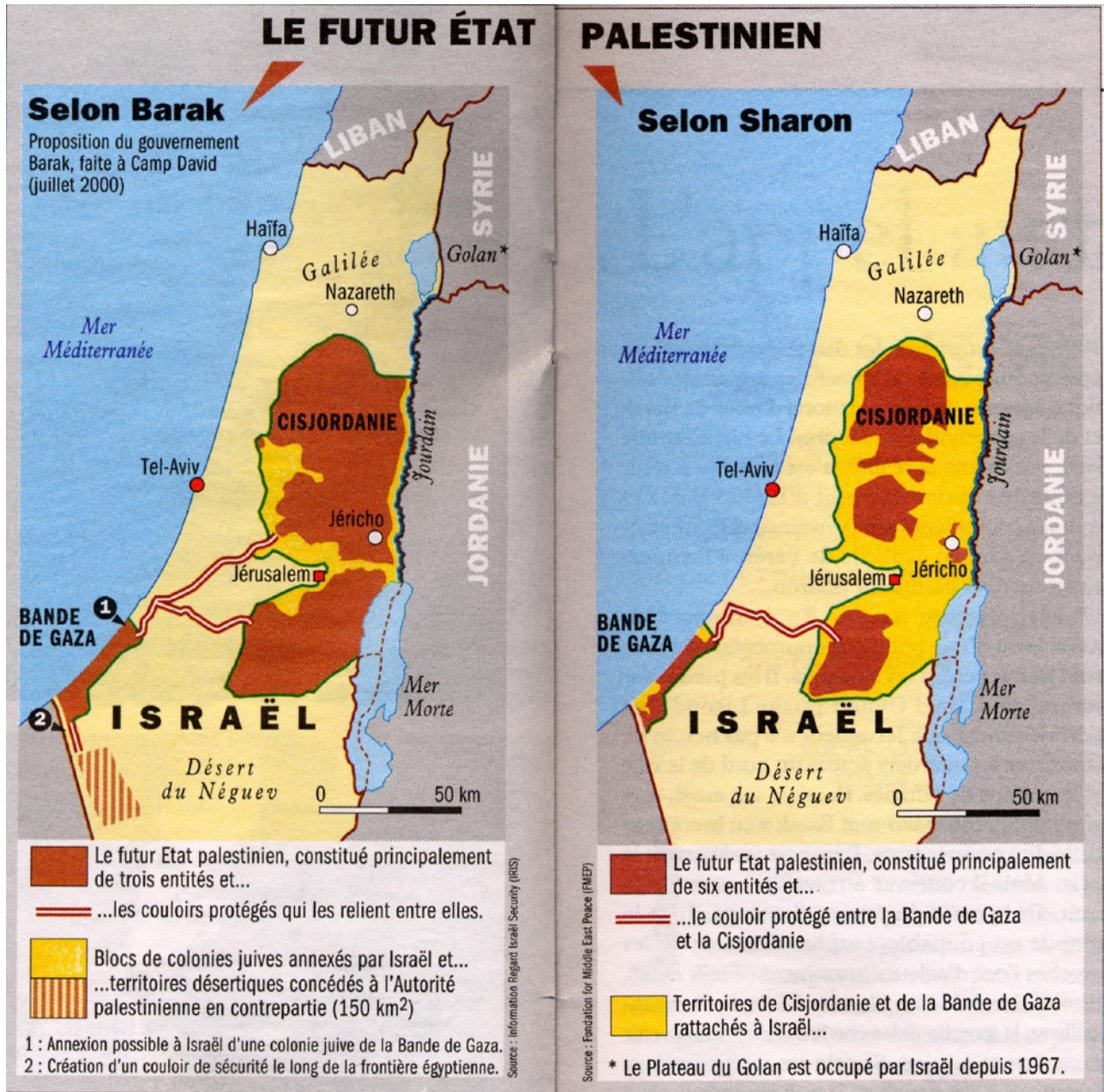


Source :

ASSEBURG, Muriel, Palästina auf dem Weg zum Staat: Determinanten, Entwicklungen, Szenarien, Ebenhausen; SWP, avril 1999, p. 120.

Le futur État palestinien :

la proposition de l'ancien gouvernement Barak en comparaison de la conception du M. Sharon



Source :

Courrier international N° 535, 7 février 2001.